

6
Décembre 2008

Directeur de publication
Frédéric Lebaron

Secrétaire de la rédaction
Louis Weber

Responsables éditoriaux
Sylvain Laurens
Claude Poliak
Laurent Willemez

Comité éditorial
Romain Bertrand
Hélène Degoy
Keith Dixon
Nathalie Ethuin
Michel Koebel
Sylvain Laurens
Gérard Mauger
Hélène Michel
Alain Oriot
Frédéric Pierru
Claude Poliak
Louis Weber
Laurent Willemez

Maquette
Alain Oriot, Adèle Péron

Relecture
Carol Duheyon

Éditions du Croquant
Broissieux
73340 Bellecombe-en-Bauges
www.editionsducroquant.org

© Éditions du Croquant, 2008

ISSN 1958-7856

Dépôt légal : décembre 2008

ISBN : 978-2-9149-6852-2

Impression

La Nouvelle Imprimerie Laballery

58500 Clamecy

N° d'impression : 811218

Contact
Louis Weber
06 80 98 76 59
revue@raisonsdagir.org

Pour s'inscrire à la liste de discussion :
<http://www.raisonsdagir.org/>
et aller sur « liens »

Pour commander la revue :
www.editionsducroquant.org



5	Éditorial 5 Changements systémiques ? <i>FRÉDÉRIC LEBARON</i>
9	Dossier « Mai-Juin 68 : la rencontre ouvriers/étudiants » <i>ANNIE COLLOVALD, GÉRARD MAUGER ET CLAUDE POLIAK</i>
11	Mai-Juin 68, « jonction » ou « rendez-vous manqué » entre ouvriers et étudiants ? <i>ENTRETIEN AVEC BERNARD PUDAL</i>
23	Les anathèmes gauchistes contre le PCF et la CGT <i>HENRI REY</i>
29	Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. Enjeux sociologiques et stratégiques <i>PAUL BOULLAND, NATHALIE ETHUIN ET JULIAN MISCHI</i>
41	Unité ouvriers-étudiants : quelles pratiques derrière le mot d'ordre ? Retour sur Besançon en 1968 <i>NICOLAS HATZFELD ET CÉDRIC LOMBA</i>
49	Rétablir les établis... <i>ÉRIK NEVEU</i>
59	Des ouvriers au Quartier latin ? <i>GÉRARD MAUGER ET CLAUDE POLIAK</i>
67	Marginalité, « bonne volonté culturelle » et « bohème populaire » <i>GÉRARD MAUGER ET CLAUDE POLIAK</i>
77	Le mouvement social britannique en 1968 <i>KEITH DIXON</i>
85	Grand entretien avec Jean-Claude Caron Révoltes populaires et révoltes étudiantes au XIX^e siècle <i>JEAN-CLAUDE CARON</i>
101	Paroles Lucien, 18 ans en mai 68, une figure de la « bohème populaire » <i>CLAUDE POLIAK</i>
113	La rhétorique réactionnaire Le modèle social français <i>FRÉDÉRIC LEBARON</i>

119	Chronique de la gauche de la gauche Recompositions à gauche de la gauche <i>LOUIS WEBER</i>
127	Actualité Du fichier EDVIGE aux sociétés de contrôle <i>GRÉGORY SALLE</i>
135	Europe Des arrêts de la Cour de justice des communautés européennes contre l'Europe sociale <i>MARC MANGENOT</i>
143	Politiques d'ailleurs L'affaire Chaudhry : le mouvement des robes noires pakistanaises de 2007-2008 <i>LAURENT GAYER</i>
151	Rumeurs birmanes <i>FRANÇOIS ROBINNE</i>
159	Culture Marine Sonnet, <i>Atelier 62</i>, Le temps qu'il fait, 2008 <i>GÉRARD MAUGER</i>

Éditorial

Changements systémiques ?

FRÉDÉRIC LEBARON

La crise financière mondiale est plus que jamais au centre de l'actualité, après une nouvelle séquence de panique et le rétablissement (au moins momentané) de la « confiance » sur les marchés de la planète. Le soulagement des commentateurs est à la mesure de l'inquiétude qu'ils ont contribué à propager, lorsque la chute des indices boursiers a soudain semblé se défier de toutes les interventions publiques.

« Intervention publique » est, bien sûr, l'un des mots-clés de cette période. Depuis plus d'un an, on assiste à une rapide réhabilitation de l'État sur

lequel repose en définitive toute la chaîne de confiance qui permet aux marchés de fonctionner au jour le jour dans des conditions normales. Baisses de taux d'intérêt et mise à disposition de liquidités par les banques centrales, recapitalisation et nationalisation de banques par les États, assorties de l'engagement de ne laisser aucune banque d'importance systémique faire faillite, de la garantie publique des prêts interbancaires, d'une re-régulation, etc., c'est toute une panoplie d'actions publiques de plus en plus coordonnées et globales qui ont permis d'enrayer à court terme un mouvement de défiance devenu incontrôlable, amplifié par les médias et des communications nationales désordonnées. Ces interventions sont, en elles-mêmes, un changement systémique, puisqu'elles replacent, de façon visible et explicite, l'État et les banques centrales au centre du système économique, ne serait-ce qu'en tant que prêteurs et assureurs en « dernier ressort », garants de la confiance dans l'ensemble des marchés. De ce point de vue, c'est la croyance dans l'efficacité des marchés autorégulés qui a subi ces dernières semaines un démenti cinglant : ce krach financier est aussi celui de la science économique dominante. L'annonce par la plupart des dirigeants d'une prochaine réforme du système financier international, même cantonnée à une « moralisation » verbale et une régulation accrue, indique que ce changement systémique est en partie irréversible.

Pourtant, l'euphorie retrouvée pourrait n'être que de courte durée : surtout pour les classes populaires. Il faut rappeler, tout d'abord, que la crise immobilière états-unienne, loin d'être résorbée, continue de s'approfondir et que des crises similaires ont commencé à affecter les économies européennes, y compris l'économie française. Ensuite, le retournement conjoncturel global se révèle chaque jour plus profond dans les pays occidentaux voire au-delà, et la dernière séquence « panique-soulagement » de la mi-octobre 2008, même si elle permet de sortir au moins partiellement du *credit crunch* redouté (les banques étaient jusque là dans l'incapacité d'exercer leurs fonctions de prêteurs aux agents économiques, entreprises et ménages) risque de contribuer à une récession plus marquée que prévu. Le rétablissement de marchés financiers sous contrôle public ne suffit pas à garantir la « relance » de l'économie réelle, d'autant plus que la doctrine du laissez-faire et les fondamentaux orthodoxes, mis à mal dans le secteur financier, survivent dans le reste de l'économie.

On se trouve, en effet, dans une situation idéologique paradoxale. Officiellement, la réduction des dépenses publiques est plus que jamais l'objectif central des politiques étatiques, en particulier en Europe : il s'agit toujours d'améliorer la compétitivité et de réduire la dette publique. Les États sont censés vivre au-dessus de leurs moyens (« les caisses sont vides ») et les salaires trop élevés continuer de menacer la stabilité des prix, mise à mal au niveau mondial par la hausse passée (le mouvement s'étant inversé depuis fin juillet 2008) des prix du pétrole et des matières premières. Ces mêmes États qui viennent de « sauver » le secteur financier mondial en le recapitalisant, en lui fournissant des liquidités et des garanties durables, seraient donc simultanément incapables d'assurer le financement futur des systèmes de protection sociale et des services publics ! Depuis vingt-cinq ans environ, le discours dominant a ainsi réussi à faire croire aux populations que les États, désormais impuissants, devaient s'autolimiter pour renforcer les entreprises sur les marchés mondiaux. Nous venons de voir ce qu'il est advenu de cette politique de soumission forcée à des marchés idéalisés.

Pendant ce temps, les réformes structurelles continuent. L'intervention publique sur les marchés financiers ne cherche pas à réformer radicalement le système, mais à le réformer le moins possible et le moins durablement que faire se pourra tout en obtenant un maximum d'efficacité conjoncturelle, afin de poursuivre parallèlement un programme « pro-marché » global déjà bien avancé. Les systèmes éducatif et de santé sont aujourd'hui soumis en France à une thérapie de choc qui va les rapprocher un peu plus d'un modèle états-unien, qui n'est pourtant guère plus performant en la matière qu'il ne l'a été dans les domaines immobilier ou financier : plus de mécanismes marchands, plus d'inégalités, plus de laissés-pour-compte. Au niveau européen, le « modèle social », toujours présenté par les partis sociaux-démocrates comme la justification ultime de la construction européenne, est de plus en plus érodé par les réformes successives, tout en conservant - pour combien

de temps encore ? - quelques spécificités¹. En matière de politique de l'emploi, le *workfare* européen n'a plus grand-chose à envier à son inspirateur anglo-saxon, même si les systèmes d'assurance-chômage, notamment ceux des pays scandinaves, restent relativement plus généreux.

La politique macroéconomique orthodoxe, dont la BCE est l'acteur central², a été mise entre parenthèses le temps de sauver le système financier mondial. Mais il y a tout lieu de penser qu'elle va revenir en force, dès que la situation financière sera relativement assainie. La dynamique socio-économique délétère appelle pourtant, à l'inverse, un véritable *plan de relance budgétaire* coordonné au niveau européen et mondial pour faire face dans les années qui viennent à des défis de très grande ampleur : crise sociale, alimentaire, écologique, inégalités économiques, culturelles, etc... Ce plan devrait assurer un développement cohérent et volontariste des services publics et une augmentation coordonnée des salaires et des minima sociaux.

Il y a peu de temps, un tel plan d'inspiration socialiste aurait fait l'objet d'une farouche obstruction des marchés financiers³. Mais, c'est la réforme du système financier mondial qui est aujourd'hui à l'ordre du jour : elle pourrait être l'un des instruments d'une nouvelle « gouvernance publique mondiale » au service du changement social. Dans le cadre des Nations-Unies et non du G7 ou de toute autre instance dominée par les puissances occidentales (comme le Fonds monétaire international ou la Banque des règlements internationaux), un système monétaire et financier réellement multipolaire pourrait enfin émerger en lieu et place du « non-système » dominé par les États-Unis, qui n'est pas seulement injuste, mais qui s'est aussi révélé instable. Quoi qu'il en soit, le débat et les luttes politiques sur la réforme financière conditionneront la suite des événements économiques : ils pourraient être un premier pas vers une sortie définitive de l'impasse néolibérale. ■

1 Centre d'analyse stratégique, Notes de Veille, n°108 (http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=896) et 109 (« Le modèle social européen est-il soluble dans la mondialisation ? », http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=900), Paris, septembre 2008.

2 F. Lebaron, *Ordre monétaire ou chaos social ? La BCE et la révolution néolibérale*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

3 F. Morin, *Le nouveau mur de l'argent*, Paris, Seuil, 2006.

Dossier

« Mai-Juin 68 : la rencontre ouvriers/étudiants »

ANNIE COLLOVALD
GÉRARD MAUGER
CLAUDE POLIAK

Quarante ans plus tard, on a semblé découvrir que Mai-Juin 68 en France, ce n'était pas encore la libération sexuelle, les communautés et le cannabis (« la contre-culture » c'était ailleurs, en France, ce fut plus tard), que ce n'était pas seulement les étudiants, la Sorbonne, les barricades et Cohn-Bendit, mais que ce fut aussi et surtout le plus grand mouvement de grève du xx^e siècle et, de ce fait, une remise en cause généralisée de l'ordre établi : jusque dans le champ politique qui sembla vaciller pendant un temps¹. Sans cette grève générale, on ne commémorerait sans doute pas plus aujourd'hui Mai-Juin 68 que Novembre-Décembre 86 : qui se souvient encore de la mobilisation étudiante contre la réforme Devaquet ?

Que s'est-il passé en Mai-Juin 68 ? Simplifions : la répression policière des manifestations étudiantes du 3 au 12 mai suscite la solidarité. La grève de 24 heures et la grande manifestation intersyndicale du 13 mai sont relayées dès le lendemain : grèves et occupations d'usines se multiplient jusqu'à atteindre, dès le 20 mai, 7 à 8 millions de grévistes. Le 10 juin, on compte encore près d'un million de grévistes. Reste que la « Révolution » que beaucoup espéraient et que beaucoup d'autres redoutaient n'a pas eu lieu : dans ce « moment critique », certains crurent voir une « répétition générale », tous les autres s'employèrent à en conjurer le spectre.

Si « la Révolution » n'a pas eu lieu, cette situation exceptionnelle eut de multiples effets. Ce dossier est consacré au « décroisement social » plus souvent supposé qu'étudié et, plus spécifiquement, aux rapports entre ouvriers et étudiants. Sans

1. Cf. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005 et Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

sacrifier à une vision euphorique de l'abolition des frontières sociales, on interrogera ici, sous différents angles, « cette rencontre improbable ».

En guise d'introduction, nous avons interrogé Bernard Pudal² sur cet angle d'approche de l'événement. Puis nous avons demandé à Henri Rey³, d'une part, et à Paul Boulland, Nathalie Ethuin, Julian Mischi, d'autre part, une analyse des anathèmes croisés des porte-parole respectifs des « avant-gardes » ouvrières et étudiantes : le PCF et les groupes « gauchistes » engagés dans une lutte symbolique sans merci. La métaphore religieuse inspirée de Max Weber⁴ semble s'imposer ici : Mai-Juin 68 apparaît aussi comme un épisode intense des luttes de concurrence entre une « église » assiégée qui s'efforce de conserver le monopole de la gestion du salut politique de la classe ouvrière et une efflorescence de « sectes » regroupées autour de « petits prophètes » hérétiques.

Pourtant, en dépit des invectives et stigmatisations croisées (« aventurisme gauchiste » pour les uns, « stalinisme » ou « révisionnisme » pour les autres), des rencontres entre ouvriers et étudiants eurent lieu pendant et après Mai-Juin 68. Nicolas Hatzfeld et Cédric Lomba étudient les relations « étudiants/ouvriers » à Besançon. Erik Neveu revient sur l'expérience volontariste des établis. Gérard Mauger et Claude Poliak s'interrogent sur la présence de jeunes travailleurs dans les manifestations étudiantes du quartier Latin et sur les effets de « la rencontre » dans les groupes militants « de base ». Si ces relations, dans leurs différentes modalités, bravent les anathèmes croisés des porte-parole, les enquêtes montrent qu'elles ne sont pas pour autant faciles : pas plus que la domination culturelle, l'anti-intellectualisme ne s'abolit par décret. Enfin, l'analyse proposée par Keith Dixon du mouvement social britannique en 1968 suggère plus d'un rapprochement – avec des décalages dans le temps – entre les histoires parallèles des mouvements ouvriers et étudiants en Grande-Bretagne et en France.

Deux autres articles de ce numéro prolongent le dossier. Le « Grand entretien » avec Jean-Claude Caron, fait écho à « Mai-Juin 68 » en évoquant les luttes étudiantes et ouvrières du XIX^e siècle. Enfin, l'entretien de Claude Poliak avec Lucien (dans la rubrique « Paroles ») permet d'aborder de près « les causes et les effets » d'une rencontre entre ouvriers et étudiants. ■

2. Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2008.

3. Jacques Capdevielle et Henri Rey (dir.), *Dictionnaire de Mai 68*, Paris, Larousse, 2008. Cf. aussi Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008.

4. Max Weber, *Sociologie des religions*, Paris, Éditions Gallimard, 1996.

Mai-Juin 68, « jonction » ou « rendez-vous manqué » entre ouvriers et étudiants ?

ENTRETIEN AVEC
BERNARD PUDAL

Propos recueillis par
Gérard Mauger et
Claude Polak

Après quatre décennies d'historiographie, de témoignages et d'exégèses, on redécouvre, en dépit du refoulement actif opéré au fil de ces quarante années, que mai-juin 68 a d'abord été le plus grand mouvement de grèves du XX^e siècle. Sans doute, ne commémorerait-on plus l'événement depuis longtemps s'il n'y avait pas eu, outre le mouvement étudiant, cette grève générale d'une ampleur et d'une longueur exceptionnelle. Deux livres, celui de Xavier Vigna¹, mais aussi celui que Bernard Pudal a codirigé aux éditions de l'Atelier² ont certainement joué un rôle à cet égard.

Savoir/Agir : Dans votre livre, vous analysez à la fois l'apparition sur la scène politique du mouvement étudiant, ou plutôt sa résurgence car, comme le rappelle Jean-Claude Caron, les étudiants ont participé au moins depuis le XIX^e siècle aux luttes politiques, et ce qui reste l'apogée du mouvement ouvrier en France. Ce dossier de *Savoir/Agir* pour le quarantième anniversaire de Mai-Juin 68 a pour objet le rapport entre ces deux dimensions. De ce point de vue, comment vous situez-vous par rapport aux thèses opposées de « la jonction », d'une part, du « rendez-vous manqué », d'autre part ?

Bernard Pudal : Je partirai du livre et des enjeux sous-jacents. Nous l'avons intitulé à dessein *Mai-Juin 68*. D'une façon qui me paraît significative, ce titre a provoqué des difficultés avec l'éditeur, qui ne souhaitait pas voir apparaître « juin ». Mentionner « juin », c'est en effet rompre avec une sorte de routinisation du récit de l'événement toujours

1. Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

2. Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions Ouvrières, 2008.

centrée sur Paris, sur les étudiants et sur le mois de mai. Or, une telle approche passe, de notre point de vue, à côté d'une grande part de la réalité.

Par ailleurs, c'est un livre-étape. Il n'a pas vocation à dire l'alpha et l'oméga sur 1968 mais d'ouvrir le champ des recherches³. Dans quels domaines ? D'abord vers la province. Ce qui devrait conduire à s'intéresser aux étudiants issus des classes moyennes et populaires, sensiblement plus nombreux en province qu'à Paris. Ouvrir ensuite sur le mouvement ouvrier et sur les grèves, qui ne sont d'ailleurs pas seulement des grèves ouvrières. Il y a donc un double déplacement dans le livre.

À partir de là, nous avons suscité diverses enquêtes sur la question ouvrière, sous différents angles qui méritent tous d'être approfondis. Nous l'avons fait pour l'avant-68 avec le travail sur la Rhodiaceta, avec une préoccupation : aller vers les acteurs de base pour sortir – c'est un troisième déplacement – des récits sur « le rendez-vous manqué » entre ouvriers et étudiants vu au prisme des enjeux d'organisation ou de leaders.

Nous aurions dû, c'est une lacune, faire quelque chose sur les immigrés, dans la perspective d'une meilleure compréhension de ce qui s'est passé en Mai-Juin 68.

S'agissant des grèves elles-mêmes et de leur poursuite en juin, il reste une série de questions sur la combativité ouvrière après Grenelle. Il faut rappeler à ce sujet que, contrairement à ce qui est parfois dit, il n'y a pas eu d'accords de Grenelle, rien n'ayant été signé, mais seulement des négociations de Grenelle. C'est la raison pour laquelle nous accordons une importance historiographique à l'arrivée de la délégation de la CGT à Billancourt, aux usines Renault le 27 mai 1968. C'est une arrivée décalée, Frachon arrivant d'abord, Séguy ensuite. Il existe une sorte de mythologie selon laquelle la délégation aurait été sifflée. Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu, incontestablement, tentative de la part de la délégation de la CGT – par Frachon d'abord et Séguy ensuite – d'orienter la discussion vers la reprise du travail. Mais, en même temps, ils avaient conscience que ça ne passerait pas. Séguy est prévenu quelques minutes avant son intervention qu'il y aurait des difficultés s'il allait trop loin vers un appel à la reprise. C'est Claude Poperen qui

s'en charge. Il était à l'époque membre du comité central du Parti communiste, responsable des métallos sur la région parisienne et chargé de « suivre » les grèves chez Renault, non seulement à Billancourt mais aussi à Flins et à Cléon.

Il y a donc une vraie combativité ouvrière qui va se traduire par la poursuite des grèves, parfois jusqu'à la mi-juin.

Nous essayons aussi de traiter dans le livre la question de l'amnésie que vous avez évoquée. Il s'agit d'un vaste problème. Mai 68 est, en effet, indiscutablement le plus grand mouvement de grève du xx^e siècle, à la fois par le nombre de grévistes – 7 à 8 millions – et par la durée de la grève – parfois 5 semaines –, un mois à Renault. Et pourtant, personne ne peut commémorer le mouvement. C'est une vraie question : il y a là une manière possible d'entrer dans ce mouvement et de l'interroger de manière originale.

Les grèves de 68 sont plurielles, avec des motifs de s'y engager très variables, comme le montre bien Xavier Vigna. Mais, en même temps, les partis de gauche et les syndicats « ne savent pas quoi faire de ce qui est en train de se passer ». Il y a eu incertitude et questionnement, même si on ne peut pas à proprement parler de surprise. Le mouvement ne surprend pas, en effet, en lui-même. Les cégétistes travaillaient en effet depuis les années 1950 pour organiser le mouvement ouvrier et lancer des luttes revendicatives, ce qu'ils ont réussi à faire d'ailleurs en plusieurs occasions. Le comité central d'avril 1968 avait souligné la montée des luttes sociales. Mais cette lutte-là désarçonne d'autant plus les dirigeants du Parti communiste et de la CGT que les schémas qui sont les leurs pour penser ce qui se passe ne leur permettent pas de créer des rencontres, nouer des alliances et faire l'union progressivement à la base. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu ce qu'avec Retière nous appelons des phénomènes de « métissage »⁴.

Il est donc exact qu'il y a, dans notre travail, un déplacement important en direction des groupes sociaux (y compris par exemple les étudiants d'origine populaire) et des luttes qui ont été occultées jusqu'ici dans les récits sur mai 68.

Savoir/Agir : Pourriez-vous préciser pourquoi, selon vous, la commémoration du « Mai Ouvrier » était impossible ?

³ Cf entre autres publications récentes, Boris Gobille, *Mai 68*, La Découverte, 2008.

⁴ Bernard Pudal et Jean-Noël Retière, « Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, op. cit., p. 207-221.

Bernard Pudal : Pour qu'il y ait commémoration, il faut des institutions ou des groupes organisés qui ont un intérêt à commémorer. Cela aurait donc dû venir des partis de gauche et des syndicats. Le Parti communiste tente de magnifier les grèves ouvrières, dès 1969, notamment autour de la parution du livre de Laurent Salini, *Le Mai des prolétaires*⁵. Mai 68 est présenté comme un grand mouvement de grève. Mais, en réalité, ils ne savent pas comment l'interpréter. Le Comité central se réunit dès les 7 et 8 juillet 1968. Beaucoup d'intervenants sont littéralement « habités » par les gauchistes, les anarchistes, la théorie du complot. Mais il n'y a pas grand-chose sur la nature du mouvement. À la fin de la même année, le manifeste de Champigny utilisera la formule de « premier grand affrontement entre la classe ouvrière et le capitalisme monopoliste d'État », formule attribuée à Benoît Frachon qui se voudrait explication théorique mais qui est très générale. La CFDT se recentre sur d'autres préoccupations : l'autogestion, etc. Les organisations étudiantes, pour diverses raisons qui renvoient à l'histoire de l'extrême gauche en France, ne sont, elles-mêmes, pas capables de penser ce qui vient de se passer. Il n'y a donc pas les éléments nécessaires à une commémoration. Pourtant, de nombreux récits écrits par des ouvriers ou des militants existent. Il y a là un potentiel pour commémorer l'événement. Mais on retrouve un problème fréquent pour les mouvements : l'incapacité d'élaborer les symbolisations et les interprétations qui soient satisfaisantes aux yeux de ceux qui sont chargés de le faire.

Savoir/Agir : On peut aussi penser que cette difficulté, sinon cette incapacité, d'écrire sa propre histoire à quelque chose à voir avec les rapports des classes populaires avec le système scolaire et les rapports de leur porte-parole institutionnels avec les intellectuels...

Bernard Pudal : Pierre Bourdieu dit quelque part⁶, à propos des parcours scolaires des enfants des classes populaires que, pendant longtemps, on pouvait s'imaginer que ce qui les empêchait de réussir à l'école, c'était le fait de ne pas la fréquenter très longtemps. Il a fallu faire l'expérience de la relative « démocratisation » scolaire à partir

5. Laurent Salini, *Le Mai des prolétaires*, Paris, Éditions Sociales, 1968 (rééd. 1976).

6. « Un des effets les plus paradoxaux [de la « démocratisation »] a été la découverte progressive, parmi les plus démunis, des fonctions conservatrices de l'École « libératrice » » (Pierre Bourdieu et Patrick Champagne, « Les exclus de l'intérieur », in Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 597-603).

des années 1960 pour découvrir d'autres phénomènes qui continuaient à produire de l'élimination et de l'échec scolaires. En somme, il faut trouver un nouveau langage politique pour articuler les revendications et les luttes avec ce genre d'évolutions du monde social.

C'est un peu ce qui s'est passé pour mai 68 et nous y consacrons la deuxième partie du livre. Notre thèse est que, ce qui a préparé mai 68, c'est la crise des rapports d'autorité sociale. Ceux-ci sont certes pris dans des rapports de domination. Mais on peut très bien mettre en question les rapports d'autorité sociale sans toucher aux rapports de domination eux-mêmes. C'est là que se situent les enjeux de l'après-68. C'est un peu la formule du *Guépard* : « Tout changer pour que rien ne change ». En d'autres termes, on peut changer les formes de la mise en œuvre des rapports d'autorité inclus dans les rapports de domination tout en laissant ceux-ci perdurer.

La particularité des années 1960 et de mai 68 c'est que, dans une certaine mesure, la crise des rapports d'autorité a été associée à la mise en cause des rapports de domination eux-mêmes. Ce qui a manqué, ce sont les organisations capables d'aider à penser cette relation et, par conséquent, de penser les formes d'union entre tous ceux qui entraient dans le combat sur la base d'une sensibilité à des types de rapports d'autorité qui pouvaient différer selon les individus. Les femmes pouvaient être particulièrement sensibles à l'autorité du père ou du mari, les élèves et les étudiants à l'autorité mandarinale, les jeunes ouvriers à celle des petits chefs, comme on l'a vu dans certaines usines. Il y avait donc un phénomène général, mais personne n'est parvenu vraiment à articuler un combat politique avec ces formes de politisation et de mobilisation.

C'est très net pour le Parti communiste. Le PC des années 1960 avait rompu avec le PC des années 1920, qui se préoccupait des rapports de domination. D'un certain point de vue, il avait perdu, à cause du stalinisme, l'héritage théorique qui aurait pu être réactivé et actualisé en mai-juin 68, un héritage qui, en matière de pédagogie nouvelle, de libération des femmes, de droits des enfants, a fait l'objet d'un véritable refoulement. Le stalinisme, ce n'est en effet pas seulement la terreur, la violence, c'est aussi le retour aux

rapports traditionnels d'autorité. La CFDT n'était guère mieux armée, ni l'extrême gauche qui plaque sur ces problèmes quelque chose qui est de l'ordre de la révolution.

Personne n'est donc arrivé réellement à articuler mobilisation politique et lutte revendicatives. Et peut-être en est-on toujours là...

S'il y avait eu ce processus de politisation, peut-être que les rencontres entre les mondes sociaux en 1968, qui se sont faites, mais de manière individuelle, fragmentaire, locale, auraient pu conduire à cette mythique alliance entre étudiants et travailleurs.

Étudier mai 68, c'est aussi étudier ces formes embryonnaires. Mais elles ne permettent guère de commémorer... Il aurait fallu être en symbiose avec cette histoire-là, ce qui est finalement le cas pour très peu d'organisations.

Savoir/Agir : On pourrait comparer avec 1936. 1936 a été une victoire à la fois syndicale et politique. Il n'y a rien de tel en mai-juin 68 qui « finit mal », avec quelques acquis sur le plan syndical, mais surtout la douche froide des élections législatives de juin 68 sur le plan politique...

Bernard Pudal : C'est sur ce thème que nous terminons, avec Retière, l'article dont j'ai déjà parlé. Le Front populaire s'est déroulé différemment. Léon Blum est arrivé au pouvoir puis les grèves ont commencé. En mai 68, c'est l'inverse. Certes, la légitimité du maintien du pouvoir gaulliste a été mise en cause en mai-juin. Mais, en même temps, il y a eu des manœuvres diverses sur le thème : Mendès-France ? Mitterrand ? Combien de strapontins pour le Parti communiste ? etc.

S'agissant des résultats des grèves, il y a échec pour les revendications les plus politiques : abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, échelle mobile des salaires, etc. Il y a certes des gains salariaux, mais ils vont être annulés par l'inflation. La CGT met en avant la section syndicale d'entreprise. Cela aurait pu être une conquête à condition qu'il y ait une suite. C'est-à-dire que la classe ouvrière et ses organisations deviennent de plus en plus puissantes et puissent utiliser cette possibilité pour infléchir les politiques d'entreprises et intervenir dans le cœur même du système.

Mais cela n'a pas été le cas. Au contraire, à partir de 1975, il y a crise des organisations ouvrières. Tout cela fait que les résultats sont difficiles à commémorer.

Mais il faut dire aussi que le mouvement de grèves a été extraordinaire. Les salariés étaient prêts à en découdre dans beaucoup d'endroits. On le voit à travers des travaux comme ceux de Nicolas Hatzfeld, qui a rédigé un mémoire, jamais publié, sur les grèves à Sochaux en 1968⁷. Les grévistes laissent faire leurs délégués mais ils sont attentifs. Ils participent aux assemblées générales. Les salariés sont donc combattifs. Mais, en même temps, cette combativité bute sur le fait que les grévistes ne sont pas mobilisés pendant les grèves, même là où les usines sont occupées. Ils font grève parfois pendant 30 jours, ce qui est énorme, et, en même temps, ils sont un peu abandonnés symboliquement.

Pour le Front populaire, en revanche, il y avait toute une symbolique, les congés payés, la dignité ouvrière, la reconnaissance d'une classe sociale qui a droit à ses conventions collectives, à un temps pour le repos, un temps pour la culture. Tout cela était symboliquement fort. Il n'y a pas eu d'équivalent en 1968. Il aurait fallu pour cela que les relations entre organisations et groupes sociaux, entre étudiants et ouvriers, bénéficient à tout le monde et soient fondées sur des échanges, des rencontres et des décloisonnements sociaux. Et que ces décloisonnements soient pensés. En d'autres mots, il aurait fallu que les intellectuels sortent de leur intellectualo-centrisme et les ouvriers de leur anti-intellectualisme. Tout cela est caché aujourd'hui encore par des débats d'organisations alors qu'il faudrait en faire un enjeu politique.

Savoir/Agir : Pourriez-vous, à ce propos, revenir sur le thème de « la rencontre » entre groupes sociaux et sur la métaphore du « métissage » ?

Bernard Pudal : Il faudrait faire des enquêtes tout en sachant qu'elles sont difficiles. Un des objectifs de notre travail est de les susciter, à partir de l'idée qu'il y a eu des « métissages ». C'est un mot « provisoire », d'attente, que nous avons retenu avec Retière, pour désigner des rencontres entre étudiants, jeunes ouvriers, jeunes femmes, jeunes paysans,

7. Pour un aperçu, cf. Nicolas Hatzfeld, « Peugeot-Sochaux : de l'entreprise dans la crise à la crise dans l'entreprise », in René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost, Danielle Tartakowski (dir.), 1968. *Exploration du Mai français*, Tome 1 : *Terrains*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1992, p. 51-72.

dans des contextes et des situations où la rencontre produit quelque chose qui est de l'ordre de ce qui rend possible l'action politique, à savoir une nouvelle façon de regarder ce qui se passe autour de soi dans la société. Je prends l'exemple du travail biographique qu'Ivan Bruneau⁸ a fait sur les militants de la Confédération paysanne. Si on remonte aux années 1960 et qu'on étudie ceux qui inventeront plus tard d'autres façons d'être paysans, ceux qu'il appelle des paysans à « juste » distance et qui feront la Confédération paysanne, on trouve souvent des moments (le repas de famille, par exemple, avec la sœur qui fait des études supérieures à Rennes, etc.), où on discute âprement et où les relations « routinisées » sont questionnées parce qu'elles mettent en présence des personnes qui portent d'autres intérêts, d'autres points de vue. Il faudrait chercher d'autres situations de ce type, où la curiosité intervient aussi – on connaît des jeunes ouvriers qui sont allés à la Sorbonne simplement pour voir ce qui s'y passait. J'aime beaucoup l'exemple – il n'est pas le seul – d'un secrétaire de la Jeunesse communiste à Toulouse. Il est postier et homosexuel. Il est éliminé car, c'était la règle à l'époque, les homosexuels ne pouvaient pas occuper des postes de responsabilité dans le PC. Il se trouve donc isolé. Pendant les événements, il va à la fac à Toulouse. Au début, il « ne comprend rien à ce qui se raconte, qui lui est totalement étranger ». Au bout d'un certain temps, cela l'a passionné. En plus, il ajoute que « les étudiants étaient mignons ». Plus tard, il deviendra un militant de Sud-PTT à Paris. On retrouve dans son parcours tous les déplacements symboliques, politiques, sociaux, géographiques, etc., ainsi qu'une façon plus légitime de vivre sa sexualité.

Si on fait des enquêtes, on découvrira d'autres exemples de ces déplacements, d'autant que les années 1960 sont aussi celles où le recrutement des étudiants se diversifie socialement. L'université est un des lieux où les jeunes des classes moyennes ou populaires commencent à découvrir un autre monde. Tous ces phénomènes – qui caractérisent pour moi la génération 68 – conduisent un certain nombre d'acteurs à interroger l'arbitraire des rapports sociaux. Cette interrogation est d'abord vécue sur le mode du malaise, du désir... Elle ne se symbolise pas, ne s'exprime pas. En 1968, elle commence à prendre des formes comme les « prises de parole ».

8. Ivan Bruneau, *La Confédération paysanne : s'engager à « juste » distance*, Thèse de doctorat, 2006.

9. Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Éditions Belin, 1999.

Savoir/Agir : On pourrait aussi se poser la question du « métissage » en sens inverse et analyser les effets qu'a pu avoir sur les intellectuels la fréquentation des classes populaires ?

Bernard Pudal : Cela pourrait être l'intérêt d'une étude sur les « établis ». Mais on trouve rarement ce type de questionnement dans ce qui a été écrit à leur propos⁹. Tout reste à étudier, mais on sait qu'il y a eu des effets après 68 sur la manière d'exercer certaines professions intellectuelles. Des juristes qui inventent les boutiques de droit, des médecins qui ouvrent des cabinets collectifs, etc. Il y a eu des tentatives multiples de modifier les pratiques : qu'il s'agisse des avocats, des médecins, des professeurs, etc. Elles étaient fondées sur le désir de collaborer avec des « usagers » des classes populaires. Il faudrait faire un bilan, dans cette perspective – et non pas pour montrer que cela ne pouvait pas fonctionner – un bilan qui tirerait les enseignements pour aujourd'hui de ce « laboratoire social ».

Si 68 n'est pas commémoré, ces expériences de l'après 68 n'ont pas non plus de mémoire. Il faudrait, par exemple, revenir sur les communautés. Car il y a des filiations. La Confédération paysanne, par exemple, est un cas évident de ces filiations. Mais il y en a d'autres, moins évidentes à première vue. D'où encore le besoin de faire de la recherche. Par exemple, en 1968, un jeune ouvrier de Renault Billancourt, nommé Lacroix, va à la Sorbonne, il est un peu gauchisant. Revenu à Billancourt, il devient un militant du PCF où il va monter jusqu'au Comité central. Après les européennes de 1984, alors que le parti est déjà affaibli, il envoie une lettre – non publique – au Bureau politique pour dire que le parti étant identifié à ses dirigeants, plus précisément à Georges Marchais, il faudrait donc le changer. Par rapport à notre propos, on peut se demander s'il n'est pas resté porteur, à partir de l'expérience de 1968, de formes de socialisation implicites à la remise en cause de l'autorité, inhabituelles dans le PC. Après cet esclandre, il est écarté du Comité central et entamera une carrière dans le secteur privé.

Pour revenir à notre questionnement initial, nous sommes ici dans le troisième moment. Pour résumer, il y a eu d'abord « un avant », qui remonte peut-être à la période

d'entre deux guerres, moment de mise en cause des multiples rapports d'autorité sociale. Il y a eu ensuite le moment historique lui-même : mai-juin 68, la crise. Là, dans notre discussion, nous sommes dans le moment biographique de 1968, qui est vécu différemment selon les acteurs. C'est ce moment qui va constituer la génération 68. C'est celui des effets sur la biographies des acteurs, leur trajectoire personnelle, politique, sexuelle, etc.

Il faudrait arriver à penser les trois moments, l'avant, qui varie selon la manière dont les individus sont confrontés aux formes multiples de l'autorité, le pendant et l'après.

Un exemple encore : Charles Julliet¹⁰, qui est né en 1934, considère que mai 68, c'est l'expression « politique » de son malheur. Enfant de troupe dans sa jeunesse, il n'avait vu alors que son malheur individuel. En 1968, il est tout heureux parce que « tout le monde en parle, les étudiants en parlent ». Ses amis, en revanche, ne comprennent pas ce qui se passe et ne voient que le désordre. Beaucoup ont dû faire la même expérience et voir des problèmes qu'ils percevaient comme individuels repris de façon politique, collective. Et cela, même s'il n'y a pas eu de débouché politique à ces enjeux.

Savoir/Agir : N'y a-t-il pas aussi une face plus sombre : celle de l'échec ? Il met en cause, comme vous l'avez noté, les organisations et les porte-parole. Mais, au-delà des « responsabilités » collectives et individuelles, quelle place accorder aux mécanismes sociaux ?

Bernard Pudal : On peut tenter de répondre de manière décalée. Y a-t-il des endroits où cela n'a pas échoué ? On pourrait étudier le cas de la Pologne. Il y a eu une révolte étudiante en 1968, avec pour point de départ la censure d'une pièce de théâtre, accompagnée d'un déferlement, orchestré par le Parti communiste, d'antisémitisme et d'anti-intellectualisme visant à couper les ouvriers des étudiants en lutte. Alors que ceux-ci – Lech Walesa en parle dans ses *Mémoires* – voulaient faire connaître leur lutte et la faire partager par les ouvriers. Cela a échoué sur le moment. Mais avec Solidarnosc, sans vouloir mythifier le processus, il y aura quelques années plus tard rencontre entre l'Église catholique,

les ouvriers en lutte et des intellectuels – le KOR, par exemple – qui veulent s'y associer.

Il y a donc des périodes où des phénomènes assez proches sociologiquement, comme la présence d'ouvriers plus cultivés avec les progrès de la scolarisation dans le secondaire notés en Pologne, s'articulent avec des enjeux politiques et peuvent conduire à des luttes communes. En France, une telle conjonction me paraît impensable, même si des tentatives ont été faites. Les intellectuels qui ont accompagné la CFDT dans les années 1970 en sont un exemple. Pierre Bourdieu a été en quelque sorte une victime de ce divorce. Il a été pendant une période en situation d'incarner tout seul, grâce à son capital symbolique, le lien entre les deux mondes. Ce qui montre bien le vide qui existe dans notre pays à cet égard.

Cette question, à laquelle mai 68 n'a pas trouvé de réponse, reste donc une question d'actualité, même s'il y a quelques timides évolutions.

Savoir/Agir : Ces rencontres apparaissent donc à la fois nécessaires et improbables. Mais comment sortir de l'incantation ? La question ne renvoie-t-elle pas fondamentalement à celle de l'école ?

Bernard Pudal : C'est vrai qu'un des rares endroits qui est à la fois un lieu professionnel, un lieu de rencontres sociales, un lieu de socialisation, de politisation, ce sont les premières années d'université. La réflexion pédagogique pourrait être un outil dans la recherche de la rencontre de ces deux mondes. Il y a eu des tentatives. En mai-juin 68, Bourdieu et son équipe se sont retrouvés au Conseil économique et social avec l'idée de définir une pédagogie rationnelle reposant sur la conscience sociologique de la rupture entre les deux mondes, rupture qui se traduit concrètement par des difficultés à la fois pour les professeurs et pour ceux qui échouent. Le dossier pédagogique de mai-juin 68 pourrait être réhabilité et constituer un fonds commun de réflexions et d'expériences dont les jeunes enseignants aujourd'hui pourraient se saisir pour penser eux aussi leur façon de rationaliser la relation pédagogique dans le supérieur. On peut être optimiste car on voit de plus en plus de jeunes

10. Charles Julliet a notamment publié un *Journal*, dont il est question ici. Il a été publié en 4 volumes, de 1994 à 2000, aux éditions P.O.L.

maîtres de conférences plus sensibles que leurs aînés à ces dimensions. Ce qui devrait changer aussi la façon de militer syndicalement et de conduire les batailles syndicales. ■

Les anathèmes gauchistes contre le PCF et la CGT

HENRI REY

1. Daniel Cohn-Bendit, *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Seuil, 1968. Lénine avait durement critiqué dans un ouvrage paru en 1920, sous le titre : *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*, les communistes occidentaux hostiles aux compromis.
2. Les principales organisations gauchistes sont en 1968 : pour les trotskistes, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR), qui deviendra la Ligue Communiste, puis la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) et Voix Ouvrière, future Lutte Ouvrière, pour les maoïstes, l'Union des Jeunes Communistes marxistes-léninistes (UJCml) et le Parti Communiste Marxiste Léniniste de France (PCMLF) auxquelles s'ajoute la mouvance libertaire

Soit le vocable « gauchistes » par lequel le parti communiste désigne en 1968 ses adversaires anarchistes, maoïstes ou trotskistes : bon nombre d'entre eux ne protestent pas et trouvent avantage, comme Daniel Cohn-Bendit¹, à retourner le stigmate en ces temps favorables à la fronde. Seuls les léninistes, lecteurs de *La Maladie infantile*, y voient une sorte d'injure doctrinale, la mention d'une hérésie. Pourtant ceux qu'il désigne diffèrent par leur histoire, leur statut social, leurs références ou leur culture et finalement par leurs comportements à l'égard du PCF. Il faut bien sûr distinguer ceux qui sont issus du parti communiste ou de ses organisations spécialisées (Jeunesses communistes, Union des étudiants communistes), nombreux chez les trotskistes de la JCR² et chez les marxistes-léninistes (maoïstes), de ceux qui n'ont connu aucune socialisation politique dans les rangs communistes, comme c'est le cas de la plupart des anarchistes. Il y a ceux qui sont entrés en politique pendant la guerre d'Algérie et qui ont condamné le parti communiste en raison de ses réticences à soutenir concrètement le FLN et ceux qui, plus jeunes, ont été marqués par les luttes contre l'impérialisme américain au Vietnam ou à Cuba. On pourrait souligner aussi l'hétérogénéité de ce dont « gauchistes » est le nom en opposant, par exemple, au sein de la tendance « prochinoise » les normaliens de la rue d'Ulm, regroupés dans l'UJCml et les quelques dizaines d'ouvriers, exclus du PCF pour leur opposition au révisionnisme khrouchtchévien, qui adhèrent au PCMLF. Ou encore, parmi les trotskistes, entre les militants étudiants de la JCR, ceux de la FER et les ouvriers et intellectuels prolétariques de Voix ouvrière.

À l'égard du PCF, dans le conflit qui se manifeste au grand jour en 1968, les gauchistes usent simultanément de trois registres qui donnent lieu à autant de mises en cause. Sont en question le rapport à l'URSS et au socialisme « réellement existant », le rapport à la violence révolutionnaire, la question de l'unité entre étudiants et ouvriers.

Pour les gauchistes, les communistes du PCF sont des prosélytes d'un système soviétique qu'ils repoussent pour des raisons différentes mais en partie convergentes. Au-delà du soutien indéfectible apporté par le PCF au communisme russe, la mise en cause s'étend à l'essence même de ce parti et de ses militants : ce sont des *staliniens* (version trotskiste et anarchiste) ou ce sont des *révisionnistes* (version maoïste)³.

Les *staliniens* du PCF cumulent beaucoup d'attributs négatifs. Les dirigeants communistes sont des « bureaucrates », coupés des masses, ils ne respectent pas la « démocratie ouvrière » et s'arrogent le monopole de la représentation de la classe ouvrière. Ils sont complices des régimes répressifs qui ont écrasé les révoltes ouvrières à l'Est, comme à Budapest en 1956 et des bureaucraties qui ont dévoyé le potentiel révolutionnaire de la révolution d'Octobre et conduit à transformer l'URSS en un « état ouvrier dégénéré ». Comme l'écrit Jean-Paul Salles⁴, « pour les militants de la Ligue, les pays de l'Est sont des “États ouvriers dégénérés” ou “bureaucratisés” ou “déformés” ». Leur économie conserve les caractéristiques essentielles de l'État ouvrier, mais une « caste bureaucratique restreinte et incontrôlée détient tous les pouvoirs en lieu et place des ouvriers ». En raison du décalage entre une base économique, jugée socialiste par les trotskistes et un pouvoir qu'ils qualifient de bureaucratique, ces États repoussoirs ne peuvent pas être traités comme des États capitalistes et sont même susceptibles d'être défendus contre les attaques dont ils feraient l'objet. Renvoyant trop strictement à une phase de l'histoire du parti bolchévique, du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), et à l'opposition entre Trotski et Staline, cette représentation des États socialistes avait été explicitement rejetée par « Socialisme ou Barbarie »⁵.

Pour les anarchistes, comme ceux de la revue *Noir et Rouge*, dont l'influence est importante dans le courant

et situationniste, moins structurée mais très influente dans le mouvement étudiant.

3. « Dans les luttes qui les opposent à l'autorité instituée (le PCF), les hérétiques répondent à l'excommunication (« intellectuels bourgeois » ou « petits-bourgeois ») par l'anathème (« staliniens » ou « révisionnistes ») », Gérard Mauger, *Gauchismes in Emmanuel de Waresquiel, Le siècle rebelle*, Larousse, 1999.
4. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005.
5. *Socialisme ou Barbarie* est, de 1949 à 1965, à la fois une revue et un groupe politique issu du trotskisme, auxquels collaboreront à un moment ou un autre et plus ou moins durablement, Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Jean-François Lyotard ou Daniel Mothé. Récusant l'interprétation de Trotski sur l'évolution de l'URSS, SoB considère que la société stalinienne est une nouvelle société de classes, définie par l'exploitation du prolétariat et qu'il n'y a pas lieu de la préférer aux pays capitalistes. Dans cette perspective, les partis communistes sont alors conçus comme la matrice d'une nouvelle classe exploiteuse. Voir : Philippe Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* », un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Payot, 1997.

libertaire du Mouvement du 22 mars à Nanterre, une telle distinction n'est pas de mise. Ainsi, pour Martin Zemliak⁶, « L'URSS est un État qui ne diffère des autres que par son régime dictatorial et d'iniquité sociale, avec un système économique compliqué, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Il est un État-patron du fait que tous les producteurs, tous les employés exerçant un emploi d'utilité publique – y compris toute la bureaucratie parasitaire – sont ses salariés ! Tous sont à la merci de ce grand exploitateur, appuyé par un appareil policier et militaire tout-puissant ! ».

Les divergences avec le PCF, qui voit dans l'URSS le moteur et la base de la révolution mondiale, sont ici particulièrement flagrantes. Elles sont également très vives pour les maoïstes, qui recourent, pour leur part, au vocable de « révisionnistes » ou de « révisionnistes modernes » pour désigner à la fois les communistes soviétiques et ceux qui, à l'instar de la direction du PCF, les ont accompagnés à l'occasion de la scission qui s'est opérée en 1963 au sein du mouvement communiste international. Le rôle négatif joué par l'URSS à l'échelle mondiale, que ce soit à l'égard des mouvements de libération nationale ou des luttes des classes populaires dans les pays capitalistes, procède, selon les « marxistes-léninistes », de l'abandon des principes fondamentaux de la doctrine marxiste et du léninisme après la mort de Staline par la direction soviétique incarnée par Khrouchtchev. Ainsi l'URSS est-elle d'abord le foyer d'une déviation dans la théorie révolutionnaire, qui s'est propagée à une grande partie des partis communistes. Selon les mouvements apparentés à ce courant, l'affirmation du rôle positif de Staline et la banalisation de ses crimes en termes d'« erreurs » sont plus ou moins fermement défendues. Pour l'UJCml, inspirée à l'origine par l'interprétation des textes marxistes donnée par Louis Althusser⁷ (en particulier à propos de l'articulation entre théorie et pratique), la lutte contre le révisionnisme passe d'abord par la défense pied à pied de la théorie marxiste avant qu'un alignement mimétique sur les positions officielles du parti communiste chinois n'intervienne quelques mois avant mai 1968. Au PCMLF, l'adhésion à « la Pensée-Mao-Tse-Toung » s'accompagne, influence albanaise aidant, d'une (re)présenta-

6. Auteur sous ce pseudonyme ou sous celui d'Israël Renov de nombreuses contributions à la revue *Noir et Rouge*, il publie : « URSS : État-patron tout puissant », Éditions la Ruche ouvrière, Paris, 1966.
7. Louis Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965, Louis Althusser, Jacques Rancière, Pierre Macherey (*Tome 1*) et Etienne Balibar, Roger Establat (*Tome 2*), *Lire « le Capital »*, Paris, Maspero, 1965.

tion de l'histoire qui fait de Staline le digne continuateur de Marx et de Lénine et l'aîné de Mao. Dans le même temps, le PCMLF revendique une partie de l'héritage du PCF (la période « classe contre classe », la Résistance) et certaines de ses figures dirigeantes.

Même pour les courants du gauchisme qui en sont les moins éloignés, comme les anarchistes, l'analyse de l'URSS et des pays socialistes en termes d'États *totalitaires* n'a pas cours et paraît à certains égards anachronique. La proximité générationnelle avec la Deuxième Guerre mondiale et les implications idéologiques de la guerre froide interdisent pour les gauchistes d'alors ce genre d'épithète (tombée aujourd'hui dans le langage courant) et les rapprochements qu'elle suggère. Le dogme trotskiste, d'une part, l'inclusion d'un bilan complaisant à l'égard du stalinisme dans le *package* maoïste, d'autre part, privent au demeurant la plupart d'entre eux d'une vision lucide du « socialisme réel ». C'est aussi du rapport au *communisme* entendu de manière plus large et à l'*anticommunisme* qu'il est alors question.

Bien au-delà du parti communiste et de sa périphérie, l'anticommunisme est associé au camp américain, à la droite, en bref, à « la réaction », comme on disait alors. On connaît le mot de Sartre : « Tout anticommuniste est un chien »⁸ et, de ce point de vue, les « Sartre » sont nombreux parmi ceux que le PCF désigne, malgré tout, comme ses ennemis en 1968. Critiquer l'Union soviétique ou combattre tel ou tel aspect de la politique du PCF conduit très vite à être assimilé à cette entité composite mais omniprésente, brandie par le PCF pour souder les rangs autour de lui : l'anticommunisme. Les gauchistes organisés, souvent issus des rangs communistes et souvent engagés dans la construction de petits partis ou mouvements qui revendiquent un label communiste, se défendent de cette incrimination. Il en va différemment avec certains de leurs sympathisants, surgis autour de mai 1968 et qui n'ont guère de réticences à brocarder les « cocos », comme ils l'ont entendu faire à la maison, côté RPF ou côté SFIO.

La subordination du PCF à l'Union soviétique et à sa politique extérieure suscite un autre type de critique chez les gauchistes : celle d'une « mollesse » dans le soutien aux luttes des peuples du monde contre l'impérialisme, qui

confine à la collusion. L'accent mis sur la recherche d'une solution négociée au Vietnam et le mot d'ordre central des manifestations communistes (manifestations « traîne-savates » pour la JCR) – « Paix au Vietnam » – signent, à leurs yeux, un « pacifisme bêlant », là où devrait s'affirmer un soutien résolu à des luttes exemplaires, à de victorieuses guerres du peuple. D'où, par contraste, le caractère « musclé » des actions menées par la JCR ou par l'UJCml, les affrontements physiques avec les groupes d'extrême-droite, défenseurs de l'intervention américaine au Vietnam, la constitution de services d'ordre organisés : tous signes précurseurs d'un recours possible à la violence dans un mouvement de mai qui commence⁹. Quant au pacifisme du PCF qui le conduit à prôner la coexistence pacifique avec l'impérialisme américain, il est aussi celui du passage pacifique au socialisme, par la voie électorale et dans l'alliance avec la social-démocratie. Il est parfois analysé comme un recul peureux devant la perspective d'une insurrection¹⁰ et, dans tous les cas, comme une impasse. Au-delà de cette divergence stratégique entre « réformistes » et « révolutionnaires », qui constitue l'arrière-fond des tensions qui les opposent, c'est bien des attitudes pratiques à l'égard de la violence, dans la rue et face aux forces de l'ordre, qu'il est d'abord question en 1968. Désignés par le PCF et la direction de la CGT comme des provocateurs, parfois assimilés aux fascistes et toujours censés « faire le jeu » du gouvernement et du patronat quand ils s'affrontent à la police, les gauchistes stigmatisent, de leur côté, la collusion de tous les défenseurs de l'ordre établi, y compris les dirigeants du PCF et de la CGT. Ainsi lorsque Gilles Tautin, un jeune lycéen, pourchassé par les CRS se noie à Flins, près de l'usine Renault, l'UJCml, dont il est membre, s'en prend à eux en ces termes le 11 juin 1968 : « *La direction confédérale de la CGT [...] a ouvert les portes de Flins aux CRS pour que les élections se déroulent, elle a désarmé la classe ouvrière, et elle a armé les bras des assassins[...] Notre camarade est mort. Les responsables de son assassinat sont le gouvernement gaulliste et ses complices du bureau confédéral de la CGT et de la direction du PCF*¹¹ ». Entre les gauchistes et les communistes, les tensions les plus vives apparaissent quand des manifestants étudiants tentent d'aller à la rencontre des

9. L'arrestation de militants du Comité Vietnam national, à la suite du bris de vitres des locaux parisiens d'American Express, conduira à l'occupation du bâtiment administratif de la faculté de Nanterre, le 22 mars 1968.

10. « Le PC, politiquement impréparé à l'insurrection, ne la souhaitant pas, et même la craignant dans la mesure où elle inquiétait l'URSS, pour qui De Gaulle représente un ami, a ainsi manifesté au grand jour sa social-démocratisation et politique et organisationnelle ». *La Jeunesse communiste révolutionnaire aujourd'hui* n°5, 3 juin 1968, cité dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante*, Seuil, 1969

11. Cité dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, op. cit.

8. *Les Temps Modernes*, octobre-décembre 1960.

ouvriers qui occupent leurs usines : les communistes établissent un véritable cordon sanitaire pour empêcher tout contact. Dans cette confrontation, s'affirme une divergence fondamentale sur la portée et le sens du mouvement de mai : mouvement revendicatif déployé dans deux sphères parallèles pour les communistes, mouvement révolutionnaire axé sur l'union entre ouvriers et étudiants pour les gauchistes. Chez les gauchistes, la perception du PCF comme obstacle physique, politique et idéologique à la radicalisation de la classe ouvrière est très répandue. Les qualifications du PCF en termes de « traître », « collaborateur » du patronat ou de la police ou « saboteur » sont fréquentes. Dans un propos d'allure paradoxale, Daniel Cohn-Bendit¹² en tirera, à sa façon, une conclusion plus générale : « *Les organisations ouvrières participent au système d'exploitation en tant que force d'encadrement de la force de travail* ». ■

12. op.cit.

Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF

Enjeux sociologiques et stratégiques

PAUL BOULLAND
Centre d'histoire
sociale du xx^e siècle,
Paris 1

NATHALIE ETHUIN
Centre d'études
et de recherches
administratives,
politiques et sociales,
Lille 2

JULIAN MISCHI
Institut national
de la recherche
agronomique

Quarante ans après les faits, lorsqu'il s'agit d'évoquer les disqualifications des gauchistes par les communistes, c'est immédiatement la formule de Georges Marchais invectivant, dans les colonnes de *L'Humanité*, « l'anarchiste allemand » Cohn-Bendit, qui est citée et commentée à l'envi. Le reste de l'article est souvent méconnu alors même qu'il révèle des enjeux importants débattus au sein de l'institution communiste. Sous la plume de celui qui est alors responsable à l'organisation, on peut lire ce 3 mai 1968 : « *Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans le milieu étudiant – agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes – voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier* ». Il fustige ensuite ces « *filles de grands bourgeois – méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière – qui, rapidement, mettront en veilleuse leur « flamme révolutionnaire » pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme* ».

Derrière ces anathèmes, on perçoit en creux l'intensification de la lutte symbolique menée par les leaders communistes pour maintenir leur statut revendiqué de porte-parole de la « classe ouvrière ». Ils dénoncent et disqualifient par avance les prétentions de ceux qui entendent remettre en question leur monopole de représentation des catégories populaires¹. Or ce monopole, symbolique évidemment, est largement entamé par les évolutions sociologiques et politiques qui marquent la décennie précédant le printemps 68.

C'est à l'aune des enjeux stratégiques et sociologiques débattus au sein de l'institution communiste dans les

1. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989 ; « Les dirigeants communistes. "Des fils du peuple" à l'"instituteur des masses" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°72, 1988.

années 60 qu'on se propose de rendre compte des conditions de production des discours et des pratiques de disqualification des « gauchistes » par les communistes. Pour ce faire, il nous a semblé indispensable, à l'instar de la démarche qui a animé les auteurs des analyses récentes « des années 68 »², d'élargir la focale d'analyse à la fois historiquement et géographiquement. Les analyses proposées reposent sur des archives nationales et fédérales, dont une bonne part, nouvellement ouvertes aux chercheurs, n'avaient pas encore été exploitées³. Elles permettent de ne pas se contenter d'analyser ce qui est débattu et rendu public au niveau national par les dirigeants et les intellectuels du parti et d'appréhender les critiques des communistes à l'égard des gauchistes dans l'espace des pratiques militantes et des transformations sociales touchant les quartiers populaires et les usines⁴.

Un tournant stratégique ancré dans des débats sociologiques

À partir de 1962, avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, la fin de la guerre d'Algérie et la nouvelle période ouverte par la doctrine de « la coexistence pacifique » des deux blocs, les dirigeants du PCF officialisent un changement de stratégie. Ils prônent alors « une démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme et supposant l'union des forces antimonopolistes autour d'un programme commun de gouvernement »⁵. À l'appui de cette stratégie, ils utilisent des arguments issus de la sociologie des groupes populaires. D'abord, les analyses de Michel Simon, qui mettent en évidence les racines ouvrières du socialisme dans le Nord⁶, sont mobilisées pour justifier la pertinence du rapprochement avec les socialistes. Ensuite, l'argumentation omniprésente dans la littérature du parti des années 60 consiste à démontrer que « le capitalisme monopoliste d'État » contribue à l'exploitation de nouvelles couches sociales, qui aspirent donc au changement et partagent les intérêts de la classe ouvrière. On peut lire, par exemple, dans la résolution du XVII^e congrès : « les XV^e et XVI^e congrès du Parti ont formulé un projet de programme dont l'idée maîtresse est de répondre aux préoccupations de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, des classes moyennes, de toutes les victimes des monopoles et d'offrir

2. Notamment Bernard Pudal, Boris Gobille, Frédérique Matonti, D ominique Damamme (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2008 ; Boris Gobille, *Mai 68*, La découverte, 2008 ; Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007 et Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte, 2008.
3. Nous avons eu accès à ces archives, demeurées longtemps objets de fantasmes parce que maintenues à l'abri de « regards extérieurs au parti ». Nous avons tous les trois profité de leur ouverture, annoncée publiquement par la direction du PCF en 1998 et qui a abouti à leur classement par l'État comme archives historiques en 2003. Cf. <http://www.gabrielperi.fr/-Reouverture-des-archives-du-PCF>.
4. Concernant ces terrains locaux, on mobilise les résultats des recherches de Paul Boulland sur les fédérations du PCF en région parisienne (thèse d'histoire en cours à Paris 1 sur les cadres fédéraux de 1945 à 1974) et de Julian Mischi sur certains fédérations de province (*Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse pour le doctorat d'études politiques de l'EHESS, 2002).
5. Pour une analyse détaillée de la stratégie du PCF dans les années 60, voir Danielle Tartakowsky, « Le PCF en mai-juin 68 », dans René Mouriaux et alii, *1968, exploration du mai français*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 1992.

6. Michel Simon, « Attitudes politiques ouvrières dans le département du Nord », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2, 1964.
7. Résolution adoptée au XVII^e congrès du PCF (Paris, 05/1964).
8. Bernard Pudal, « Le PCF : aggiornamento communiste et reproduction du corps des dirigeants (1960-1985) », *Politix*, n°2, 1988.
9. Cf notamment Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, Seuil, 1963. Concernant les débats suscités par ces travaux sur « la nouvelle classe ouvrière », voir le chapitre qui y est consacré dans Jean-Michel Chapoulie, [Olivier Kourchid](#), Jean-Louis Robert, Anne-Marie Sohn (dir.), *Sociologues et sociologies - La France des années 60*, Paris, L'Harmattan, 2006.

une perspective démocratique à leurs luttes »⁷. Bien avant les mouvements du printemps 68, les communistes cherchent donc à élargir leur base sociologique⁸. En 1964, une grande enquête est d'ailleurs lancée au sein du parti pour connaître en détail la composition sociologique de la base militante. Le rapport d'activité du comité central publié en 1966 en fournit une première analyse en ces termes : « Accroissement du nombre d'ouvriers en relation avec une meilleure implantation du parti dans les entreprises d'importantes régions industrielles : progression du nombre de femmes et de jeunes ainsi qu'un pourcentage plus élevé d'ingénieurs, cadres et techniciens (ITC) ». C'est la première fois que cette catégorie des ITC est utilisée dans les enquêtes internes du PCF et son usage devient de plus en plus fréquent dans la littérature militante. L'objectif fixé à maintes reprises dans les documents officiels des années 60 est de « développer l'activité du parti dans les différentes couches laborieuses ». Mais les communistes ont conscience d'être confrontés à la concurrence d'organisations et de militants non-ouvriers, prétendants à « la révolution ». Ce qui se joue dans la décennie 60 est donc l'émergence d'une concurrence accrue pour la représentation des classes populaires. Leur définition et leurs frontières sont devenues un enjeu central de débats et de luttes symboliques, tant dans l'espace politique que dans le champ scientifique⁹. C'est pour cette raison que les disqualifications dont font l'objet les « gauchistes », qu'il s'agisse de militants communistes dissidents ou de militants d'autres organisations, sont toujours nourries d'arguments sociologiques.

Malaises des intellectuels au sein d'un parti ouvrier

De nombreux rapports conservés dans les archives portent les traces d'une inquiétude croissante tout au long des années 1960 devant les manifestations de désaccords internes, souvent qualifiées de « tentatives de déstabilisation du Parti de la classe ouvrière ». Sur le terrain, dans les usines ou les universités, les cadres du PCF et de la CGT sont, en effet, confrontés à des militants qui remettent en question la ligne du parti. Les divergences portent en particulier sur les formes d'engagement contre la guerre en Algérie, la can-

didature unique à gauche de François Mitterrand aux présidentielles de 1965 ou encore l'alignement sur les positions de l'URSS lors de la prise de distance du Parti communiste italien et de la rupture sino-soviétique. Si les points de débats et de conflits sont nombreux, les désignations des militants contestataires se résument en revanche à trois variantes : il s'agit tantôt d'« italiens », tantôt de « pro-chinois », plus rarement de « trotskistes », autant de « labels » qui préparent leur exclusion en tant que « tendances ».

Cet étiquetage des contestations a surtout cours dans les débats entre les dirigeants du PCF et les intellectuels qui critiquent les orientations prises par l'appareil. C'est en particulier chez les étudiants, ces « apprentis » intellectuels de plus en plus nombreux, que les critiques de la stratégie du PCF s'expriment le plus nettement. De la fin des années 1950 à 1966, l'Union des étudiants communistes (UEC) est ainsi traversée par de multiples conflits internes, où se jouent la question de la subordination d'une organisation de masse au centre du parti, mais aussi celle du rôle des intellectuels dans le mouvement communiste¹¹. Les cadres étudiants sont rappelés à l'ordre et soumis à des procédures disciplinaires, accusés d'avoir surestimé leur rôle dans la définition de la direction politique du mouvement communiste. Comme le montre, en effet, Frédérique Matonti, les intellectuels au sein du parti peuvent jouer le rôle de « conseillers du prince », autorisés à « servir la ligne (mais) sans jamais contester le monopole de sa définition par les politiques »¹².

Cette tension n'est pas circonscrite au seul milieu étudiant parisien : elle se manifeste aussi localement dans d'autres centres universitaires comme Grenoble ou Nantes. Sur les campus, la lente reprise en main de l'organisation des étudiants communistes entraîne de nombreuses scissions qui alimentent les organisations gauchistes : en particulier, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) et l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCml), créées en 1966 autour de dirigeants qui ont fait leur apprentissage militant à l'UEC.

Dans l'ensemble du parti, y compris dans les régions ouvrières, les conflits se cristallisent autour de l'appréciation des « thèses chinoises ». Les oppositionnels peuvent,

en effet, utiliser cette thématique pour critiquer les choix de la direction nationale du PCF, alors que les cadres du parti utilisent cette grille de lecture idéologique des contestations afin de les disqualifier. Dans le bassin industriel de Longwy, trois militants qui ont acquis des responsabilités dans leur section manifestent leur « incompréhension » ou leur « désaccord » à propos de la position du PCF sur les « thèses chinoises » en 1965. La lecture des rapports internes où sont consignées certaines discussions et séances d'auto-critiques fait apparaître clairement que c'est la question de leur rôle en tant qu'intellectuels au sein du parti qui est en cause. Il s'agit, en effet, de trois enseignants qui baignent dans un milieu ouvrier. L'un d'eux, un instituteur adhérent depuis 1956, estime qu'« il y a au parti un préjugé contre les instituteurs » et qu'on le taxe injustement de « mépriser les ouvriers » et d'« être prétentieux ». Face aux permanents d'origine ouvrière qui dirigent le parti, il considère qu'il « n'apprend rien au comité fédéral ». À la fin de l'année, il est exclu « pour activité pro-chinoise ».

Dans cette perspective, les luttes idéologiques au sein du mouvement communiste apparaissent comme une expression des mutations sociologiques qui affectent l'institution communiste avec la promotion de militants particulièrement dotés en capital culturel. De plus en plus nombreux, les enseignants accèdent à des positions de pouvoir intermédiaires (direction de cellules, promotion au comité fédéral) dans un parti qui reste dirigé au sommet (directions fédérales et nationale) par des permanents d'origine ouvrière.

De la gestion d'un problème interne à la lutte contre des mobilisations concurrentes

Jusqu'en 1966, la direction du parti traite ces difficultés comme des problèmes de « compréhension de la ligne » et réagit par des méthodes disciplinaires. Un tournant est opéré à l'automne 1966 lorsque la direction du PCF commande explicitement auprès des directions fédérales un recensement des cas de dissidences et d'activités pro-chinoises. L'enquête se situe principalement sur le terrain de « la vigilance » et des répercussions internes des thèses chinoises, mais certaines directions fédérales détaillent spontanément

11. Voir Frédérique Matonti et Bernard Pudal, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », in Bernard Pudal, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Dominique Damamme, *op. cit.*, 2008, p. 130-143.

12. Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 122.

l'émergence et l'organisation externe d'autres courants. Les réponses fournies et la multiplication des confrontations encouragent le secrétariat du PCF à commanditer, fin octobre 1967, une nouvelle enquête, dont l'intitulé s'étend désormais à l'ensemble des « activités gauchistes ». Ces documents restituent la perception des groupes d'extrême-gauche chez les cadres intermédiaires communistes, dans les mois qui précèdent les mouvements de mai-juin 68. En 1966, les groupes et activités « pro-chinois » sont estimés faibles en banlieue parisienne, à l'intérieur et à l'extérieur du parti ; en 1967, ils se limitent à des actions sporadiques (diffusions de tracts, collages d'affiches). L'activité de la JCR, signalée à Nanterre dès 1966, et celle de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, lambertiste) dans les lycées, en 1967, sont jugées négligeables. Malgré quelques remous dans la Jeunesse communiste (JC), l'organisation de jeunesse du PCF, les dirigeants fédéraux se font encore peu de soucis au sujet d'organisations tournées vers la jeunesse scolarisée, population considérée comme vulnérable aux déviations gauchistes du fait de son inexpérience, d'un enthousiasme excessif ou d'origines sociales extérieures à la classe ouvrière.

Pour les fédérations de Région parisienne et quelques fédérations de province, la concurrence principale émane en fait des militants de la Voix ouvrière (VO), courant qui deviendra Lutte ouvrière (LO) après sa dissolution par le gouvernement et sa reconstitution en 1968. Dès 1965, à la suite de premières confrontations locales (Grenoble en 1963, Rhône-Poulenc Vitry en 1964, Saint-Nazaire en 1965), le secrétariat du parti appelle l'ensemble des directions fédérales à surveiller l'activité du groupe trotskiste. Cependant, du fait des effectifs réduits et de la présence nationale très inégale de ce courant (une quarantaine de bulletins d'entreprise, dont la moitié en Région parisienne), la lutte contre ce groupe incombe principalement aux structures locales, sans grandes campagnes politiques à l'initiative du centre. Or si la VO recourt à des étudiants pour la diffusion de ses bulletins, elle s'appuie aussi sur des militants ouvriers qui portent la contradiction sur le terrain des entreprises où, selon les communistes, elle cherche à leur « *disputer les masses* ».

Dans les usines, les cadres intermédiaires, confrontés à ce type de concurrence, constatent les difficultés ou les limites des dispositifs politique et syndical d'implantation sur les lieux de travail. Les militants de la VO tirent fréquemment profit des vides du maillage organisationnel, en investissant des usines ou des ateliers dans lesquels la présence communiste et cégétiste est faible, voire inexistante. Surtout, les militants trotskistes établissent leur influence sur la base de pratiques et d'orientations politiques qui contredisent explicitement la ligne de la CGT et du PCF et notamment les limites fixées à l'action revendicative au nom du primat accordé à la conquête électorale du pouvoir par la gauche. La lecture des bulletins d'entreprise *Voix ouvrière* atteste une volonté de s'ancrer dans la réalité de l'usine, en dénonçant notamment les conflits avec la maîtrise, alors que la CGT, arrimée à la stratégie communiste de conquête de nouvelles couches sociales, prône l'unité de toutes les catégories salariées.

Mais les difficultés ne se limitent pas aux secteurs ouvriers. À l'usine Neyrpic de Grenoble ou chez Rhône-Poulenc à Vitry, l'implantation de la VO s'appuie d'abord sur des techniciens jusque-là peu organisés, dont les trotskistes animent les grèves en dénonçant l'attitude modérée de la CGT. Le déclenchement de luttes de « mensuels » dans des entreprises où les militants de la CGT et du PCF privilégient l'apaisement met à mal tant la stratégie communiste de conquête de ces nouvelles couches salariées que la cohérence de la définition du groupe au cœur de la stratégie du parti, celui des « ITC » (Ingénieurs Techniciens et Cadres). Le regroupement des membres de l'encadrement technique (agents de maîtrise, dessinateurs industriels, techniciens d'atelier, etc.) et des cadres proprement dits semble artificiel. Mais cette vision est surtout un frein à la prise en compte des revendications de la « petite maîtrise » (souvent d'origine ouvrière) qui peut s'allier avec les ouvriers dans des mouvements d'opposition à la hiérarchie. Le PCF et la CGT s'organisent difficilement dans ces nouveaux secteurs où travaillent employés et techniciens. Structurées essentiellement autour du noyau des ouvriers qualifiés à CAP, les deux organisations sont peu présentes en bas de la hiérarchie ouvrière, chez les ouvriers spécialisés (souvent

d'origine immigrée) et, à son sommet, parmi les métiers techniques les plus qualifiés : deux secteurs où émergent des mobilisations favorisées par la CFDT et des organisations gauchistes.

Lutter contre « l'intellectualisme » gauchiste

Outre les revendications et la stratégie, ce sont aussi les méthodes d'action des militants d'extrême-gauche qui sont dénoncées par les cadres du PCF et de la CGT. Lors des conflits sociaux, la stigmatisation des comités de grèves et des « *soi-disant comités de soutien qui veulent se substituer aux organisations syndicales pour diriger la lutte* » est récurrente. Bon nombre de communistes dénoncent alors le « débordement » des luttes ouvrières hors des entreprises en s'opposant par exemple aux collectes qui échappent à la CGT et se déroulent en ville et dans les universités.

De même, la constitution de comités de quartier peut être condamnée au nom du primat accordé aux « organisations de classe ». C'est ce que l'on peut observer à Grenoble lorsqu'au milieu des années 1960, des syndicalistes de la CFDT, des universitaires, des techniciens de l'urbanisme et des militants d'unions de quartiers et d'associations se réunissent au sein du Groupe d'action municipale (GAM). Représentant différentes tendances de la gauche non communiste, ces militants mettent en avant les problèmes rencontrés par les « habitants » dans leur « vie quotidienne » et leur goût pour « l'action concrète ». Les communistes refusent ce type de discours qui valorise la participation locale et légitime une mobilisation pluriclassiste à base associative. Le leader grenoblois du PCF, un ancien ouvrier du bâtiment, souligne dans une brochure en 1967, les limites des associations de quartiers : « *Elles ne sont pas un syndicat et ne peuvent être considérées comme étant au quartier ce que le syndicat est à l'entreprise. C'est une organisation de masse, non une organisation de classe. Elles ne peuvent pas non plus remplacer les partis politiques. Ceux-ci ont leur propre rôle à jouer, y compris dans la défense des habitants d'un quartier* ».

À travers ces exemples locaux, il apparaît que la disqualification des actions militantes étiquetées comme « gau-

chistes » traduit pour le PCF son décrochage à l'égard de certains groupes sociaux : enseignants d'origine populaire, techniciens, jeunes ouvriers ou encore travailleurs immigrés maghrébins¹³. Elle renvoie à une perte d'emprise des militants communistes et cégétistes sur les mobilisations émergentes, qui sont impulsées par des acteurs issus de l'extrême-gauche et de la « deuxième gauche ». Ceux-ci contournent les réseaux communistes par des formes d'action militante « nouvelles » (comités de lutte) affirmant leur solidarité avec les fractions dominées des classes populaires ou organisant des groupes socialement plus favorisés mais faiblement dotés en ressources militantes.

Cette disqualification n'est toutefois pas, à la veille de 1968, totalement unifiée au plan doctrinal. En l'absence de schéma interprétatif et d'argumentaire délivrés par le centre, le travail de dénonciation des gauchistes puise dans les répertoires disponibles, mêlant anathèmes traditionnels et disqualifications issues des récentes polémiques internes. Ainsi, lors des conférences fédérales ou dans la presse et les tracts locaux, la condamnation de la VO retrouve les thèmes de la propagande stalinienne des années 1930¹⁴. Les trotskistes y apparaissent comme des agents ennemis (« valets de l'impérialisme, flics au service du gouvernement qui sont payés par lui »), des « provocateurs » menant une « sale besogne de division et de calomnies contre les organisations ouvrières », voire même « des saboteurs ». Ils sont également décrits comme « extérieurs au monde ouvrier » ou « loin de posséder la conscience de classe d'un travailleur » et versant au contraire dans « l'aventure » et l'intellectualisme par leurs « bavardages révolutionnaires ».

La critique de « l'intellectualisme » gauchiste n'est pas propre à l'univers usinier. On la retrouve également dans les professions intermédiaires et intellectuelles où les cadres du PCF dénoncent constamment la prégnance des « illusions technocratiques » de leurs nouveaux adversaires de gauche, notamment du PSU. Ces derniers nieraient l'importance de « la mission dirigeante de la classe ouvrière » et la relégueraient dans un « rôle d'appoint ». Par rapport au monde ouvrier où ils peuvent s'appuyer sur la puissance syndicale de la CGT, la position des communistes paraît ici

13. Cf. Julian Mischi, « Perceptions et concurrences. Traces mémorielles et archivistiques du rapport des communistes à Mai 68 », à paraître dans SCALPEL (Cahiers de sociologie politique de Nanterre).
14. Claude Pennetier et Bernard Pudal, « La peur de l'autre : vigilance anti-trotskyiste et travail sur soi » in Brigitte Studer, Heiko Haumann (dir.), *Sujets staliniens. L'individu et le système en Union Soviétique et dans le Comintern, 1929-1953*, Zurich, Chronos, 2006.

plus vulnérable et les rapports internes font apparaître la prise de conscience d'un déclin de l'influence du PCF dans ces milieux. Le bilan que dresse en mai 1967 le responsable aux intellectuels de la fédération de l'Isère devant le bureau fédéral est significatif : « [Les intellectuels] *subissent l'influence idéologique, particulièrement sensible à Grenoble, du PSU, ou encore du GAM qui s'appuie sur la compétence technique de ces couches pour développer en elles des ambitions technocratiques et leur inculquer l'idée qu'elles sont les « nouvelles couches dirigeantes »* ». Le rapport souligne l'« *effacement relatif* » des intellectuels sympathisants du PCF, qui « *sont, sans aucun doute, moins engagés dans le travail culturel que les intellectuels du PSU* ».

Les mouvements de mai-juin 1968 précipitent donc l'évolution au sein du PCF des modes de disqualification politique des gauchistes. Les pratiques de « vigilance » et de « surveillance », avant tout instruments de gestion politique interne, n'offrent pas aux militants communistes un cadre d'appréhension efficace face à des gauchistes désormais présents sur la scène nationale. Par ailleurs, les condamnations manichéennes contredisent l'ouverture démocratique affichée par le parti depuis le début des années 1960. La direction du PCF s'efforce donc d'élaborer un mode de dénonciation politique qui englobe les différentes formes de concurrences externes et qui vienne appuyer son évolution doctrinale récente. Ce travail est entamé par Léo Figuères dans son article « Le «gauchisme» hier et aujourd'hui » (*Cahiers du communisme* n°6, juin 1968), prolongé par son ouvrage *Le trotskisme, cet anti-léninisme* (1969). Le recours aux œuvres de Marx et surtout de Lénine, ainsi que l'inscription dans la continuité de l'histoire du mouvement ouvrier et du parti servent à établir la cohérence et la légitimité des positions communistes. Une version consolidée à l'épreuve des événements de mai-juin 68 est également consignée officiellement dans un format de publication très courant au sein du PCF : la brochure signée d'un des principaux dirigeants du PCF et éditée aux Éditions sociales. Il s'agit, en l'occurrence, de Jacques Duclos qui publie dès août 1968 *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui* où on peut lire notamment : « *La lutte idéologique contre le gauchisme, si elle doit tendre à toucher l'ensemble de la classe ouvrière, est parti-*

culièrement utile pour la jeunesse, aussi bien pour les jeunes ouvriers qui, en raison de leur inexpérience, pourraient se laisser prendre aux pièges de la provocation et de l'aventure, que pour les étudiants que l'on ne saurait confondre dans leur masse avec les éléments gauchistes qui prétendent les représenter et leur ont fait beaucoup de mal »¹⁵.

Ainsi le gauchisme est-il admis comme l'expression d'une « tendance de la réalité » et, notamment, des préoccupations de la jeunesse, mais il reste défini comme extérieur à la classe ouvrière. De ce fait, il est condamné à s'allier avec elle dans le cadre de son parti ou, à défaut, à œuvrer pour la réaction. ■

15. Jacques Duclos, *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui. Comment le gauchisme fait le jeu de la réaction*, Paris, Éditions sociales, août 1968, p. 28.

Unité ouvriers-étudiants : quelles pratiques derrière le mot d'ordre ? Retour sur Besançon en 1968

NICOLAS HATZFELD
CÉDRIC LOMBA

Parmi les questions vives posées dans le cours du mouvement de mai-juin 68 et laissées en héritage, figure en bonne place celle des relations entre étudiants et ouvriers. Des films d'alors témoignent des débats sur ce sujet dans les amphithéâtres, d'autres montrent des manifestants étudiants venus du Quartier latin jusqu'aux usines Citroën ou Renault. Ces images montrent un contact sans jonction et alimentent un récit qui présente les deux mouvements – étudiant et ouvrier – comme deux dynamiques parallèles. Ce récit cloisonné a longtemps dominé dans l'historiographie, construite sur la thèse de trois crises : crise étudiante, crise sociale et crise politique. Des travaux récents¹ contestent cette lecture, insistant sur les « transversalités » et les « métissages » entre ces univers dans de nombreuses villes de France². Nous voudrions aborder cette question de la rencontre à partir du cas de Besançon. Dans cette ville, en effet, différentes traces font état de ces contacts et permettent de s'interroger tant sur leur réalité et leur consistance, que sur les façons dont ils ont été mis en perspective.

À chaud, tableau d'un désaccord parfait

Outre la figure célèbre en 68 de l'usine de textiles artificiels Rhodiaceta (3 000 personnes), occupée du 17 mai au 8 juin, la ville de Besançon compte de nombreuses usines aux activités aussi diverses que la métallurgie lourde, l'horlogerie ou l'alimentation. Ouvrières et ouvriers sont en grand

1. Dominique Damamme et alii (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, L'Atelier, 2008 ; Philippe Artières et Michèle Zancarini-Fournel (dir.), *68, une histoire collective*, Paris, La Découverte, 2008 ; Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.
2. Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La Découverte, Repères, 2008, p. 54-57.

nombre dans cette ville qui compte, par ailleurs, une université ancienne et active. De ce fait, Besançon est un cas que l'on se gardera de tenir pour exemplaire, mais néanmoins riche de significations sur la manière dont ont pu se tisser des relations entre deux groupes sociaux en présence durant mai-juin 1968.

Dans le cours même des événements, le jour du discours décisif du général De Gaulle, un envoyé spécial du *Nouvel Observateur* dresse un tableau ambivalent de la situation : « *Le bruit en courait à Paris : la faculté des lettres de Besançon était «enragée». [...] On parlait aussi d'une fraternisation généreuse entre les ouvriers et les étudiants, d'une vraie révolution culturelle – à Rhodiacéta entre autres. [...] À Besançon plus qu'ailleurs, plus profondément qu'ailleurs, il y a eu contact entre les facultés et les usines : mais ce contact a été négatif, la force des combattants n'en a pas été multipliée, comme on l'avait espéré si fort quand la révolution semblait une affaire faite. La rencontre a tout de même eu lieu, entre des gens qui ne se connaissaient pas plus que de Bételgeuse à Alpha du Centaure. De ce que je raconte, des réticences ouvrières (pas toujours «inspirées») et de l'aventurisme livresque des étudiants, du choc confus entre deux subjectivités de classe, qu'on ne déduise pas le désespoir d'impossibles retrouvailles³ ».*

Message d'espoir, certes, mais tableau d'un désaccord parfait. L'article développe les composantes de cette discordance entre étudiants et ouvriers. Les premiers viennent de tenter de faire venir les seconds à l'université, en vain. Dans plusieurs usines – métallurgie masculine, confection féminine –, des grévistes leur ont signifié la volonté ouvrière de défendre seuls leurs revendications, limitées à un cadre syndical. Parmi eux, l'emprise du parti communiste est présentée comme décisive, au point de créer autour de la Rhodia un cordon sanitaire et de transformer l'usine en forteresse. Quant aux étudiants, présentés avec bienveillance, ils donnent l'image d'un collectif d'avant-garde, habité par un projet de révolution qu'il n'arrive pas à faire adopter par les interlocuteurs ouvriers. Pour évaluer la pertinence de ce tableau, il faut le croiser avec d'autres sources.

3. Jean-François Held, « L'expérience du dialogue », *Le Nouvel Observateur*, 7 juin 1968.

Des expériences antérieures

S'il est extérieur au tissu social de Besançon, Jean-François Held, ancien communiste habitué au reportage, a une grande acuité politique. D'autres journalistes⁴, s'en tenant à l'existence des contacts, décrivent une relation plus positive, mais peut-être plus superficielle. La consultation d'autres sources invite à nuancer de deux façons l'image d'un « contact négatif ». Tout d'abord, ce n'est pas la première fois qu'ouvriers et étudiants entrent en relations. En 1964, par exemple, un tract de la CFTC remercie une trentaine d'étudiants, employés par la Rhodia pour un emploi d'été, d'avoir refusé de remplacer les ouvriers lock-outés⁵. L'épisode, au passage, montre des étudiants bien différents, dans leur mode de vie, du stéréotype de la « jeunesse dorée ».

C'est surtout durant le conflit avec occupation de la même usine, en février-mars 1967⁶, au retentissement national, que les contacts sont les plus intenses. Des militants syndicaux viennent à plusieurs reprises expliquer la situation de la grève à la fac de Lettres devant un amphithéâtre d'étudiants. L'Unef est partie prenante du comité de soutien, distribue des tracts en ville, participe aux manifestations de soutien et organise des quêtes pour la caisse de grève. Plus encore, un groupe d'une trentaine d'étudiants vient régulièrement à l'usine. Un leader ouvrier, militant CFDT devenu cégétiste en 68, raconte aujourd'hui que dès le début de l'occupation, les plus politisés des étudiants viennent immédiatement proposer leur aide : « *Les étudiants viennent au piquet, ils sont tout contents : «Qu'est-ce qu'il faut faire ?» On les fait bosser (rires). C'est assez sympa... La CGT freine plutôt, la CFDT non, et ils viennent. Le restaurant est ouvert le soir, ils viennent au spectacle. Pas des centaines et des centaines. Mais dans les manifs, ils ramassaient beaucoup de monde.⁷ »* Il y a donc deux cercles de soutien étudiant aux ouvriers grévistes, les manifestants occasionnels et les assidus de l'occupation. Ces derniers sont surtout des militants trotskistes. Un ancien étudiant de l'Union des étudiants communistes considère, quant à lui, que les étudiants communistes étaient « *peut-être moins fréquemment présents à la Rhodia, en tant que militants comme ça, parce que le lien avec les communistes était constant, et qu'il y avait des com-*

4. *Le Monde*, 20 mai 1968, cité par Nadège Faivre, *Mai 68 à la Faculté des Lettres de Besançon*, Mémoire d'histoire, Université de Franche-Comté, 1996.

5. *Le Comtois*, 10 juillet 1964 ; Tract CGT-CFTC Rhodia, juin 1964, AD Franche-Comté.

6. Nicolas Hatzfeld, Cédric Lomba, « La grève de la Rhodiacéta », in Dominique Damamme et alii (dir.), *op. cit.*, p. 207-221.

7. Georges Maurivard, entretien avec N. Hatzfeld et C. Lomba, décembre 2006.

munistes dans l'usine. Les gens de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) y allaient plus, parce qu'ils n'avaient pas un grand parti ouvrier, impliqué à l'intérieur⁸ ».

Lorsqu'arrive 68, des étudiants et des ouvriers se sont donc déjà fréquentés et ont plus ou moins appris à prendre la mesure de leurs différences sociales et d'orientation politique. Ce mode de relations est bousculé en mai-juin.

« Ouvriers-étudiants » contre « mouvement ouvrier-gens de culture » ?

À l'occasion du mouvement, les contacts entre étudiants et ouvriers de la Rhodia sont réactivés⁹. D'emblée, ils s'avèrent plus complexes qu'auparavant. Le lieu de la contestation change. Si l'usine Rhodia est quasiment fermée aux étudiants, c'est d'abord parce qu'elle est désertée par ses ouvriers qui s'impliquent dans le mouvement général. Le parti communiste, au demeurant, serait bien en peine d'imposer sa volonté dans cette usine où domine une CFDT qui mise sur sa combativité pour maintenir son hégémonie. Laissant sur place une permanence, les activistes de la grève élargissent leur territoire d'action à d'autres usines plus petites et non syndiquées, qu'ils contribuent à faire débrayer, et à l'université. Répondant aux groupes d'étudiants venus aux portes de l'usine, des syndicalistes, surtout CFDT, viennent, plus ou moins régulièrement, aux AG de la fac de Lettres. Selon les souvenirs d'aujourd'hui, ils ont des échanges sur la situation de la classe ouvrière, sur les mobilisations ou sur des questions d'organisation sociale et industrielle, en particulier autour de l'autogestion. L'un d'eux mentionne aussi la découverte joyeuse d'un monde où « l'on s'éclatait dans tous les sens » entre jeunes¹⁰.

La connivence dépasse parfois les positions officielles des appareils nationaux. C'est ainsi qu'une trentaine d'OS cégétistes de la Rhodia, pour certains membres du parti communiste, regroupés dans l'équipe des « durs », réagissent négativement au « constat » de Grenelle. Accompagnés d'étudiants, ils forment des piquets de grève qui bloquent certaines usines de Besançon et même d'une petite ville voisine¹¹. Ces mobilisations communes sont autant d'expériences partagées qui nuancent les représentations clivées

de deux mondes en présence. Mais certaines tentatives étudiantes sont à la fois moins consensuelles et moins fructueuses. C'est le cas de contacts pris entre des étudiants de la Jeunesse communiste révolutionnaire et quelques jeunes OS de la Rhodia, « révoltés » d'origine rurale et qui avaient été déçus par la reprise du travail en mars 1967¹² : l'esquisse d'un noyau contestataire ne se concrétise pas.

Il faut revenir ici sur la formule « contacts négatifs » employée par le journaliste du *Nouvel Observateur* d'alors. Si l'expression ne renvoie pas à des premières rencontres, elle correspond néanmoins à une réalité. Les initiatives entre étudiants et ouvriers accentuent une prévention croisée, PC-CGT *versus* Unef-gauchistes-CFDT. La chose n'est pas tout à fait nouvelle sur le plan national : le film *La Chinoise* de Godard ou la chanson *Pauvres petits c...* de Jean Ferrat, qui datent de 1967, l'illustrent bien. Elle prend une force nouvelle en mai-juin, des grilles fermées de Renault-Billancourt aux articles publiés par *L'Humanité* contre les « faux révolutionnaires ». Localement, deux écrits du même auteur donnent la teneur de la discordance : ils sont l'œuvre de Pol Cèbe, lui-même bachelier, ancien soldat en Indochine puis ouvrier à la Rhodia. Cégétiste de choc devenu membre du parti communiste en 1966¹³, il milite de longue date pour la diffusion de la culture en milieu ouvrier. Il est co-fondateur, avec des enseignants militants chrétiens et un menuisier cédétiste, d'un centre culturel de quartier très actif à Besançon, le Centre culturel de Palente près les Orchamps (CCPPO), inspiré du réseau *Peuple et Culture*, qui invite des artistes et a suscité la venue de Chris Marker en 1967. Il est par ailleurs responsable de la bibliothèque du comité d'entreprise de Rhodia, marquée pour bien des ouvriers. De ses relations difficiles avec les étudiants, voici un premier souvenir, évoquant une intervention en AG à l'usine : « *En voulant expliquer, bien timidement, que je connaissais comme ça des gens, et même des professeurs, et même des étudiants, qui n'avaient pas attendu mai 68 pour découvrir que le patrimoine culturel appartient aussi au prolétariat, et même tiens, j'y pense, j'en connaissais des qui depuis des années travaillaient avec les organisations ouvrières d'ouvriers, comme ça, tout doucement, sans bruit, sans barricades, avec des petits appareils de*

8. Michel Pagani, entretien avec N. Hatzfeld, décembre 2006.

9. Des ouvriers de la Rhodia prêtent main forte aux étudiants dans un rassemblement devant la fac en septembre 1967.

10. Nicolas Bultot, entretien avec N. Hatzfeld et C. Lomba, octobre 2007.

11. *id.*

12. Claudine Pedroletti, entretien avec Cédric Lomba, décembre 2006.

13. *Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier, mouvement social (1940-1968)*, Tome 3. Paris, L'Atelier, 2007.

projection, des ptits bouquins (...). Mais moi, je suis communiste ! Alors, un communiste s'adressant, en mai 68, à Rhodiaceta, à une assemblée mi-étudiante mi-CFDT, tu parles !... »¹⁴. Le même militant est responsable du journal CGT de la Rhodia, qui donne une appréciation des prises de parole effectuées dans l'usine, le 21 mai 1968. Si, selon ce bulletin, les représentants syndicaux enseignants (Snesup, Sgen-CFDT) expriment un réel programme, les quelques étudiants intervenus « n'exposent rien sinon leurs complexes petit-bourgeois, découvrant, cinquante ans après leur faillite, les vertus des universités populaires ». L'article explique ensuite que « la funeste aventure dans laquelle gaullistes et gauchistes ont failli entraîner la classe ouvrière, n'a été déjouée que grâce à la clairvoyance de la CGT et à l'attitude ferme de ses militants à tous les échelons¹⁵ ». Intellectuels, professeurs et artistes sollicités à leurs qualités aux côtés du parti de la classe ouvrière ou de la CGT contre étudiants faisant irruption à l'extrême gauche du champ politique, la distinction s'aiguise aux yeux d'une partie des acteurs de mai-juin 1968. Elle se perpétuera en partie après la reprise. Les échanges, en ce sens, ont bien une dimension négative. Mais les relations entre étudiants et ouvriers ne peuvent se lire au seul niveau des organisations et des groupes constitués.

Le moment 68, à replacer dans une temporalité moyenne

Il faut lire avec prudence les rencontres entre groupes sociaux, notamment en termes de destins générationnels. À l'échelle des personnes et de leurs parcours, il est toutefois possible d'observer des inclinaisons, voire des bifurcations de trajectoires. S'il est admis que les relations des étudiants avec les ouvriers sont liées à leurs trajectoires biographiques (familiales, scolaires et politiques), la perspective symétrique semble moins évidente : sous l'effet, peut-être, d'un regard nostalgique, les ouvriers des années 1960 sont trop souvent appréhendés comme une classe homogène. À y regarder de plus près, les trajectoires sont diverses, parfois zigzagantes. Ces cheminements, en partie lisibles à travers les organisations politiques, s'inscrivent aussi dans des contacts plus

directs pris dans les luttes comme on peut le voir à travers deux biographies croisées d'ouvriers leaders des grèves de 1967. Georges Maurivard et Nicolas Bultot, nés à la fin des années 1930 sont entrés quasiment au même moment à la Rhodia, au début des années 1960, et ont immédiatement rejoint un syndicat pour devenir délégués du personnel. Mais, les luttes de 1967-68 déboucheront pour eux sur des conversions en sens inverse : le premier passe de la CFDT à la CGT et au parti communiste en 1967 et le second de la CGT et du parti communiste-PC à la CFDT et au PSU en 1968. Pour comprendre ces virages, il est nécessaire d'appréhender, avec d'autres dimensions (familiale, scolaire, etc.), leurs rapports aux mondes intellectuels.

Georges Maurivard, pupille de la nation, issu d'un milieu catholique, obtient un CAP de modeleur sur bois. Il devient délégué du personnel CFDT en 1964 et presque immédiatement adhère au CCPPO. Il y rencontre les milieux culturels et se lie d'amitié avec Pol Cèbe et d'autres communistes. Discutant facilement avec des étudiants trotskistes en 1967, il adhère au parti communiste pour suivre Pol Cèbe. En 1968, il maintient les contacts avec les étudiants mais moins intensément qu'en 19 et rejoint la CGT.

Nicolas Bultot est fils unique d'une réfugiée espagnole militante du parti socialiste espagnol et d'un père brigadiste. Doté d'un simple certificat d'études, il passe par divers petits métiers ouvriers à partir de 13 ans. Il prend des responsabilités syndicales à la Rhodia en 1963. Tenant d'une ligne de confrontation dure, considérant que les cégétistes proches du CCPPO sont des « intellectuels », il dialogue avec des étudiants gauchistes durant les conflits, se rend régulièrement à la fac en mai-juin 1968, discute avec des étudiants de lettres et de sciences et poursuit les grèves après Grenelle. Lâché par le parti communiste, et sous le coup d'une menace d'extradition, il quitte la CGT pour la CFDT en 1968.

Ces deux parcours sont affectés par les liens avec les mondes intellectuels et de manière durable. Maurivard, ne participe pas, comme d'autres, à l'aventure Medvedkine¹⁶, mais maintient son engagement syndical (secrétaire de section CGT de Besançon durant les années 1970), politique (au parti communiste, adjoint au maire en 1977) et culturel

14. Pol Cèbe, *Livre d'or de la grève de Rhodiaceta*, Besançon, Musée du Temps, 1968.

15. *Union Rhodia*, n°7, juin-juillet 68

16. Bruno Muel, Françoise Muel-Dreyfus, « Week-end à Sochaux (1968-1974) », in D. Damamme et alii (dir.), *op. cit.*, p. 329-343.

(président des Amis de la Maison du Peuple de Besançon). Partie prenante des combats syndicaux et politiques, Bultot est resté en contact avec le monde intellectuel : auprès de Michel Rocard à la direction du PSU, avec des étudiants dans la lutte de Lip en 1973, ou dans des formations d'extrême-gauche jusqu'à aujourd'hui. À 47 ans, remarié avec une médecin généraliste militante, il obtient un diplôme d'éducateur spécialisé et s'investit dans l'aide aux jeunes en difficulté. Sans démêler ce qui tient d'une tradition militante familiale, des relations avec les syndicalistes ouvriers ou des frottements avec des étudiants ou les milieux culturels, force est de constater qu'en regardant à ce niveau, les échanges entre mondes ouvriers et mondes intellectuels en mai-juin 1968 ont marqué durablement des parcours à des degrés divers. ■

Rétablir les établis...

ÉRIK NEVEU

Il est probable que parler d'un « établi » devant des interlocuteurs âgés de vingt ou trente ans n'évoque rien. Ou le terme suscitera le contresens. Être établi, n'est-ce pas être installé, voire bien installé ? Dans les années 1968, un « établi » était tout autre chose : un jeune qui quittait volontairement le système scolaire pour aller « à la production » – le plus souvent en usine – pour participer à un travail de mobilisation révolutionnaire des ouvriers et pour s'éduquer lui-même au contact des prolétaires, pour utiliser les termes d'alors. En titrant *Volontaires pour l'usine*¹ un livre dédié à des vies d'établis, Virginie Linhart souligne la singularité du phénomène. Le travail en usine n'est ici ni une continuité subie entre générations, ni une relégation sociale sanctionnant un « échec » scolaire. Il est un choix, se traduisant souvent par l'interruption d'études supérieures. Sans être leur monopole, cette pratique fut avant tout le fait de groupes maoïstes, désireux de trouver dans la classe ouvrière un ancrage qui leur faisait défaut. Dans un livre qui est la meilleure étude sur ce sujet², Marnix Dressen, ancien établi lui-même, chiffre à 2-3 000 le nombre de ceux et celles qui eurent cet engagement. Son enquête met en évidence la concentration des établis sur les générations nées entre 1947 et 1952. Elle y situe à environ 60% le poids de jeunes de milieux favorisés (cadres, professions libérales, petits patrons). Ces jeunes – y compris les 12% d'enfants d'ouvriers – ont en général un bon bagage scolaire (bac+3, classes préparatoires). La majorité avait de forts engagements associatifs, une éducation religieuse massivement catholique. Les pratiques d'établissement furent souvent plus qu'une aventure de quelques mois, pour durer des

1. Paris, Seuil, 1994.

2. Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi, les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 1999.

années, marquer des vies, même si presque tous les établis avaient quitté l'usine à la fin des années 1990.

Ces expériences politiques peuvent se lire comme un type radical et inédit de rencontres. Rencontres-ruptures : elles supposent le franchissement de frontières sociales et culturelles, l'abandon d'un futur prévisible. Rencontres marquées par une double ambiguïté : celle d'être un ouvrier d'adoption, différent des « vrais », celle de devoir masquer une part de cette altérité pour se faire embaucher, ne pas être licencié comme agitateur. Rencontre imprévisible quant aux réactions qu'elle suscitera dans le groupe d'accueil : bienveillance ou défiance, incompréhension ou sollicitations. On voudrait revenir sur cet épisode de trois façons. Quelles ont été les raisons de ce qui ne manque pas d'être jugé rétrospectivement comme une drôle d'idée ? Comment en identifier des effets pratiques ? Ces vieilles histoires ne sont-elles qu'un passé dont il faudrait, aussi, faire table rase... ?

Les pourquoi de l'établissement.

En matière d'établissement un premier schéma théorique est mobilisable pour rendre raison/avoir raison des établis. Il tient en une formule : « faire de nécessité vertu ». La légitimation du devenir ouvrier par une visée politique serait alors l'alibi ou l'illusion qui recouvre une contrainte prosaïque. Soit les établis ne font qu'anticiper un peu sur des verdicts scolaires qui les promettent aux difficultés menaçant ceux qui n'ont pas les codes du monde scolaire par héritage familial. Soit ils pressentent que la démocratisation scolaire sera un marché de dupes. L'inflation des diplômes les dévalue, ne donnant plus accès demain aux postes qu'ils garantissaient hier. Il n'est pas impossible de trouver des trajectoires personnelles répondant spécialement au premier cas, celui de l'intuition d'un décalage ingérable avec les exigences du monde scolaire. Ceci relevé, le topos du déclassement anticipé ne résiste pas à l'examen. Les établis sont en partie des « héritiers ». Les parcours scolaires des boursiers eux-mêmes ne sont pas dominés par l'échec. Le recul du temps et l'analyse statistique³ montrent que le rendement des diplômés universitaires est bien meilleur pour

3. Louis Chauvel, *Le destin des générations*, Paris, PUF, 2002.

devenir cadre en 1970 qu'en 2000. Le modèle d'une génération d'étudiants conscients d'une escroquerie aux titres scolaires dévalués est une pure reconstruction étrangère à l'expérience de ceux qui eurent vingt ans entre 1965 et 1975⁴. On voit mal enfin quel singulier mélange de masochisme et de prescience extralucide du rendement des diplômés aurait eu pour conclusion pratique qu'il fallait se précipiter vers des métiers (ouvriers du bâtiment, de l'automobile, de la sidérurgie) parmi les plus durs et les moins bien payés du marché.

On peut aussi invoquer l'idéologie. Ici les comportements s'expliquent par la force des idées fausses, des « Marxismes imaginaires » où Raymond Aron discernait « L'opium des intellectuels »⁵. Le maoïsme et ses slogans comme « servir le peuple » ne seraient que la captation et la radicalisation politique de dispositions et d'une religiosité issues d'une forte imprégnation catholique. Des chefs et idéologues tout puissants exercent leur charisme sur des militants éblouis ou aveuglés. Une vision messianique ou héroïsée d'un peuple plus imaginé que fréquenté fait prendre au sérieux l'adage maoïste selon lequel « une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ». Glissant des structures sociales aux croyances, ces explications restent réductrices. Le problème n'est pas de valoriser les représentations, ni même qu'il faille mettre un tabou sur l'influence de matrices religieuses ou de fonctionnement d'organisations sur le mode de la secte. Le problème est que le constat n'explique rien de la singularité de l'épisode, de la nature des idéologies qui attirent, de la puissance des dévouements qu'elles suscitent. Il suppose aussi des militants assez benêts pour s'accrocher à la vision d'une classe ouvrière héroïsée que leur expérience contredirait pendant des années. L'opium des intellectuels version Aron n'est pas sans lien avec celui des médecins de Molière dont le pouvoir narcotique s'expliquait par une « vertu dormitive ».

Faut-il alors surenchérir sur une parole militante lucide sur ses déterminants et motivations : on s'établit pour « servir le peuple », le politiser, être les ferments d'une mobilisation révolutionnaire ? Mieux vaut pour comprendre le pouvoir des « idées » les replacer dans leur contexte historique et social. Gérard Mauger offre une première perspec-

4. Erik Neveu, « Trajectoires de soixante-huitards ordinaires », in Dominique Dammame et al, *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'atelier, 2008.

5. Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955. Réédité par Hachette, Collection Pluriel, 2002.

tive quand il commente la formule qui ornait alors la une d'une revue marxiste léniniste : « *La théorie marxiste est toute puissante parce qu'elle est vraie* »⁶. Formule grandiloquente ? Assurément, vue d'aujourd'hui. Mais l'était-elle à un moment de l'histoire où les mouvements de libération nationale détruisaient les empires coloniaux, où mobilisations et grèves ouvrières marquaient l'actualité, où la perspective de changements radicaux de la société apparaissait comme plausible ? Fallait-il être plus aveuglé d'idéologie pour souscrire à ces croyances et espoirs en 1968 que pour affirmer paisiblement en 2008 que le règne du marché sur toutes les facettes de l'expérience humaine est un « état de nature » de la société ? Une saine vision matérialiste des idées incite aussi à se replacer dans le contexte optimiste des « Trente glorieuses ». Il pousse à adhérer à des visions volontaristes, parfois grandioses, du changement social comme possibilité, à relativiser ce qui ne deviendra que plus tard une angoisse des jeunes : la question de trouver un emploi. Tous les entretiens réalisés avec des militants de l'époque montrent que la question d'une carrière future était pour eux subalterne. L'observation ne réduit ni le courage, ni la rupture de l'établissement ; elle suggère qu'elle n'était pas vécue comme deuil tragique d'un plan de carrière. Plus fondamentalement, la fraction de génération qui a pu se poser le problème de l'établissement est marquée par ce que Boris Gobille nomme « la vocation d'hétérodoxie »⁷. Les années 1960 sont un moment d'anomie, au sens étymologique de brouillage des normes et des repères. L'essor de la scolarisation, les changements structurels du monde salarié rendent moins probable qu'hier que la génération jeune reproduise les métiers et modèles des parents. Une large partie des étudiants vit une mobilité sociale ascendante qui l'écartèle entre la possibilité d'un avenir inédit et un souci de fidélité aux mondes sociaux des parents et grands-parents. La perspective de changer de place sociale suscite leurs espoirs, mais aussi des défiances, parfois même le dégoût. Ils ne peuvent ni ne souhaitent être comme leurs parents, ils ne veulent, parfois ne peuvent être ce à quoi le diplôme les destine. Dans ce cadre-là, si les idéologies marxistes ou tiers-mondistes produisent bien des effets de radicalisation, de canalisation des engagements, elles sont

6. Gérard Mauger, « Pour une histoire de la génération de mai 1968 », in *L'identité politique*, CRISPA et CURAPP, Paris, PUF, 1994, p. 206-226.

7. Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique Dammame et al, *Mai-Juin 68*, op. cit.

le langage et la rationalisation de ces porte-à-faux sociaux plus que la cause des actions.

L'établissement ne se résume donc en rien à une bifurcation de classe ; il est un pont, une position sociale tampon. S'ils doivent louvoyer avec cet héritage, le masquer pour partie, les établis importent dans leur version de la condition ouvrière des dispositions, un capital culturel, des savoirs politiques liés non seulement à leur socialisation scolaire, mais aussi à la formation intellectuelle délivrée dans les groupes gauchistes (ce qu'on oublie généralement). Parce qu'il reste immergé dans une sociabilité militante, centrée sur la petite bourgeoisie intellectuelle, l'établi ne perd pas le contact avec son univers social antérieur. Il y introduit une palette d'expériences de familiarité aux mondes populaires, y jouit d'un prestige pas moins gratifiant à ce moment-là que celui apporté par un beau parcours scolaire.

On peut alors regarder les établis autrement. Ils ne sont ni les dupes, courageux ou naïfs, d'un aveuglement idéologique, ni des roublards qui drapent du prestige de l'engagement un destin social d'avance échoué. L'établissement est une modalité, radicale et audacieuse, de la vocation, propre à une fraction de génération, à partir à la découverte des autres. Il participe d'un mouvement plus général de refus des destins programmés, des classements sociaux, de solidarité au populaire. Les maos qui donnèrent les gros bataillons des établis avaient aussi dans leur doctrine une remise en cause des clivages les plus structurants de la vie sociale : ville/campagne, manuel/intellectuel, exécutants/décideurs.

Les effets d'un engagement.

Mesuré à l'ambition d'une mobilisation révolutionnaire des ouvriers, le bilan de l'établissement est assez modeste. Des conflits sociaux significatifs furent bien animés et organisés par des établis. Mais, paradoxalement, on pourrait soutenir que la visée léniniste d'apporter de l'extérieur une conscience politique révolutionnaire aux ouvriers s'est souvent transformée en ce que pourrait appeler, dans le même lexique léniniste, en *trade-unionisation* des établis. Beaucoup de ceux qui maintinrent une présence durable

dans les usines devinrent des cadres syndicaux, combattifs, souvent en rupture avec leurs confédérations, mais militant aussi dans le cadre syndical. Ils ont contribué à mettre sur l'agenda des syndicats la défense de certains groupes (immigrés, femmes, OS), la valorisation de la démocratie dans la conduite des luttes.

Plus qu'à l'aune du Grand soir ou des grandes réformes, c'est à la force de ses micro-effets qu'il faut évaluer le mouvement d'établissement. Les établis ont introduit là où ils étaient des connaissances, des questionnements. Ils ont promu des façons autres d'être ouvrier... tantôt en « en rajoutant » sur les stéréotypes du groupe (ouvriérisme) pour mieux s'y intégrer ou en imposant aux camarades non établis, tantôt en laissant percevoir leur différence (refus de postures machistes, affirmation de pratiques culturelles de l'écrit, d'autres styles festifs). Ces savoirs, ces manières d'être ont fonctionné comme incitation à la mise en branle du potentiel critique des ouvriers et salariés qu'ils côtoyaient.

La carte des styles de vie populaires de Gérard Mauger peut être un bon guide de lecture⁸ pour repérer une triple action des établis. Ils ont été des vecteurs d'intellectualisation en apportant dans les mondes populaires des connaissances politiques, des outils de repérage dans le monde social (idéologies, théories), des savoir-faire d'expression et de débat. Ils ont en ce sens souvent répondu à l'ouvrier que Lénine fait parler dans *Que faire ?* : « ... Nous voulons savoir ce que savent les autres [...] Pour cela il faut que les intellectuels nous répètent un peu moins ce que nous savons bien nous-mêmes et qu'ils nous donnent un peu plus de ce que notre expérience économique, à l'usine, ne nous apprendra jamais à savoir : les connaissances politiques »⁹. Cette intellectualisation a conforté les capacités de lutte du monde ouvrier en formant des militants, diffusant des idées, donnant force à une estime de soi et de classe. Elle a aussi, par le mélange des relations militantes et des affinités privées, fait s'hybrider chez de jeunes ouvriers la culture de leur groupe et celle d'une jeunesse plus dotée en capital culturel et ainsi fabriqué une forme de « bohème » populaire. Ces mixités sociales et culturelles ont aussi rendu possibles des formes inédites d'*em(petit)bourgeoisement*.

8. Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, Paris, Belin, 2006, chapitre 7 en particulier.

9. Lénine, *Que faire ?*, Moscou, Éditions du Progrès, 1966, pp. 100-101.

Nul n'a sans doute ouvert une « boîte » de carreleur ou un bar-PMU parce qu'il a fréquenté des gauchistes. Mais on a pu y acquérir des connaissances – au double sens de savoirs et de réseaux –, y découvrir des espaces professionnels insoupçonnés. Il peut s'agir de l'embauche par le journal ou l'imprimerie du groupuscule, plus souvent de la révélation d'un concours administratif accessible. Concernant ce que Gérard Mauger nomme le pôle « viril-guerrier » – la valorisation des ressources physiques – l'attitude des établis fut plus contradictoire. Une forme d'ouvriérisme a été de surenchérir sur des postures machistes ou homophobes, de les anoblir en positions de classe. Plus souvent la démarche était de canaliser politiquement les dispositions à la rébellion virile, célébrant dans telle usine automobile la geste de « Guy G. qui a cassé la gueule de onze chefs avant d'être maîtrisé ». Elle fut aussi dans beaucoup de cas d'oser défier les « ce qui va de soi » ouvriers en matière de di/vision des tâches masculines et féminines.

Une vieille histoire ?

Hormis la cotisation aux commémorations de Mai 68, ces vieilles histoires ont-elles encore un sens ? Exhumer l'épisode des établis suscite deux réactions. L'une est la fascination respectueuse pour une extraordinaire mise en jeu de son existence au service d'un projet révolutionnaire. L'autre mêle étonnement et commisération pour des militants assez aveugles ou allumés pour avoir gâché leur existence sur la chaîne au service d'un populaire qui ne saurait être bien passionnant hors de sa mythification. Pourtant les établis parlent aussi au présent, à trois titres au moins.

C'est d'abord l'étonnement contemporain devant la démarche d'aller au peuple, plus spécialement vers le monde ouvrier, qu'il faut questionner. Que l'établissement surprenne par sa radicalité, qu'une génération redoutant le déclassement subi ne puisse se retrouver dans ce qu'elle lit comme déclassement choisi ne peut surprendre. Mais est-ce seulement de cela qu'il s'agit ? La dimension in-intelligible de cet épisode ne dit-elle pas autre chose sur les perceptions dominantes du populaire aujourd'hui ? D'une part que celui-ci, spécialement dans sa version ouvrière,

n'est pas très digne d'intérêt ou de passions. N'est-il pas aux yeux des oracles médiatiques et des intellectuels pour *news magazines* un conservatoire des archaïsmes machistes, nationalistes, racistes, populistes¹⁰. Plus massivement, la question sous-jacente se formule en « ce monde existe-il encore » ? Parler d'ouvriers n'est-ce pas désigner des groupes sociaux délocalisés dans le Tiers-Monde, une catégorie sociale résiduelle¹¹ ? Le mot ouvrier n'a-t-il pas disparu dans le lexique de la candidate socialiste en 2007 ? Avec la montée d'une attention médiatique, militante et caritative pour les « sans » (sans-logis, sans-emplois, sans-papiers), n'assistons-nous pas à une redéfinition des figures du populaire aux potentialités ambiguës : ré-inventer une catégorie de pauvres *méritants*, substituer à l'exploité la victime, à la solidarité la compassion, dissocier la question des inégalités de celle des rapports de production et de travail. La redéfinition des figures du populaire digne de sollicitude a aussi pour effet de remplacer un populaire ouvrier associé à des promesses de changement social, de luttes ouvrant sur un autre monde, par des collectifs épars de malheureux qui ne sont pas constitués en porteurs ou menaces de changement social. Le relever n'est pas entrer dans une hiérarchisation entre opprimés, entre engagements nécessaires. C'est observer une tendance des intellectuels à faire du peuple un fardeau ou un danger (« populiste ») pour la démocratie... pour s'étonner simultanément que ce peuple ingrat ne vote pas convenablement, à gauche.

Autre question actuelle : que peuvent apporter des intellectuels à la société, à ceux de ses membres moins riches en ressources scolaires et culturelles, en privilèges d'ouverture que donnent la maîtrise d'autres langues, l'expérience d'autres pays ? L'établissement – quand il ne reniait pas démagogiquement tout apport intellectuel – comportait une dimension de don, de diffusion de culture et de savoir. Quarante ans plus tard, cette préoccupation n'a pas disparu. Ses formes ont évolué. Le registre dominant des littératures de vulgarisation est désormais moins celui de la dénonciation ou des « révélations politiques » que celui de la cure, de l'offre thérapeutique. Il s'agit de gérer ses affects, son corps, sa carrière. Marx objectait hier aux philosophes de n'avoir fait qu'interpréter le monde quand « *ce qui importe*

c'est de le transformer ». La nouvelle littérature de vulgarisation aura modifié ce programme d'une simple lettre : « ce qui importe c'est de *se transformer* ». Certes, une autre offre de diffusion élargie des travaux savants se développe à partir de fondations ou de *think tanks* (comme *La république des idées*), mais sa diffusion mord peu sur les couches populaires. Il faudrait trouver la formule où chercheurs et intellectuels interviennent sur des sujets où ils ont vraiment compétence, dans des formes claires sans être simplistes, en touchant un public qui aille au-delà des classes moyennes issues de l'université, tout cela est encore un défi.

Comme le montrent Dessen ou des témoignages plus littéraires¹², si l'expérience de l'établissement a toujours eu un coût personnel élevé, elle ne produit majoritairement ni aigreur, ni sentiment de gâchis. Elle marque définitivement postures et dispositions. Les anciens établis estiment avoir appris de leur immersion prolongée dans un monde social qui n'était pas le leur. Ils disent en tirer une vision plus réaliste et concrète des situations, une capacité à se mettre à la place de ceux avec qui ils travaillent en exerçant parfois des responsabilités. S'ils ont souvent dû en rabattre sur une vision idéalisée du populaire, ils se sont aussi libérés de la vision – implicite souvent, méprisante toujours – du populaire comme univers arriéré, englué dans le préjugé qui est commune à tant d'intellectuels et de dirigeants. Ils ont appris que le populaire n'était pas stupide, qu'il existait une pluralité de compétences et d'intelligences. *A contrario*, cet équivalent d'un talent de polyglotte du social rend intelligible l'extraordinaire cécité, et pour tout dire stupidité, de tous ceux qui ont en commun la licence de pontifier ou de légiférer sur l'existence de groupes et de mondes sociaux dont ils n'ont pas la moindre idée : éditorialistes matinaux qui dissèquent la vie de banlieues où ils n'ont jamais mis un pied, ministres pour qui pratiquer la marche à pied viendrait à bout des problèmes de coût des carburants, universitaires multiscartes expliquant tout sur simple appel téléphonique.

Pour parodier encore les mots de 68, « L'établissement n'est pas un humanisme ». Il ne suffit naturellement pas de se parler ou de s'écouter pour introduire dans le monde les transformations requises pour le rendre moins injuste. Mais faire l'expérience, même par des formes temporaires

10. Pour une critique de ce racisme social dont l'un des paravents est la dénonciation du « populisme » : Annie Collovald, *Le populisme du Front national. Un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2004.

11. Dont on oublie simplement qu'elle représente encore 25% de la population active en 2005.

12. Comme le roman de Jean-Pierre Martin, *Le laminoir* (Paris, Champ-Vallon, 1995). Il met en récit un parcours d'établi, avec ironie et tendresse, sans condescendance ni complaisance pour ses compagnons d'usine

d'immersion, de la vie réelle des groupes sociaux populaires est un antidote qui peut être durable face à beaucoup de formes de bêtise et de racisme social. Penser que la place sociale qu'on occupe est la norme et la normalité, expliquer la situation des plus défavorisés par leurs tares, laisser penser qu'il suffit de « communiquer » vers ces malentendants, sans rien changer, pour leur faire tenir l'injuste pour le normal en sont quelques manifestations. En cela, le geste des établis vaut d'être rétabli dans son importance et sa dignité. Forcer les barrières sociales, subvertir les rôles, risquer des rencontres improbables est une condition nécessaire, à défaut d'être suffisante, dans toute visée de changement du monde. ■

Des ouvriers au Quartier latin ?

GÉRARD MAUGER
CLAUDE POLIAK

S'il est facile d'identifier les prises de position successives des porte-parole des classes populaires, on ignore à peu près tout de l'écho qu'elles y trouvent et, en particulier, de la perception qu'eurent les ouvriers en général et les jeunes travailleurs en particulier des manifestations étudiantes de mai-juin 1968. Au nombre de neuf selon Maurice Grimaud, ces manifestations sont associées à trois événements. Les premières (3, 6, 7 et 10 mai), provoquées par l'évacuation de la Sorbonne par la police, culminent avec la « nuit des barricades ». La deuxième phase d'affrontements (22, 23 et 24 mai) fut déclenchée par l'annonce de l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit. Enfin la mort de Gilles Tautin (un lycéen de 17 ans, venu manifester devant les usines de Renault de Flins, qui se noie dans la Seine, poursuivi par les gendarmes mobiles) déclenche les deux dernières journées de barricades (10 et 11 juin)¹.

Certains jeunes travailleurs ont-ils participé à ces manifestations ? Y avait-il des jeunes ouvriers sur les barricades ? La presse de l'époque fait état d'« éléments étrangers » au monde étudiant ? Qui étaient ces « éléments étrangers » au monde étudiant dont la présence semble attestée et de plus en plus nombreuse au fil du temps ? S'agissait-il de « jeunes ouvriers se partageant entre les barricades étudiantes la nuit et l'occupation de leur usine le jour »², de jeunes travailleurs raflés « par hasard », de cambrioleurs de fortune ou d'habitude, de « bandes de casseurs » ? Mais comment départager « bandes de casseurs », « blousons noirs » et « jeunes travailleurs » ?

À partir d'enquêtes sur les jeunes travailleurs, menées au début des années 1970, on se propose d'explorer empiri-

1. Cf. Maurice Grimaud, *En mai, fais ce qu'il te plaît*, Paris, Éditions Stock, 1977.
2. Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2008, p. 276.

quement « l'expérience » de jeunes manifestants des classes populaires et de restituer le sens de leur participation à ces manifestations étudiantes de mai-juin 68³. On a retenu ici six témoignages : celui de Charly (20 ans en 1968, deux ans de collègue d'enseignement technique, manutentionnaire puis peintre en bâtiment), de Gaston (14 ans en 1968, scolarité interrompue à 11 ans, manutentionnaire puis employé de commerce), de Gilles (15 ans en 1968, exclu du collège d'enseignement général⁴ en 5ème, manutentionnaire), d'Henri (16 ans en 1968, BEP d'électro-mécanique, électromécanicien puis correcteur de presse), de Jean-Paul (19 ans en 1968, CAP d'électro-mécanicien, électro-mécanicien) et de Lucien⁵ (18 ans en 1968, exclu du collège d'enseignement général en 3ème, mécanographe puis comptable)⁶.

« Se bastonner avec les flics »

Les six informateurs retenus sont unanimes : leurs participations aux manifestations sont décrites comme autant d'opportunités de « se bastonner avec les flics » (Henri), de « se taper du flic » (Jean), de « se castagner avec les autres zouaves » (Jean-Paul), de « se foutre sur la gueule », de « se friter la gueule » (Gaston), de « se bouffer du poulet » (Charly), de « cogner, brûler, casser tout » (Gilles). Dans cette perspective, la police est décrite comme une bande rivale avec laquelle on se mesure dans des combats d'homme à homme : « C'était histoire de se foutre sur la gueule » (Gaston). Deux aspects semblent indissociables de cette représentation agonistique d'eux-mêmes : le déni de tout sens politique prêté à leur participation aux manifestations et la jubilation réactivée par leur évocation. Si aucun n'ignore le caractère politique des actions auxquelles ils participent, tous démentent le sens « politique » supposé de leur participation « active » : « J'étais complètement à côté de la plaque politique » (Henri) ; « J'étais complètement ignare au niveau politique » (Jean) ; « Ce n'était pas pour une question de politique qu'ils allaient aux manifs » (Charly), bien que ces démentis soient, dans certains cas, assortis de quelques restrictions : « Je savais de quel côté il fallait aller » (Jean). S'ils s'agrègent à un groupe politique, c'est seulement, disent-ils, en fonction des opportu-

nités d'affrontements physiques qu'il procure : « On est allé dans les groupes révolutionnaires parce qu'il y avait de la cogne » (Charly) ; « Je cherchais le groupe le plus dur » (Jean). Par ailleurs, aucun n'évoque ces manifestations sans dire le plaisir qu'ils y prenaient. Du registre de la jubilation [« C'est marrant les manifs », « Tu te fends la gueule ! », « Tu rigoles » (Charly) ; « C'était chouette ! » (Gilles) ; « J'aimais ça ! » (Lucien) ; « J'étais heureux, vraiment ! », « C'était le panard ! », « C'était plus la fête que politique ! » (Henri)], à celui de la folie [« Ça fait du bien », « C'est question de se défouler » (Charly) ; « J'étais tout fou », « J'étais surexcité », « J'étais incontrôlable », « J'étais déchaîné » (Gilles) ; « La folie, un peu... » (Henri)].

Investir « le milieu bourgeois »

Outre le plaisir des combats, trois motivations expliquent, selon nos informateurs, leur présence « là où ça bougeait » (dans le contexte de mai 68 : les « groupes gauchistes » et, par extension, « la fac », « le milieu étudiant »). Si cette présence perçue comme la jonction opérée entre « le peuple » et « les intellectuels » a pu être créditée d'une valeur politique essentielle, les raisons qu'en donnent les intéressés confortent une représentation agonistique d'eux-mêmes : qu'il s'agisse d'« investir la fac », ou encore d'« apprendre une certaine culture », leur présence est décrite comme une invasion – licite – du « territoire des autres », une occasion de « conquêtes » ordinairement impensables [« On peut pas dire : « Vous n'êtes pas admis », c'est impossible » (Gilles)]. Le décloisonnement social lié à la radicalisation politique du milieu étudiant était perçu comme l'occasion de « conquêtes culturelles » (liées, dans le cas de Jean-Paul comme dans celui d'Henri, à des conquêtes féminines exogamiques) qui témoignent d'une « bonne volonté culturelle » et/ou d'une curiosité toute ethnographique pour « la culture » aux deux sens du terme – « ce qu'ils disaient », « comment ils vivaient » – du monde étudiant. D'autres y voyaient surtout l'occasion de conquêtes plus matérielles : occuper un « territoire cultivé » [« On couchait à la fac » (Charly), « à l'Odéon » (Henri)], investir « le milieu bourgeois » et profiter de son confort. D'autres enfin, une opportunité inhabituelle de « draguer des étudiantes » : à la fois parce que l'« ouverture politique » du milieu étudiant élargissait l'es-

3. Cf. en particulier, Gérard Mauger et Claude Poliak, « La politique des bandes », *Politix*, n° 14, 1991, p. 27-43 (repris pour partie in Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, op. cit., p. 93-122) et Claude F. Poliak, *La vocation d'autodidacte*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992. Sur les problèmes d'interprétation de ces « témoignages », cf. Gérard Mauger, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n° 6, décembre 1991, p. 31-43 (repris pour partie in Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, op. cit., p. 37-52).

4. Les collèges d'enseignement général constituaient jusqu'en 1975, l'enseignement secondaire court, massivement fréquenté par les enfants des classes populaires.

5. Cf. Entretien dans la rubrique « Paroles » de ce numéro.

6. Il va de soi que cet échantillon de six informateurs n'a pas la moindre prétention à la représentativité. Mieux vaut néanmoins une enquête limitée que pas d'enquête du tout...

pace des rencontres possibles et parce que leurs ressources physiques et morales (force et virilité) ordinairement dévaluées se trouvaient « politiquement revalorisées ».

Inversion et détournement

En livrant aux sociologues une représentation d'eux-mêmes plus proche du « casseur » que du militant, en dénonçant ou en prévenant toute interprétation politique de leur participation à des activités politiques, tout se passe comme si les enquêtés incitaient le sociologue à mettre en évidence la méprise des étudiants, des intellectuels, des « bourgeois gauchistes ». Mais, l'intérêt ainsi focalisé sur l'allodoxia risque de détourner l'attention de deux autres aspects de leur participation aux activités politiques de la période considérée : son caractère festif, carnavalesque et l'indignation politico-morale qui affleurent sur d'autres versants des mêmes récits. S'il est vrai que leur participation aux activités politiques de l'époque est parfois décrite comme une simple distraction, un passe-temps qui rompt la monotonie des occupations ordinaires [« *Se battre entre bandes, ça devient lassant* », (Charly)] une activité collective gratuite [« *Tous les mecs du quartier, ils venaient parce qu'on faisait des trucs ensemble* » (Gaston)], elle est plus souvent relatée comme un moment d'exception. Le plaisir ordinaire du combattant dans les bagarres se trouve redoublé dans le cadre des manifestations par la franchise des combats avec la police [« *Tu es sûr de ne pas te faire piquer* » ; « *C'est le seul endroit où tu peux te défouler* », « *Tu peux te bouffer du poulet, ça fait du bien !* » (Charly)]. L'affrontement avec la police, habituellement impossible ou dangereux, devient non seulement possible (parce que moins risqué), mais quasi licite, autorisé, légitimé, encouragé : la situation ordinaire est inversée. De façon générale, la participation des jeunes des classes populaires aux activités politiques de l'époque est aussi présentée comme une inversion exceptionnelle de la vie ordinaire. Le « monde des autres » où ils ont pu pénétrer est décrit comme l'envers du monde vécu, « *le milieu bourgeois* » comme l'opposé du « *côté travailleurs, où c'est pauvre, où c'est triste* » (Gilles), les étudiants, comme l'inverse des « *jeunes qui essayent pas*

de s'ouvrir » et « *où ça pisse pas loin* » (Jean-Paul). Au thème de l'inversion se conjugue celui du détournement : les rencontres « étudiants-ouvriers » sont présentées comme des occasions de beuveries, de ripailles et de gaudriole. Ils changent les paroles de l'Internationale, hurlent des slogans « *qui n'ont strictement rien à voir* » (Gaston), se déguisent, chantent, font les fous [« *Les politicards, j'en avais rien à foutre ! C'est surtout que c'était un éclatement !* » (Jean-Paul) ; « *Ça a été le délire ! La politique j'en avais rien à secouer* » (Henri)]. Bref, « *c'était plus la fête que politique* » (Henri). L'homologie est manifeste entre « la fête », « le jeu de la folie » décrits par Henri et le carnaval analysé par Bakhtine⁷ comme « la seconde vie du peuple basée sur le principe du rire » : « La fête devenait en l'occurrence la forme que revêtait la seconde vie du peuple qui pénétrait temporairement dans le royaume utopique de l'universalité, de la liberté, de l'égalité et de l'abondance [...]. L'aliénation disparaissait provisoirement [...]. Cette élimination provisoire, à la fois idéale et effective, des rapports hiérarchiques entre les individus créait sur les places publiques un type particulier de communication impensable en temps normal [...]. Le second monde de la culture populaire s'édifie, dans une certaine mesure, comme une parodie de la vie ordinaire, comme « un monde à l'envers » [...]. Dans le grotesque populaire, la folie est une joyeuse parodie de l'esprit officiel, de la gravité unilatérale, de la « vérité » officielle. C'est une folie de fête ».

Une « autre façon de fonctionner politiquement »

Restent ces fragments de récits qui invitent à s'interroger sur le sens « proprement politique » que certains semblent accorder parfois à leur contribution à des activités politiques : qu'il s'agisse de leur participation « combative » à des manifestations ou de leur militantisme ordinaire dans les organisations politiques. L'adhésion à une organisation politique (en l'occurrence, les Jeunesses communistes⁸) et le militantisme politique organisé sont décrits par ceux qu'ils concernent comme un moment obligé de la socialisation de certains jeunes des classes populaires : Gaston dont le père était au parti communiste, « *y entre par l'intermédiaire de*

7. Mikhaïl Bakhtine, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Paris, Éditions Gallimard, 1970, p. 16-49.

8. Plus précisément le Mouvement des jeunes communistes de France, plus couramment appelé simplement JC.

sa sœur » ; Henri, élevé dans un univers communiste (son père militait au parti communiste, sa mère à la CGT, tous les professeurs du collège d'enseignement général étaient « de gauche »), adhère aux Jeunesses communistes à 13 ans. Racontant l'un et l'autre leur adhésion comme la conséquence « naturelle » d'un héritage familial et d'un univers de socialisation, l'un (Gaston) la décrit comme « une façon de sortir de chez lui », « de s'occuper », sans réelle intériorisation du sens politique supposé de cette adhésion, concédant toutefois que « ça le branchait plus que les curés » ; l'autre (Henri) explique, à l'inverse, comment il a intériorisé précocement le vocabulaire et les schèmes de pensée politique qui ont cours dans cet univers politique local (« Je pouvais discuter politiquement de n'importe quoi avec n'importe qui »). En fait, parce que, dans les organisations de base du parti communiste (« Pour moi, le PC, c'était tout petit, c'était les gens que je connaissais », dit Henri), « la politique » se mêle étroitement aux formes de sociabilité ordinaires (« On faisait partie d'une équipe de football du collège, mais on était branchés politiquement »), Gaston et Henri représentent deux pôles opposés d'un univers communiste de base destiné aux jeunes, à la fois organisation politique et patronage, dont l'un ne perçoit guère que le patronage, alors que l'autre y a acquis une conception de la politique ancrée dans la vie quotidienne (« Demander des stades ou des maillots gratuits, ça me paraissait un truc évident »), mais sans réelle solution de continuité d'un pôle à l'autre. La négation de tout sens politique de leur participation aux activités militantes ordinaires (celles des JC en l'occurrence) apparaît alors comme un cas-limite. Or, de même que se font jour des degrés, d'un interlocuteur à l'autre, dans l'apolitisme déclaré de leur participation à des activités présumées politiques, on peut mettre en évidence des variations du sens déclaré des pratiques d'une séquence à l'autre du récit d'un même informateur : « J'étais super-branché politiquement » déclare Henri évoquant l'époque où il était à 13 ans membre des JC alors qu'il se décrit (comme d'autres) en mai 68 et après « complètement à côté de la plaque politique ». Peut-être s'agit-il d'une contradiction dont il faudrait rendre compte en fonction de la situation d'enquête ou d'une dépolitisation consécutive à une politi-

sation précoce, mais il se pourrait aussi que cette antinomie ne soit qu'apparente et que l'apolitisme proclamé (« La politique comme elle était balancée, ça ne me plaisait pas », dit Jean-Paul) ne soit que l'autre face de la politisation déclarée (« J'étais super-branché politiquement »). D'autres aspects de certains récits (dont celui d'Henri) tentent, en effet, d'explicitier « une conception de la politique » qui incite à voir dans ces contradictions les deux faces d'une même pratique. À la théorie, à l'analyse, à la réflexion, ils opposent « une autre façon de fonctionner politiquement » (Henri). « C'était vachement viscéral tous mes trucs politiques », dit Henri, ou encore : « J'arrive pas, à partir d'une analyse politique, à faire des choses politiques ». À une conception rationnelle, intellectuelle, théorique, de la politique et de l'engagement politique (celui des intellectuels tel qu'ils le perçoivent), ils opposent une conception émotive, affective, sensitive. L'indignation morale ressentie corporellement (« J'avais les boules », « J'avais les glandes », disent-ils aussi), n'est pas nécessairement absente de leurs pratiques « politiques » : « Des fois, ils venaient aux manif pour se battre ou pour draguer, mais des fois peut-être qu'ils le sentaient un peu aussi », dit Henri⁹. On comprend alors que, ressentie affectivement, émotionnellement, corporellement, l'indignation morale puisse s'extérioriser dans le même registre corporel, sans nécessairement s'exprimer verbalement (en tout cas dans le registre politique) : « l'insupportable, il était au bout des doigts » ; « Taper sur un flic ça résout peut-être pas le problème, mais au niveau viscéral, y'a un truc : tu arrives bien à faire juxtaposer les deux choses », dit Henri. C'est aussi pourquoi, « ils ne gueulaient pas les slogans » : non seulement parce que les mots d'ordre leur semblaient souvent inintelligibles, mais peut-être surtout parce que ces manifestations verbales n'exprimaient rien d'une indignation corporellement ressentie (« l'envie de cogner »). Ainsi peut-on comprendre que Jean ne puisse pas expliquer pourquoi « c'était l'action qu'il recherchait », sans pourtant qu'il s'agisse pour lui de « l'action pour l'action » (« n'importe quoi ») : à l'émotion corporelle répond, sans qu'il soit plus nécessaire de se l'expliquer que de l'expliquer, l'action corporelle qui, restée inexpliquée sinon inexplicable, n'est pourtant pas « n'importe quoi ». L'homologie développée

9. Dans cette perspective, cf. Christophe Gaubert, « Badauds, manifestants, casseurs. Formes de sociabilité, ethos de virilité et usages des manifestations », *Sociétés contemporaines*, n° 21, mars 1995, p. 103-118.

par Henri entre le sens politique et le sens du jeu (sur un terrain de football) exprime sans doute au plus près « *cette autre façon de fonctionner politiquement* » : « *Quand je joue au foot par exemple, pareil que quand je fais de la politique, j'arrive pas à théoriser des actions. C'est-à-dire qu'on m'envoie la balle et tout d'un coup c'est ce qu'on appelle l'illumination [...]. À un moment donné [on] pense plus qu'avec son corps [...]. Je sentais le truc qu'il fallait faire tout de suite !... [...]. À des moments, j'arrivais : paf !* » (le ballon dans le but, ou, comme il dit ailleurs, « *le pavé en pleine gueule* »). En d'autres termes, l'*ethos* incorporé s'exprime, en dehors de tout passage de l'*ethos* au *logos*, dans une *praxis* toute corporelle. Ainsi comprend-on que ces pratiques puissent être tour à tour décrites comme « apolitiques », si ne sont politiques que celles qui sont exprimées ou exprimables dans le vocabulaire politique, ou « politiques », si sont aussi classées comme telles, celles où s'expriment « le sens politique » des jeunes des classes populaires analogue à leur « sens du jeu », une forme particulière de « sens pratique »¹⁰. ■

10. Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 111-112.

Marginalité, « bonne volonté culturelle » et « bohème populaire »

GÉRARD MAUGER
CLAUDE POLIAK

1. Cf. dans ce numéro, Gérard Mauger et Claude Poliak, « Des ouvriers au quartier Latin ? ».
2. De façon générale, l'adhésion à telle ou telle unité de base « gauchiste » (maoïste, trotskiste ou anarchiste) devait sans doute plus à l'état de l'offre politique locale qu'à des « choix idéologiques » (quitte à les rationaliser ultérieurement).
3. Pierre Hamp, *Il faut que vous naissiez de nouveau*, Paris, Éditions Gallimard, 1935. Marie, interviewée par Nicolas Daum, étudiante en physique à l'ENS en mai-juin 68, dit à peu près la même chose : « Il y avait en nous ce désir d'équilibrer travail intellectuel et travail manuel » (*in* Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 249).
4. Bernard Pudal et Jean-Noël Retière, « Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel », *in* Dominique Damamme *et al* (dir.), *mai-juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2008, p. 207-221.

Les manifestations étudiantes de mai-juin 68 ont pu être une opportunité, sinon de « décloisonnement social », du moins de rencontres sans lendemain entre étudiants et jeunes des classes populaires¹. Mais on peut s'interroger aussi sur d'éventuelles rencontres moins éphémères dans le cadre d'unités de base « gauchistes » de toutes obédiences². Les données disponibles sur leur composition sociale sont rares : elles semblent néanmoins valider l'idée d'une relative diversité. Quelques hypothèses peuvent être alors formulées pour rendre compte de la présence de jeunes (ou moins jeunes) « travailleurs », tenter de restituer leur expérience de ces rencontres et s'efforcer d'en identifier les effets sur leurs protagonistes (« étudiants » et « ouvriers »). Ces espaces de sociabilité politique ont-ils engendré des êtres sociaux « hybrides », « *tragelaphos* » (« bouc-cerf ») comme dit Platon – mi-intellectuels, mi-travailleurs – qui auraient enfin réalisé l'espérance de former des « hommes complets » portée par les universités populaires du début du xx^e siècle (« devenir en même temps lettré et habile ouvrier nous semblait le bonheur harmonieux »³) ? Ont-ils suscité des « conversions », « des transferts » dans tous les sens du terme, des inflexions de trajectoires biographiques ? En d'autres termes, quelle portée sociologique attribuer à la métaphore biologique du « métissage »⁴ ? Quelles sont les propriétés des uns et des autres susceptibles d'être empruntées et appropriées, de part et d'autre d'une frontière sociale, ordinairement étanche, mais devenue relativement perméable dans la conjonc-

ture de mai-juin 68 et des quelques années qui suivirent ? Quels sont les échanges possibles de manières de voir et de penser, d'être et de faire, inscrites dans les *habitus* ?

La rareté des sources

Dans les très nombreuses publications consacrées aux événements de mai-juin 68 qui s'échelonnent depuis 40 ans, avec les temps forts des commémorations décennales, les « militants de base » sont à peu près absents. Faute d'enquêtes sur la participation des « anonymes », quelques figures, plus ou moins héroïsées et supposées idéal-typiques – le postier homosexuel de *Camarades*⁵, l'ouvrière de *La reprise du travail aux usines Wonder*⁶, etc. – sont régulièrement mobilisées pour produire des « effets de réel » dans telle ou telle interprétation du « sens » des événements : « la prise de parole », « la révolte anti-autoritaire », etc. Pour ébaucher une analyse des effets du décroisement social « à la base », on utilisera ici des données issues de l'enquête menée par Nicolas Daum sur le Comité d'action des iiiie arrondissements⁷, celles – provisoires – d'une enquête esquissée sur le Secours Rouge du xviii^e arrondissement dont nous avons été des militants actifs, celles enfin d'un ensemble d'enquêtes sur les jeunes des classes populaires réalisées entre 1973 et la fin des années 1970⁸, puis à la fin des années 1980⁹.

Contre « l'histoire *people* »¹⁰ de *Génération*¹¹, l'intention de Nicolas Daum était de « donner la parole à la base », à des anonymes, en l'occurrence aux militants retrouvés d'un Comité d'action qui comptait environ 100 participants réguliers en mai-juin 68 et une vingtaine ultérieurement : il a réalisé 19 entretiens en 1988, puis en 2007. Malheureusement, les données socio-démographiques (âge, origines sociales, parcours scolaires, etc.) sont souvent imprécises et/ou lacunaires et la représentativité de la monographie est vraisemblablement biaisée par une sur-représentation des juifs d'Europe centrale.

Le Secours rouge du xviii^e arrondissement, créé en 1970¹², dont les effectifs n'ont pas cessé de croître jusqu'à une autodissolution inattendue (constatée plus que décidée) lors de l'été 1972, a compté jusqu'à une centaine de militants (se

5. Yves Jeuland, *Camarades. Il était une fois les communistes français 1944-2004*, documentaire primé FIPA d'argent en 2004.
6. Jacques Willemont, *La reprise du travail aux usines Wonder*, tourné le 13/6/1968, à la base du film *Reprise* de Hervé Le Roux, 1996.
7. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit.
8. Gérard Mauger et Claude Fossé, *La vie buissonnière. Marginalité petite bourgeoise et marginalité populaire*, Paris, Librairie François Maspero, 1977 et Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Éditions Belin, 2006.
9. Claude F. Poliak, *La vocation d'autodidacte*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992.
10. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 10.
11. Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, 1. *Les années de rêve*, 2. *Les années de poudre*, Paris, Éditions du Seuil, 1987, 1988.
12. Bernard Brillant, « Intellectuels et extrême-gauche : le cas du Secours Rouge », *Lettre d'information n° 32*, Séminaire « Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie », séance du 18 mai 1998.

13. Gauche Prolétarienne (GP), groupe maoïste issu de l'UJCml, dirigé par Benny Lévy (ENS) et dont la branche armée (NRP, Nouvelle Résistance Populaire) était dirigée par Olivier Rolin (ENS). La « direction » du Secours Rouge xviii^e était incarnée par un groupe de jeunes femmes des professions intermédiaires qui faisaient ici l'expérience de l'exercice du pouvoir, ultérieurement converties du maoïsme au féminisme.
14. Marie-Claire Lavabre et Henri Rey, *Les mouvements de 1968*, Paris, Firenze, Casterman, Giunti, 1998, p. 88.
15. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 137 et 141.

scindant alors en trois groupes distribués dans l'arrondissement). Cette unité de base était placée sous la direction de fait de militant(e)s maoïstes de la Gauche prolétarienne¹³.

Nos enquêtes sur le « refus du travail » chez les jeunes ouvriers, sur « le monde des bandes » et sur les ouvriers ou employés autodidactes inscrits, de manière dérogatoire, à l'université de Vincennes/Paris VIII, nous ont confrontés à deux catégories de jeunes ouvriers et employés que leurs dispositions – « humeur agonistique » et/ou « bonne volonté culturelle » – avaient conduits à rencontrer des étudiants « soixante-huitards ». On ne reviendra pas ici sur la participation de jeunes travailleurs aux manifestations étudiantes, mais on s'intéressera surtout à ceux qui, étrangers à un anti-intellectualisme assez répandu dans le monde ouvrier « traditionnel », ont vu dans le décroisement social induit par les événements de mai-juin 68 une opportunité de « *s'ouvrir* ».

La morphologie sociale des « unités de base »

S'il est vraisemblable qu'« à l'exception [...] de quelques situations particulières [...], les contacts entre ouvriers et étudiants sont [restés] limités à des rencontres à la porte des entreprises et à la participation, marginale, de groupes de jeunes ouvriers aux manifestations étudiantes »¹⁴, les données disponibles indiquent que, dans l'immédiat après-mai 68, un certain nombre d'unités de base n'étaient pas exclusivement constituées d'étudiants ou d'intellectuels.

Dans le Comité d'action étudié par Nicolas Daum, il y avait, certes, beaucoup d'intellectuels (étudiants, enseignants, ingénieurs) et aucun ouvrier, mais un certain nombre de jeunes salariés (aide-comptable, aide-chimiste, employé de banque, petits boulots, chômage) : « *Pour un CA «étudiants-travailleurs», il y avait beaucoup d'étudiants et pas beaucoup de travailleurs... Ça m'ennuyait un peu [...]. Il y avait un débat d'idées formidable, on touchait un petit peu à tout et c'était quand même très formateur... mais je n'étais pas spécialement heureuse parce que le comité d'action ne connaissait pas la classe ouvrière... il en parlait sans la connaître* » (Françoise, employée au Crédit foncier¹⁵). On y relève également la co-existence de deux

générations - quelques quaranténaires et des « jeunes » - et des « héritages familiaux » qui ne sont sans doute pas étrangers aux dispositions à la contestation de l'ordre social - familles juives résistantes (6 sur 19), familles antifascistes espagnoles (3), familles comptant au moins un militant communiste (4).

La composition sociale de ce comité d'action, d'orientation « libertaire », ne semble pas très différente de celle du Secours rouge XVIII^e « tenu » par la Gauche prolétarienne, sinon par la présence de quelques rares ouvriers. On a ainsi pu identifier : 4 chercheurs en sciences sociales, 1 consultant, 1 attachée de presse, 1 réalisateur de cinéma, 1 informaticien, 4 professeurs de l'enseignement secondaire, 3 instituteurs, 1 technicienne de laboratoire, 1 photographe, 3 étudiants, 5 secrétaires, 1 libraire, 1 dessinateur industriel, 2 étudiants établis, 1 mécanographe, 1 magasinier, 3 anciens maçons, 3 ouvriers (dont 1 électricien et 1 plombier).

Les termes de l'échange

Dans les entretiens réalisés par Nicolas Daum, ce sont les employés qui évoquent leur découverte des intellectuels, de la culture, etc.¹⁶, alors que la découverte du monde ouvrier par les intellectuels ne semble pas avoir laissé beaucoup de traces. Ce sont, d'ailleurs, des jeunes travailleurs qui évoquent l'ouvriérisme des intellectuels : « *Tes parents étaient ouvriers ? - Oui, à l'époque, ça faisait bien. En 68, on était très ouvriériste. [...] En tant que fils d'ouvrier, j'étais très à l'aise. [...] S'il n'y avait pas eu 68, je me serais senti peut-être moins à l'aise dans le milieu étudiantin* » (René, lycéen, fils d'ouvrier¹⁷). Comment rendre compte de cet écart ?

Dans le « travail de quartier » des unités de base (qu'il s'agisse d'alphabétisation dans les foyers immigrés ou d'occupations de maisons vides), la « classe ouvrière » rencontrée par « les intellectuels » était presque toujours circonscrite à ses fractions les plus démunies (travailleurs immigrés), donc aussi les plus éloignées d'eux-mêmes : s'il y a bien eu découverte du « monde des autres », de chaque côté de la « frontière de classe », l'échange était à sens unique¹⁸. Par ailleurs, si la « force de combat » de certains jeunes travailleurs était une ressource reconnue, valorisée et mobilisée dans les

manifestations ou des « opérations à risques » (d'intervention policière) par les « intellectuels gauchistes », elle perdait toute valeur dans les innombrables et interminables palabres des réunions de quartier, lieux par excellence de « la prise de parole », même si, à l'occasion, une approbation extorquée pouvait valider le caractère « prolétarien » de la ligne défendue par tel ou tel ténor local ou attester le caractère « petit-bourgeois » de la ligne combattue. En fait, seule valait, dans cet univers militant, leur identité nominale de « prolétaires », d'« ouvriers », de « travailleurs ». Elle attestait, par leur présence (même muette), la réalisation du mot d'ordre « Étudiants, ouvriers, tous unis ! », l'élargissement de « la base de masse » aux classes populaires.

Quant aux « intellectuels », en dépit - au moins dans le cas des maoïstes de la GP - d'un « anti-intellectualisme d'intellectuels », ils étaient néanmoins perçus comme détenteurs d'un capital culturel attesté par leurs diplômes et/ou leurs fonctions professionnelles, directement perceptible dans leur savoir-faire (oral - « prendre la parole » - et écrit - rédiger un tract) et accrédité par leur fréquentation du cercle dirigeant de la rue d'Ulm. Cette représentation commune suscitait chez « les travailleurs » présents des réactions ambiguës où l'intimidation et l'admiration pouvaient basculer dans la disqualification d'une « frime de bourge » et/ou « d'intellos », en fonction d'une inégale « bonne volonté culturelle » correspondant elle-même à des parcours scolaires différenciés. Fascinés par l'aisance dans l'usage de la parole et de l'écrit et par les connaissances des « intellos », les jeunes ouvriers ou employés sont condamnés au mutisme, à l'esquive et aux fonctions d'exécution (tirage des tracts, collages, etc.). « *Je me retrouvais avec des gens que je n'avais jamais côtoyés, des gens qui n'avaient pas la même formation que moi, qui avaient fait des études supérieures. [...] J'étais dans un milieu où on ne connaissait pas les intellectuels. Là, par contre, subitement, je me suis retrouvé avec un type de personnes qui a priori peut faire peur. [...] Pour moi, les intellectuels c'était des gens inapprochables déjà et, si tu arrivais à les approcher, inabordable. [...] En AG, j'étais en présence de gens qui racontaient des choses, qui les disaient bien, j'étais assez attiré par ce groupe qui dirigeait, comme c'était ouvert, j'y allais et je*

16. Les femmes, dominées chez les dominants, ont eu parfois une expérience homologue : « difficulté à prendre la parole », etc.

17. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 239-240.

18. Exception faite du cas des « établis » : cf. Erik Neveu, « Rétablir les établis », dans ce numéro.

passais mes soirées là-bas. Et comme il y avait plein de trucs matériels à assumer (il fallait tirer les tracts, etc.), moi, j'ai investi au niveau de faire tourner la machine » (Antoine, aide-chimiste, cours du soir au CNAM¹⁹). L'accueil réservé aux membres des classes populaires par les intellectuels qui leur offraient la possibilité (ou la quasi-obligation) de « s'exprimer » – déniaient ainsi les mécanismes de la domination culturelle – ne les mettait pas pour autant à l'abri de effets de la domination : « Ils étaient culpabilisants. Ça n'était pas méchant : ils rentraient dans un grand débat pour t'expliquer que, eux, ils avaient été à l'école, pas toi, mais que tu étais comme eux et qu'on était tous les mêmes. Tu vois le truc qui est destiné à te mettre à l'aise et qui t'écrase encore plus » (Antoine²⁰). Françoise, employée au Crédit Foncier, évoque également sa « peur de parler »²¹ : « Je n'osais pas trop prendre la parole parce que beaucoup de gens me faisaient peur. [...] Comme il y avait des étudiants ou des intellectuels j'ai eu le sentiment de beaucoup m'écraser... je ne m'exprimais pas beaucoup, parce que j'avais l'impression que ce que j'avais à dire c'était peut-être moins intéressant que ce qui se disait, que je ne savais peut-être pas m'exprimer ». Et on retrouve la même expérience dans le récit de Gilles (15 ans en 1968, exclu du collège d'enseignement général en cinquième, manutentionnaire) : « Ce qui me faisait chier avec les intellos à ce moment-là, c'est que c'était difficile de discuter parce que tu n'avais aucune base derrière, tu n'avais rien, tu n'avais que tes mots et tu sentais que ça ne passait pas et que tu étais incapable de comprendre, alors il fallait essayer, il fallait lire, discuter... ».

« Marginalité » et « bonne volonté culturelle »

Comment comprendre dans ces conditions que des interactions prolongées aient pu se nouer entre intellectuels contestataires et jeunes de classes populaires dans le cadre d'unités de base gauchistes ? Les jeunes travailleurs qui ont tenté de se faire « adopter » par des intellectuels « contestataires » et, dans certains cas, de les suivre dans les péripéties « contre-culturelles » qui ont succédé à la période « gauchiste »²², avaient des caractéristiques sociales particulières qui les distinguaient de leur univers d'origine et qui per-

mettent de rendre compte de cette rencontre. Ceux qui s'y engageaient trouvaient des bénéfiques qui contrebalançaient la domination qu'ils y subissaient et/ou disposaient de ressources qui étaient au principe de cet investissement²³.

Schématiquement, on peut distinguer deux cas de figure. D'une part, celui d'un sentiment de singularité fondé sur le caractère inhabituel de la trajectoire empruntée et des dispositions intériorisées : « marginaux », pas ou mal insérés dans le monde du travail, dont la « révolte » pouvait être interprétée dans un registre politique. « Quelques mois avant mai 68, j'étais rentré en France déprimé : huit à dix ans de route, de néant, de nihilisme à la petite semaine [...] Et puis boum ! La fête ! Pour moi ça a été l'ivresse, de découvrir, très vite, dès les premiers jours, que d'autres, beaucoup d'autres étaient paumés autant que je pouvais l'être » (Michel, exclu du collège en cinquième²⁴). Ces jeunes travailleurs marginaux ont trouvé dans ces rencontres l'opportunité d'une réhabilitation symbolique et/ou l'occasion de rompre avec diverses formes de déviance : « Je dis toujours que les militants, ce sont des gens qui m'ont sorti de la délinquance, j'ai pas été au bout du parcours, je me suis arrêté juste à temps » (Lucien, fin de scolarité en classe de 3ème, formation professionnelle des adultes aide-comptable, mécanographe, comptable, délégué CGT, puis DEA de sociologie²⁵).

D'autre part, le cas de trajectoires scolaires interrompues ou d'une fréquentation assez prolongée du système scolaire pour y avoir intériorisé « la bonne volonté culturelle » qui était au principe de leurs efforts d'assimilation. Ceux-là ont trouvé dans ces lieux « ouverts » prêts à les accueillir des occasions de rencontres initiatrices et formatrices qui ont pu se traduire par des entreprises de « rescolarisation »²⁶. Parmi les enquêtés de Nicolas Daum, 2 suivent des cours du soir au Cnam et à la Sorbonne, 3 vont reprendre des études à la Sorbonne, à Jussieu, à Vincennes. Celles et ceux qui n'ont pas abandonné leur emploi (d'ouvrier ou d'employé) ont pu utiliser ces acquis dans le syndicalisme : « Le comité d'action m'a tout de même apporté énormément de choses : il y avait des personnalités extraordinaires... quand on a repris le boulot après mai 68, ce n'était plus comme avant [...] Ça a duré plusieurs années... j'ai pris du galon à la CGT et j'ai pris de l'assurance... » (Françoise²⁷).

19. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 55, puis p. 50-51.

20. *Ibid.*, p. 59.

21. *Ibid.*, p. 138.

22. Sur la distinction et les rapports entre « gauchisme politique » et « gauchisme contre-culturel », cf. Gérard Mauger, article « Gauchismes », in Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Le siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au xxe siècle*, Paris, Larousse, 1999, p. 233-235.

23. Sur la base des sources disponibles, il semble que les ouvriers, fils d'ouvriers, travaillant en usine aient été quasiment étrangers à ces rencontres prolongées.

24. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 86.

25. Cf. Entretien dans la rubrique « Paroles » de ce numéro.

26. Cf. Claude F. Poliak, *La vocation d'autodidacte*, op. cit.

27. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 141.

« Bonne volonté culturelle »

« Les études, c'est resté comme une vieille frustration, qui ne s'est assouvie qu'après 68, à la fac de Vincennes » (Michel).

« Les étudiants que je connais, c'est vraiment des gens intéressants au niveau de la discussion... Parce que t'en as, même des ouvriers, qui sont pas du tout intéressants... Je sais pas si c'est... comment dire ?... J'ai l'impression qu'il y a beaucoup d'ouvriers qui cherchent pas à s'ouvrir, qui cherchent pas à lire... Moi j'ai vu, même étant crevé, j'ai lu tout un tas de bouquins, j'essaye de me tenir à jour... » (Jean-Paul, 19 ans en 1968, CAP d'électro-mécanicien, électro-mécanicien).

« C'était d'autres gens, la plupart c'était des intellos, des trucs comme ça. Moi, je l'étais pas du tout, mais ça me passionnait vachement ce qu'ils disaient, leur monde, leurs trucs, comment ils vivaient, tu vois ? C'était un monde que je ne connaissais pas du tout et ça me fascinait vachement, ça me paraissait séduisant, alors que ça ne l'était pas plus que le mien, mais ça me paraissait autre chose. Alors je suis rentré dedans, pour voir » (Henri, 16 ans en 1968, BEP d'électro-mécanique, électro-mécanicien).

« Au départ, j'aurais toujours voulu apprendre une certaine culture et je suis resté toujours ancré dans cette idée-là et donc je me sentais revalorisé quand je voyais un intellectuel, dans une ambiance d'intellectuels. Je me disais : « Je suis plus qu'un balayeur de rue », tu vois ce que je veux dire ? [...] J'avais envie de connaître un peu le milieu étudiant et puis il n'y avait que ce milieu qui bougeait à ce moment-là. Nous on était enfermés dans nos schémas classiques, revendications, gnangnan. Alors on s'est barrés un petit coup du côté des étudiants [à Nanterre]. On cherchait à comprendre et c'est là que j'ai commencé à sortir avec des gars et des filles de Nanterre, c'est là que je suis sorti avec une fille de Nanterre. C'était assez dur parce que moi, la psycho j'y connaissais rien, il a fallu que je m'amuse à lire de la psycho, parce que je voulais savoir ce que c'était... Il a fallu du temps, oh, la vacherie ! C'est assez abrupt comme truc. Tu sors de ton usine et essaye de lire Freud ou Reich, tu vas voir ce que ça donne !... Alors je m'y suis mis et ça n'a

pas trop mal marché ! [...] Dans une certaine mesure c'est les filles qui m'ont vachement aidé là-dessus, parce qu'à chaque fois ça s'est fait par une période nana et comme je suis beaucoup sorti avec des intellos, y en a beaucoup qui m'ont aidé... Si de moi-même comme autodidacte j'avais essayé de prendre un bouquin et de comprendre tout ça, ça n'aurait jamais marché. Tandis qu'avec ces nanas, elles m'ont rendu un service pas possible!... » (Gilles).

De façon générale, il semble donc que les jeunes des classes populaires qui fréquentaient, plus ou moins assidûment, les « intellectuels gauchistes » avaient soit « un *habitus* atypique », une singularité réelle ou supposée, mais revendiquée, de la trajectoire empruntée et des dispositions intériorisées, soit un capital culturel plus élevé que la moyenne et la « bonne volonté culturelle » correspondante (étant entendu que la « marginalité » n'exclut pas toujours des dispositions culturelles frustrées).

La « bohème populaire »

C'est dire que, si « métissage » il y a eu, il fut à sens unique, prenant la forme d'une « intellectualisation » des jeunes des classes populaires que leur bonne volonté culturelle ou leur marginalité disposaient à investir les unités de base gauchistes. Après avoir fait l'expérience de la domination culturelle, ils se sont approprié des éléments de culture « gauchiste » et surtout – ultérieurement – de « contre-culture ».

Celles et ceux qui ont « décroché » ou qui vivaient déjà de « petits boulots » ont souvent accompagné « l'aventure contre-culturelle », dans les communautés urbaines ou rurales²⁸ : « En peu de temps je côtoie des gens que je mythifiais peut-être un peu et je fais plus que les côtoyer, je vis un peu avec eux, je les vois un tout petit peu vivre. En peu de temps, je découvre plein de trucs. Je découvre les problèmes de lutte d'émancipation des femmes, ça ne m'avait jamais effleuré. [...] C'était nouveau, mais je le vivais bien. [...] En très peu de temps j'ai découvert plein de choses »

28. Gérard Mauger, « Les communautés : une position sociale inédite », *Nouveaux Regards*, n° 40-41, avril-mai 2008,.

(Antoine²⁹). Même conversion au « féminisme » d'un ex-loubard : « *Les répercussions ? Parlons d'un problème particulier : les bonnes femmes, je ne les considérais plus comme des connes, déjà ! Ça, ça m'a beaucoup aidé !...* » (Jean-Pierre). Mais ces conversions « contre-culturelles » n'impliquaient pas pour autant les possibilités de reclassement qu'elles ouvraient aux mieux dotés scolairement et socialement : « *Je le dis toujours, notre génération, on s'est fait piéger du début à la fin. Moi, j'ai des copains qui ont été militants, ils se sont foutus en l'air. Quelque part, les gens ont été piégés par les intellectuels, par les meneurs qui les ont emmenés et au moment où les gens étaient vraiment partis, eux, ils se sont barrés ! Il y a eu de sacrés déchets et ils ont une sacré responsabilité...[...] Pour certains, c'était pas grave, ils allaient élever des moutons dans les Alpes, mais pour d'autres ça a été vraiment très grave...* » (Lucien).

Voués aux emplois précaires déqualifiés, mais porteurs de dispositions « cultivées » et « allergiques au métro-boulot-dodo », ces jeunes des classes populaires ont été les inventeurs de la « bohème populaire », version prolétarisée du style de vie « bohème » d'une « petite bourgeoisie nouvelle » en construction³⁰ : « de passage » dans les communautés, ils s'y sont initiés à la contre-culture et ont été les vecteurs de l'importation de la consommation de drogues chez les jeunes des classes populaires³¹. Dans l'*hexis* corporelle « cool », dans le détachement affiché des contingences matérielles, dans un langage émaillé d'expressions empruntées au lexique des intellectuels contestataires, dans les valeurs revendiquées sinon pratiquées (écologie, féminisme, antiracisme, non-violence, pacifisme, etc.), dans les pratiques culturelles et les goûts artistiques déclarés (littérature, peinture, sculpture, théâtre, danse, musique, « d'avant-garde ») comme dans la prédilection pour les savoirs ésotériques et les drogues douces ou dures ou encore dans l'euphémisation (« la fauche »³²) et/ou l'idéologisation (« la récupération ») de la délinquance, on peut reconnaître une version prolétarisée du style de vie propre à la bohème intellectuelle et artistique³³. ■

29. Nicolas Daum, *Mai 68 raconté par des anonymes*, op. cit., p. 56-57.

30. Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, p. 409-431.

31. Cf. Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, op. cit., p. 125-135.

32. Le « Vrai Art Nouveau » selon *Libération* de l'époque.

33. Sur ce sujet, voir Jerrold Seigel, *Paris bohème. Culture politique aux marges de la vie bourgeoise 1830-1930*, Paris, Éditions Gallimard, 1991.

Le mouvement social britannique en 1968

KEITH DIXON
Triangle – Lyon 2

*Paris London Rome Berlin. We shall fight and we will win*¹ titrait en mai 1968 le premier numéro de *Black Dwarf*, journal de la gauche intellectuelle contestataire qui avait repris le nom d'une revue radicale du début du XIX^e siècle, se situant ainsi dans la longue tradition britannique de critique sociale appuyée par les armes de la satire et de la caricature. On trouve dans le comité éditorial des noms qui allaient marquer l'histoire politique et intellectuelle de la gauche britannique au cours des années suivantes. S'y côtoyaient, entre autres, Sheila Rowbotham, future historienne des luttes des femmes, Adrian Mitchell, figure de la scène poétique alternative de Liverpool, Fred Halliday qui devait devenir un des meilleurs spécialistes britanniques du Moyen Orient, ou Tariq Ali, jeune bourgeois pakistanais qui laissera son empreinte d'abord sur le trotskisme britannique (où il deviendra une figure de proue de la 4^e Internationale au sein du *International Marxist Group*), ensuite sur le journalisme politique (pilier de la *New Left Review*, il multipliera des formes d'intervention politique tout au long d'une vie de lutte, du film documentaire au pamphlet érudit). Ce premier numéro du journal a été rédigé pendant les événements de mai en France où *Black Dwarf* avait envoyé un correspondant spécial.

Un an et demi plus tôt, en janvier 1967, les étudiants de la *London School of Economics*, qui protestaient contre la nomination à la direction de l'école d'un universitaire rhodésien, soupçonné de maintenir des liens avec le régime de domination blanche, avaient forcé l'entrée dans l'établissement, organisant une assemblée générale sur place. Dans l'affrontement qui s'en était suivi, les manifestants s'étaient

1. Paris, Londres, Rome, Berlin. Nous lutterons et nous vaincrons.

retrouvés avec un mort sur les bras : le concierge de l'école venu prêter main forte à la direction et terrassé par une crise cardiaque. Pendant les deux années qui ont suivi, l'agitation politique perdue à la LSE, devenue en 1968 un des épicycles de la contestation estudiantine britannique. Car les étudiants de l'institution londonienne hautement sélective ne sont pas seuls. Entre le 28 mai et le 8 juillet 1968, les étudiants des beaux-arts du *Hornsey College of Art* occupent les locaux et exigent de nouvelles pratiques pédagogiques (un des animateurs deviendra beaucoup plus tard ministre du gouvernement de Blair) ; en octobre 1968 ce sont les étudiants de Hull qui prennent le relais en occupant leur faculté. Au cours de cette année-là, les étudiants occupent aussi les locaux universitaires à Coventry, à Brighton et à Colchester.

Peut-on pour autant parler d'un mouvement britannique de la même ampleur que celui qui secouait la France, l'Italie, ou dans un tout autre contexte (montée des luttes contre la ségrégation raciale et du mouvement contre la guerre au Vietnam) les États-Unis ? Sans doute pas. S'il est vrai que certaines organisations de la gauche radicale britannique, comptant beaucoup d'étudiants ou de jeunes universitaires, ont vu le jour en 1968 (*International Marxist Group* et *Institute of Workers' Control* de Ken Coates), leur impact – de toute manière relativement marginal en termes politiques – ne se fera pas sentir avant la décennie suivante. Une des spécificités des luttes estudiantines britanniques en 1968 fut leur caractère très localisé et les origines sociales plutôt bourgeoises des principaux protagonistes. L'agitation se limitait à quelques universités anglaises nouvelles, comme celle de Sussex à Brighton, mais surtout à des institutions de l'élite universitaire, comme la *London School of Economics* ou l'université d'Oxford. Pour la seule année 1968, les effectifs d'un seul groupe de la gauche radicale (*International Socialists – IS*) sont passés de 5 à plus de 300 à Oxford. La grande majorité des institutions universitaires est cependant restée en dehors de la vague de contestation : des régions entières n'ont connu aucune secousse. S'il y a eu une certaine radicalisation de la jeunesse estudiantine britannique, c'est surtout au cours des années 1970, avec un décalage dans le temps par rapport au mai européen, avant

que la crise et l'arrivée de Margaret Thatcher ne sifflent la fin d'une récré qui avait suffisamment duré.

Faisant le bilan de 1968 du point de vue de l'agitation de la jeunesse, l'historien britannique, plutôt conservateur, Dominic Sandbrook n'a pas tort lorsqu'il fait remarquer dans son long ouvrage sur la période, *White Heat* :

« Pour certains historiens, ce qui est remarquable dans les événements de 1968, c'est le contraste entre les événements localisés et à petite échelle en Grande-Bretagne et les bouleversements réels et les effusions de sang en France, par exemple, et aux États-Unis. Comme l'affirme Albert Hirschman, économiste politique américain, la *révolution 1968* n'a pas eu lieu en Grande-Bretagne, ce qui fait d'elle une exception parmi les pays du monde occidental »².

En cela, Sandbrook est rejoint par Tariq Ali, qui dans un récent article dans la revue américaine de gauche, *Counterpunch*, termine son évocation de la situation politique en Grande-Bretagne en 1968, par cette remarque : « Par rapport à ce qui se passait ailleurs, la Grande-Bretagne n'a pas connu d'événement majeur cette année-là : les occupations de facultés et les émeutes à *Grosvenor Square* [contre la guerre au Vietnam] n'ont pas constitué une vraie menace pour le gouvernement travailliste, qui soutenait les États-Unis tout en refusant d'envoyer des troupes britanniques au Vietnam. »³

L'année 1968 serait-elle alors une case vide dans l'histoire de la Grande-Bretagne, un objet non existant pour la réflexion historique comparative ? Peut-être pas. Mais il faut sans doute chercher ailleurs la vraie signification du « tournant » de 1968 dans l'histoire du mouvement social britannique. Alors que les étudiants d'Oxford découvraient le marxisme et la rhétorique révolutionnaire (pour la deuxième fois dans l'histoire de cette auguste institution⁴), et que certains d'entre eux se préparaient à une longue marche qui a démarré avec la lecture de Mao ou de Trotski et se termine aujourd'hui avec le soutien de la politique guerrière de Blair et de Bush⁵, le gouvernement (travailliste) britannique de l'époque ne prêtait pas trop d'attention à la menace révolutionnaire qui grondait derrière les murs d'Oxbridge⁶. Confronté à une crise économique et sociale importante, signalée par une détérioration dans

2. Dominic Sandbrook, *White Heat. A History of Britain in the Swinging Sixties*, Abacus, 2006, p. 543.

3. Tariq Ali, « Storming Heaven » dans *Counterpunch*, 30 avril, 2008.

4. Dans les années 1930, l'université d'Oxford avait déjà connu une radicalisation de certains de ses étudiants proches ou membres du parti communiste de Grande-Bretagne.

5. Le plus connu de ces marxistes oxfordiens devenus les nouveaux thuriféraires de la guerre contre le terrorisme (islamiste, s'entend) est Christopher Hitchens, ancien militant des *International Socialists* et ancien journaliste du *New Statesman*, devenu un des soutiens les plus actifs de la politique de Bush. Un parmi tant d'autres...

6. Terme composé de Oxford et Cambridge, qui renvoie aux deux universités et, souvent, à leur statut intellectuel et social.

la balance des paiements et bientôt par une dévaluation de la livre sterling que le gouvernement travailliste avait tout fait – avec l'appui de l'allié américain – pour éviter, c'est surtout la dimension sociale potentiellement déstabilisatrice de cette crise et la montée parallèle de la contestation ouvrière dans l'industrie britannique qui préoccupaient Harold Wilson et ses ministres pendant l'administration travailliste qui a duré d'octobre 1964 à juin 1970 (ponctuée par des élections législatives anticipées remportées par les travaillistes en mars 1966).

En effet, après une décennie relativement calme sur le front social entre 1945 et 1955, on constate une montée inexorable des luttes ouvrières dans l'industrie britannique à partir du milieu des années 1950 et tout au long des années 1960. Cette tendance s'accélère à la fin des années 1960, au moment où l'économie britannique semble chanceler et les revendications salariales devenir plus insistantes avec la montée de l'inflation. Déjà, pour la seule année 1968, on enregistre officiellement 2 378 conflits de travail et 4 690 000 journées perdues (par rapport à 2 116 conflits et 2 787 000 journées perdues en 1967). En moyenne il y aura 968 journées de travail perdues par 1 000 salariés entre 1968 et 1972 en Grande-Bretagne (par rapport aux 184 journées par 1 000 salariés entre 1963 et 1967 ; en France pendant la même période on a perdu en moyenne annuelle 277 journées par 1 000 salariés). On est loin des chiffres des années 1970, qui ont connu une véritable explosion de la conflictualité au travail en Grande-Bretagne, mais la montée des luttes préoccupe aussi bien les gouvernants britanniques que certaines directions syndicales.

Car non seulement les luttes s'intensifient au cours des années 1960, mais leur caractère change. On observe pendant cette période une augmentation significative des grèves dites « non officielles » ou sauvages (*wildcat strikes*), c'est-à-dire, dans le contexte britannique de l'époque, déclenchées à la base sans l'appui (initial) des directions syndicales. Beaucoup de ces grèves deviennent, bien sûr, « officielles » par la suite lorsque les syndicats décident d'appuyer les revendications de leurs adhérents, mais le fait est que l'on voit émerger au cours des années 1960 et 1970 une nouvelle façon de gérer les revendications ouvrières, prises

en charge par des délégués d'atelier (*shop stewards*) souvent en contradiction avec les accords d'entreprise signés par les directions et les syndicats. Dès les premiers mouvements de ce type, les directions syndicales issues de l'aile droite du mouvement travailliste et les dirigeants travaillistes y verront la main invisible de la subversion politique.

Déjà lors de la grève des marins britanniques de 1966, officielle celle-là puisque conduite par la *National Union of Seamen*, Wilson avait déclaré l'état d'urgence après une semaine de grève (elle devait durer six semaines) et disait y voir l'influence d'« hommes politiquement motivés », autrement dit d'agitateurs communistes. Tout au long des années 1960, les médias britanniques, confortés par des déclarations alarmistes de dirigeants syndicaux, voyaient dans la résurgence des luttes sociales les effets de la subversion communiste. Et pourtant, les quelques études sérieuses qui ont tenté d'analyser les nouveaux mouvements sociaux de cette période et surtout de comprendre l'émergence des délégués d'atelier comme acteurs significatifs des luttes ouvrières, permettent de relativiser assez fortement les propos dénonçant les « meneurs » politiques. Ainsi, Huw Beynon, dans son étude des usines Ford des années 1960⁷, qui avaient vu se construire un formidable réseau de comités de délégués d'atelier, insiste sur le fait que le parti communiste de Grande-Bretagne, effectivement présent dans l'usine de Dagenham, se méfiait des analyses et des pratiques basistes de certains délégués. Il encourageait cependant la mise en place de comités locaux de délégués d'atelier, à côté des structures syndicales officielles mais faisait tout son possible pour que ces comités ne s'opposent pas aux directions syndicales (où le parti communiste espérait avancer ses propres représentants). Dans une étude plus récente, John McIlroy⁸ insiste sur les relations étroites que Bert Ramelson (responsable de l'organisation du parti communiste dans les entreprises à l'époque) entretenait avec certains dirigeants syndicaux et sur sa volonté de voir le parti communiste mieux représenté aussi bien à la base qu'au sommet du mouvement syndical. Volonté pas vraiment couronnée de succès puisque les communistes britanniques continuent, bon an mal an, à camper sur les marges du mouvement ouvrier organisé au cours d'une période qui

7. Huw Beynon, *Working for Ford* (1973), EP Publishing, 1975.

8. John McIlroy, « Notes on the Communist Party and Industrial Organization » in J. McIlroy, Nina Fishman et Alan Campbell, *The High Tide of British Trade Unionism*, Merlin Press, 2007, pp. 216-258.

a vu une explosion d'activité revendicative.

C'est cependant dans ce contexte d'intensification des luttes ouvrières et de la perte partielle de contrôle des directions syndicales que le gouvernement travailliste prend un virage historique. Il met en cause une des grandes traditions syndicales et ouvrières britanniques – leur attachement aux négociations dites « libres » (c'est-à-dire libres de toute interférence gouvernementale) – et s'aventure sur le terrain de la régulation juridique des relations de travail. C'est tout le sens d'un livre blanc, *In Place of Strife* (En lieu et place du conflit) rédigé dans les derniers mois de 1968 par Barbara Castle, toute nouvelle ministre de l'Emploi et de la Productivité, et surtout identifiée à l'époque à l'aile gauche du parti travailliste. Frustré par les conclusions à ses yeux trop timides d'une vaste enquête parlementaire sur les relations de travail sous l'égide de Lord Donovan, qui venait de rendre son rapport final, le gouvernement de Wilson voulait des propositions capables de mettre fin à l'« anarchie » industrielle. En cela, il avait bien sûr l'appui d'une partie du patronat britannique qui voyait d'un très mauvais œil l'extension de nouvelles formes de contrôle ouvrier sur certains aspects de la production. Ce fut justement une des caractéristiques du mouvement des délégués d'atelier que d'intervenir sur les questions considérées comme relevant de la seule prérogative patronale, par exemple la cadence des chaînes de montage et le choix des ouvriers qui y travaillaient.

L'histoire d'*In Place of Strife* est l'histoire d'un échec provisoire, souvent présenté comme la grande occasion perdue par les travaillistes de montrer leur sens des responsabilités en matière de relations de travail. Le document était effectivement mort-né lors de sa publication au début de l'année 1969 : son auteur proposait une reconnaissance accrue des syndicats, garantie par la loi, et avançait « en échange » un dispositif juridiquement contraignant qui avait pour vocation de limiter le recours à la grève et surtout de réduire le nombre de grèves non officielles. Ce sont les mesures incluses dans le volet anti-grève du livre blanc (possibilité d'intervention du gouvernement pour mettre fin à un conflit du travail ; imposition dans certains cas d'une période de réflexion de 28 jours avant le déclenchement d'une grève)

qui ont rencontré l'opposition vigoureuse d'une partie du mouvement syndical, surtout des nouveaux leaders issus de la gauche comme Hugh Scanlon, responsable du syndicat des mécaniciens (*Amalgamated Union of Engineering Workers*) et Jack Jones, ancien des Brigades internationales en Espagne et tout nouveau leader du puissant syndicat des transports (*Transport and General Workers' Union*).

Le gouvernement travailliste a reculé et les recommandations du livre blanc de Barbara Castle ont été abandonnées. Mais le revirement de la direction travailliste et sa tentative de mettre au pas un mouvement ouvrier qui n'obéissait plus à ses dirigeants naturels ne passaient pas inaperçus du côté des conservateurs. Au contraire, s'inspirant de cette tentative avortée des travaillistes d'imposer de nouvelles contraintes juridiques au mouvement syndical, le gouvernement d'Edward Heath (1970-1974) va tenter d'aller plus loin que ses prédécesseurs en créant des tribunaux du travail devant lesquels les syndicats accusés de pratiques syndicales « injustes » pouvaient être traduits et en introduisant de nouveaux dispositifs juridiques permettant au gouvernement de punir financièrement les syndicats récalcitrants. C'est le début d'une longue bataille menée par les conservateurs pour rétablir « *the management's right to manage* » – le droit des directions de diriger effectivement les entreprises –, tentative contrée de nouveau par la mobilisation du mouvement syndical britannique sous le gouvernement Heath mais finalement imposée avec une rigueur inflexible pendant les trois gouvernements de Margaret Thatcher de 1979 à 1990.

Si l'année 1968 constitue une rupture dans l'histoire sociale de la Grande-Bretagne, c'est bien parce que les propositions de Wilson et Castle ont, à leur façon, ouvert la voie à une transformation du paysage syndical britannique. Elles ont ouvert une brèche dans laquelle leurs successeurs conservateurs ont su s'engouffrer avec le succès que l'on sait. Non seulement en Grande-Bretagne, où les droits syndicaux ont connu un très grand bond en arrière après l'arrivée de Margaret Thatcher en 1979, mais un peu partout dans le monde occidental où l'on a suivi l'expérience britannique avec intérêt. La marginalisation, voire la criminalisation de l'activité syndicale et la disqualification symbolique

des luttes ouvrières ont été intégrées dans un nouveau sens commun et, ce faisant, en nouvelles normes de gouvernance sociale et économique. Lorsque l'on lit de nouveau le slogan de *Black Dwarf - Paris London Rome Berlin. We shall fight and we will win* -, on ne peut s'empêcher de penser qu'il a quelque chose de vrai au regard des quarante dernières années, mais pas dans le sens initialement voulu par Tariq Ali et ses amis. Ceux qui se sont battus et qui ont gagné dans ces quatre capitales européennes sont ceux justement contre lesquels *Black Dwarf* s'était constitué : les conservateurs de tous les pays et leurs amis conservateurs au sein du mouvement social international. ■

Grand entretien avec Jean-Claude Caron

Révoltes populaires et révoltes étudiantes au XIX^e siècle

Savoir/Agir : Vous vous êtes intéressé aux révoltes populaires et aux révoltes étudiantes au XIX^e siècle. En relisant votre livre sur les générations romantiques¹, nous avons cherché à repérer les homologues possibles entre la jeunesse étudiante du XIX^e siècle et celle de 1968. Nous voudrions d'abord vous interroger sur les rapprochements possibles, mais, bien sûr aussi, sur les écarts entre la morphologie de la Jeunesse des Écoles du XIX^e siècle et celle des étudiants soixante-huitards, notamment sous l'angle des origines sociales (des « héritiers » ?), des disciplines, du genre, de l'opposition entre facultés et grandes écoles ?

JEAN-CLAUDE CARON
Professeur d'histoire contemporaine,
université
Blaise-Pascal,
Clermont-Ferrand

Propos recueillis
par Annie Collovald
et Gérard Mauger

Jean-Claude Caron : Depuis les travaux de Gérard Noiriel, nous sommes convaincus de la fécondité de la socio-histoire. S'agissant des étudiants, comme des ouvriers, il faut d'abord s'interroger sur le mot lui-même. Désigne-t-il la même réalité aujourd'hui et au cours de la première moitié du XIX^e siècle ? La question se pose en particulier pendant les années 1968. C'est l'époque où on réédite par exemple Jules Vallès et Michelet. En résumé, on croit ou on veut faire croire que les étudiants de 1968 sont les héritiers en ligne directe de ceux, par exemple, de 1848. Ce qui a fait fantasmer un peu. On a voulu rejouer Vallès et la manifestation de rue. C'était une sorte de facilité, le piège de la vrai(e)-semblance, qui est en fait une sorte de faux-semblance. On irait de même dans une fausse direction si on confondait les étudiants de 1990-2000 avec ceux des années 1850.

Pour être plus précis : il y a environ 10 000 étudiants en 1830 pour une population de 31 millions d'habitants. Le rapport quantitatif n'a donc strictement rien à voir avec

1. Jean-Claude Caron, *Généralités. Les étudiants de Paris et le Quartier Latin, 1814-1851*, Paris, Armand Colin, 1991.

ce qu'il était en 1968, avec un million d'étudiants, encore moins avec aujourd'hui où il y en a plus de deux millions. La population globale est loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions. Mais le quantitatif joue évidemment sur le qualitatif. Les étudiants de 1850 étaient bien davantage sélectionnés et répondaient pleinement à la notion bourdieusienne d'héritiers. Il y a cependant une difficulté à l'établir de façon indiscutable, les registres d'étudiants de l'époque ne mentionnant que rarement la profession des pères. Mais même s'il est difficile de l'établir de façon statistique, on peut affirmer qu'il existe une forme de népotisme, de transmission de certains types de métiers au sein des classes bourgeoises. Il vaut sans doute mieux être fils de médecin pour devenir médecin soi-même à cette époque.

On peut parler de filières nobles, parce que professionnalisantes, comme le droit et la médecine. La théologie, à l'inverse, est en plein déclin, avec l'arrivée des petits séminaires qui vont rapidement concentrer la formation des ecclésiastiques. L'université n'attire plus que ceux qui veulent aller très loin, vers un doctorat de théologie par exemple. Quant aux lettres et aux sciences, elles restent, jusqu'à la Troisième République, des disciplines pour « amateurs » : on vient écouter une personnalité, quelqu'un ayant une certaine notoriété. Ce sont certes aussi des filières qui préparent à l'enseignement secondaire, à une époque où l'on commence à normaliser les recrutements et à exiger la licence. Mais cela reste marginal à l'époque : ce sont donc des facultés « académiques », au sens traditionnel de ce terme. Pour le droit et la médecine, l'objectif peut être plus large que professionnel : une grande partie du personnel politique de l'époque a été formée dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Le droit joue le rôle de faculté de sciences politiques – Gambetta, par exemple, a suivi cette filière. Clemenceau était lui médecin et fils de médecin avant de devenir un homme politique.

Les étudiants étaient presque exclusivement des garçons. La première bachelière a été Julie Daubié² en 1861. Mais elle ne fut pas admise à l'université pour autant et prépara seule la licence ès lettres qu'elle fut la première à obtenir en 1872. C'est paradoxalement l'impératrice Eugénie, pas vraiment progressiste par ailleurs, qui intervint pour que les facultés

s'ouvrent aux filles. Elles restèrent très peu nombreuses à obtenir le baccalauréat jusqu'à la guerre en 1914, malgré la loi Camille Sée créant les lycées publics de jeunes filles en 1880. Elles se destinaient en général aux facultés de lettres et à l'enseignement. La médecine les accueillit à la fin du siècle, car « la femme qui soigne » reste une image dominante. En revanche, le droit demeura longtemps pour elles un bastion imprenable. Les premières femmes qui obtinrent leur diplôme autour de 1900 (ainsi Jeanne Chauvin) se heurtèrent à des difficultés pour s'inscrire à un barreau. On n'imaginait pas à l'époque une femme dans un prétoire!

Les grandes écoles forment un monde à part. Par rapport aux étudiants, leurs « élèves » sont à la fois identiques, par leur origine sociale, et différents, par leur statut. La hiérarchie que nous connaissons aujourd'hui existe déjà. Pour la plupart internes, ils sont donc moins libres que les étudiants, vivent davantage entre eux, au rythme des promotions annuelles, qui sanctionnent la réussite à des concours très sélectifs. Les élèves des grandes écoles se perçoivent donc comme une élite, notamment ceux de l'École normale supérieure ou de l'École polytechnique. Ce sont des écoles qui ont longtemps conservé une sensibilité « républicaine », étant destinées, à leur création, à former les « savants de la République ». Les élèves sont souvent politiquement plus engagés que les étudiants. En 1848, les polytechniciens sont ainsi du côté du gouvernement provisoire républicain – ce qui les motive par ailleurs pour faire barrage aux « rouges » qui veulent instaurer une république sociale.

S/A: La Jeunesse des Écoles du XIX^e siècle et les étudiants soixante-huitards ont au moins en commun un lieu : le Quartier latin. Outre le site peut-on mettre en évidence des homologues dans les styles de vie, dans les formes de sociabilité étudiante ? Nous pensons en particulier à l'affranchissement des pesanteurs familiales des provinciaux « montés à Paris », aux rapports avec « la bohème », etc.

Jean-Claude Caron : La majorité des étudiants parisiens viennent de province. Ce n'est pas anecdotique car leur déracinement est réel, ce qui les coupe de leur environnement habituel et de leurs relations familiales ou amicales.

2. Julie-Victoire Daubié (1824-1874) avait obtenu en 1844 le « certificat de capacité » l'autorisant à enseigner. Elle obtient son baccalauréat en 1861 mais attendra longtemps son diplôme, le ministre Gustave Rouland refusant de le signer pour ne pas « ridiculiser le ministère de l'Instruction publique ».

De nombreux petits ouvrages – comme les « physiologies » – insistent sur ce point. Mais il faudrait évidemment en éliminer les stéréotypes, souvent repris de publication en publication. Une autre caractéristique de Paris est d'être à cette époque une capitale universitaire européenne. La médecine attire en particulier de nombreux étudiants étrangers. Mais aussi, de façon plus inattendue, le droit : beaucoup de ces étudiants constitueront les élites de pays européens alors en gestation et y introduiront, en l'adaptant, le Code civil français.

S'agissant des lieux de vie, les étudiants habitent surtout les XI^e et XII^e arrondissements du Paris de l'époque, sur la rive gauche, avec en son cœur le Quartier latin. C'est le vieux Paris médiéval, populaire aussi, difficile à surveiller par la police avant les percées haussmanniennes. Mais cela n'inquiète pas trop les autorités parce que les étudiants passaient pour peu discrets : les rapports de police étaient donc généralement bien informés. Il existe par ailleurs un fort « compatriotisme » : les étudiants se regroupent par régions d'origine. Les hôteliers le savaient bien, qui nommaient leurs hôtels *de Normandie*, *de Gascogne*, etc., pour attirer les étudiants concernés. Les chambres sont à l'étage, la table d'hôte où les pensionnaires prennent leurs repas en commun est au rez-de-chaussée. Cela entraîne une forme de promiscuité à laquelle certains – Vallès par exemple – se refusent. Restent alors les garnis, ancêtres des chambres de bonnes actuelles. Toute une activité commerciale s'organise donc au Quartier latin autour des quelque 5 à 7 000 étudiants qui y passent dix ou onze mois de l'année.

De plus, 5 à 7 000 étudiants, ce sont autant de jeunes hommes dont les besoins génésiques parfois revendiqués se heurtent à la morale en vigueur. Il existe des maisons closes qu'évoque par exemple Flaubert, alors qu'il étudie – très modérément – le droit. Il y a surtout le personnage de la « grisette », jeune ouvrière vivant elle aussi dans des garnis, incarnation d'une relation de genre et de sexe très provisoire, au vu de la distance sociale qui la sépare de l'étudiant. Cette relation inégale est donc temporaire, calquée sur le rythme de l'année universitaire. S'il ne s'agit pas au sens strict de prostitution, on peut parler de relations marchandes qui semblent parfois sincères, mais se heurtent très vite à la pression sociale.

Quand la grisette est enceinte, l'épilogue reste généralement discret. Il existe une maternité qui n'est pas très loin du Quartier latin, à Port-Royal, rue de la Bourbe. On savait ce que « aller à la Bourbe » voulait dire pour ces jeunes femmes : accoucher clandestinement et abandonner leur enfant, le paradoxe étant que les hommes qui accouchent ces femmes souvent enceintes d'étudiants sont eux-mêmes des étudiants en médecine s'exerçant à l'accouchement...

S/A : Toujours dans le registre des différences et des ressemblances, nous voudrions aborder le thème de l'engagement politique de la jeunesse étudiante. Il semble que vous l'abordez sous cinq angles différents. D'abord, celui du rapport au peuple, déjà évoqué à travers les relations des étudiants avec les grisettes, mais il existe aussi sous la forme du mouvement philanthropique et on le retrouve dans l'imputation aux étudiants d'un rôle de « déclencheur » d'émeutes, dans les incursions des étudiants dans les faubourgs ouvriers, etc. Le deuxième angle d'approche, c'est la thématique engagement/désengagement ou « bonheur privé/action publique », comme le suggère Hirschmann³, avec des sortes de cycles, 1830, 1848, etc. Le troisième angle qui recoupe le précédent, c'est celui des oscillations d'une jeunesse « héritière » entre dissidence et reproduction. Le quatrième angle aborde la question des divisions internes à la jeunesse étudiante ; et la question de l'homogénéité sociale et politique – ou non – de cette jeunesse bourgeoise. Enfin, le cinquième est relatif au répertoire d'actions dans lequel puise l'intervention politique étudiante.

Jean-Claude Caron : S'agissant des rapports avec la classe ouvrière, il faut tenir compte du fait que le Quartier latin de l'époque était certes un quartier étudiant, mais également un quartier populaire habité par des ouvriers et des ouvrières. Il y avait donc juxtaposition de classes sociales différentes. Mais vivre côte à côte ne veut pas dire forcément se connaître. Quand Vallès s'interroge sur la façon de rompre les barrières, il traduit une réalité certainement vécue. À la lecture de *L'Insurgé*, on comprend que, même durant la Commune, cette barrière n'est pas totalement rompue. Il reste une sorte de méfiance réciproque, même si Vallès ne

3. Albert O. Hirschmann, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983 (1982).

la voit que dans les yeux des ouvriers quand il essaye de les mener au combat. Deux exemples illustrent l'inégalité qui recouvre ces relations avec la classe ouvrière.

Martin Nadaud est un ancien maçon de la Creuse devenu député républicain qui exprime la fierté d'avoir été ouvrier. Dans ses *Mémoires*, il raconte comment il est entré en contact avec des étudiants dans les années 1830, lorsqu'il habitait le Quartier latin. Ceux-ci l'ont vu lire *Le populaire* de Cabet⁴. La communication a pu s'établir parce qu'il manifestait de l'intérêt pour la politique et qu'il savait lire. Sinon, la barrière sociale et culturelle serait demeurée infranchissable entre des milieux qui se côtoyaient sans se fréquenter. Quant à Jules Michelet, dans ses cours au Collège de France, il appelait les étudiants à « enlever leurs gants pour serrer la main chaude de l'ouvrier ». C'est une phraséologie typique de « l'esprit quarante-huitard » qui annonce celle de la Troisième République : pour éviter la guerre sociale, ceux qui savent et qui possèdent doivent aller vers ceux qui n'ont ni biens ni savoir.

On feint parfois de croire qu'il règne, lors des révolutions, une sorte d'harmonie sociale sur la barricade. Mais même dans l'iconographie révolutionnaire du XIX^e siècle, les hiérarchies sociales demeurent. Celui qui dirige, qui indique la bonne direction avec des gestes souvent emphatiques, c'est l'étudiant, le bourgeois, le polytechnicien. On retrouve cela chez Eugène Delacroix dans *La liberté guidant le peuple*. L'étudiant ou le bourgeois, en costume noir et haut de forme, le fusil à la main, est devant l'ouvrier, qui n'a qu'un sabre et qui suit manifestement le mouvement. Même, et je dirais surtout, dans le combat révolutionnaire, la hiérarchie sociale doit continuer à exister. Sinon, on prend le risque d'ouvrir la voie à une remise en cause radicale de l'ordre social. Il serait intéressant de voir dans quelle mesure les mêmes difficultés ont existé en 1968, plus d'un siècle après.

S'agissant de la question de l'engagement, je rappelle que s'il y a des étudiants sur la scène politique, c'est qu'il existe une scène politique, une notion ne prenant vraiment sens qu'à partir de la Révolution française. Durant la Révolution, la jeunesse occupe une place grandissante. Les prin-

cipaux personnages, de Saint-Just à Robespierre en passant par Danton et Desmoulins, et même Louis XVI, ont entre 25 et 35 ans. C'est une génération qui s'inscrit dans un processus qui s'invente au moment même où il se déroule. On invente le politique – au risque de sa vie – à des âges extrêmement jeunes. Cet engagement de jeunes révolutionnaires a beaucoup marqué le XIX^e siècle où l'engagement juvénile se confond longtemps avec l'engagement étudiant.

Avant l'instauration du suffrage universel masculin en 1848, cet engagement emprunte des voies extra-électorales, comme la franc-maçonnerie, tolérée par le pouvoir qui peut ainsi facilement la surveiller, à la différence de sociétés secrètes et clandestines comme la Charbonnerie⁵. Mais si la couleur politique dominante au sein de la jeunesse étudiante est alors le libéralisme, le bonapartisme, voire le républicanisme – le mot-clef est celui de patriote, c'est-à-dire de partisan des idéaux de 1789 –, cet engagement est loin d'être monocolore. Il existe aussi des étudiants royalistes partisans de la Restauration, puis orléanistes, partisans de Louis-Philippe. On ne peut donc pas confondre étudiant et protestataire. Si l'on saute quelques décennies, au moment de l'affaire Dreyfus, on trouve là encore des engagements étudiants opposés. Les étudiants de l'Action française, qui tiennent le haut du pavé au Quartier latin, se heurtent aux étudiants républicains, voire socialistes. La jeunesse des Écoles ne forme donc pas un groupe politiquement homogène.

Le répertoire d'actions est assez pauvre, si on le compare à celui d'aujourd'hui. En dehors des périodes révolutionnaires, la manifestation de rue est ritualisée. Les cortèges, rarement violents, ont parfois un but que l'on peut qualifier de corporatiste : par exemple, manifester sa sympathie à un professeur démis de ses fonctions par le pouvoir du fait de ses opinions, comme Michelet. Ces manifestations peuvent cependant être liées à un motif de politique générale et être alors plus violentes comme en juin 1820. La police et l'armée apparaissent parfois hésitantes : si elles savent y faire avec les révoltes ouvrières, qu'elles ont souvent noyées dans le sang, c'est plus délicat avec les fils de la bourgeoisie. Le premier « martyr » étudiant, tué par balle⁶, participait à une manifestation contre la remise en cause d'une

5. Société secrète, répandue dans divers États européens pendant le premier tiers du XIX^e siècle, particulièrement en Italie, où elle suscite les débuts du Risorgimento national. En France, un des objectifs est l'élection d'une Assemblée Constituante destinée à restaurer la souveraineté populaire.

6. Nicolas Lallemand, né en 1787, étudiant en médecine, fut tué par un garde royal lors des troubles qui éclatèrent à Paris en juin 1820. Ses obsèques donnèrent lieu à une manifestation à Paris, avec de nombreux ouvriers du faubourg Saint-Antoine. Plus de quatre mille jeunes gens suivirent le cortège funèbre (source : Amis et Passionnés du Père Lachaise, <http://www.appl-lachaise.net>).

4. Journal fondé en 1833 par Étienne Cabet, théoricien du communisme icarien.

loi électorale, pourtant déjà très restrictive. Des pétitions ont également été rédigées, mais avec une difficulté : à qui les porter ? À la Chambre des députés ? Il était presque impossible à un cortège étudiant d'arriver jusque-là. Sous la Restauration ou la monarchie de Juillet, on enregistre des occupations de facultés ou de grandes écoles, à Paris (École normale supérieure, faculté de droit, etc.) comme en province (Grenoble), ce qui entraîne leur fermeture plus ou moins longue.

Enfin, il y a les périodes d'insurrection et de révolution. Et la question : quelle est la part des étudiants dans ces mouvements ? La réponse met en jeu la façon d'écrire l'histoire. L'historien américain David H. Pinkney a estimé cette part très faible dans les journées de juillet 1830⁷. De fait, on dénombre une dizaine d'étudiants ou d'élèves de grandes écoles parmi les quelque 800 morts de juillet 1830, ce qui peut sembler faible. Ce à quoi on peut objecter que, fin juillet, la plupart des étudiants originaires de province, majoritaires à Paris, étaient retournés dans leurs familles. De plus, n'oublions pas que 5 000 étudiants, c'est peu, comparés au million d'habitants que Paris comptait alors. De plus, leur rôle concret, surtout dans l'organisation, était important. Le polytechnicien, par exemple, porte un uniforme, il a une épée, parfois une arme à feu. On le voit facilement, on va naturellement vers lui à cause de son savoir militaire.

Toutefois, je pense que les récits et les images amplifient le rôle des étudiants et des élèves des grandes écoles dans les épisodes révolutionnaires. On peut tenter de l'expliquer en évoquant l'idée d'instrumentalisation. Les étudiants sont ceux qui organisent le désordre. Ils contribuent, par leur présence, à maintenir l'ordre social dans la révolution, dont on ne sait pas jusqu'où elle peut conduire. Un des grands thèmes des images et des récits de 1830 et 1848, c'est la représentation de la fraternité. Il existe d'innombrables gravures où l'on voit, formant un front uni, le garde national, l'étudiant et l'ouvrier. L'étudiant, généralement au milieu, fait le lien et maintient la cohésion du groupe. C'est vers lui que les regards convergent. Comme Marx l'a analysé, les usages politiques de la fraternité ont pour objectif de reléguer au second rang toute expression d'une discorde sociale. Par ses

origines sociales et sa catégorie d'âge, l'étudiant apparaît comme l'agent idéal de la cohésion sociale. Cette sur-représentation des étudiants obéit donc, redisons-le, à des fins idéologiques. Leur présence témoigne du fait que la révolution est restée dans la norme, n'a pas bouleversé l'ordre social. Ils sont l'ordre dans le désordre.

S/A : À propos de l'engagement politique étudiant, il me semble qu'on peut distinguer trois thèses récurrentes. La première évoque, quelle que soit l'époque, quelque chose comme « une propension de la jeunesse à la révolte » : c'est ce que suggèrent des exégètes aussi différents que Jules Michelet au XIX^e siècle et Edgar Morin en Mai-Juin 68⁸. Peut-on donner un contenu sociologique à cette vision « essentialiste » de la jeunesse ? On a déjà évoqué l'éloignement – donc l'affranchissement relatif – de la famille d'origine, l'ouverture d'une parenthèse, dans le cours des âges de la vie, associée à la vie étudiante, etc. La deuxième thèse est celle du phénomène des « générations » supposées porteuses d'une vision et d'une mission spécifiques. Le titre de votre livre s'y réfère explicitement : quelle importance lui accordez-vous ? La troisième thèse est celle dont Roger Chartier a suivi la trace au fil des siècles : celle des « intellectuels surnuméraires »⁹. Schématiquement, de ce point de vue, la menace de déclassement que fait peser la surproduction de diplômés serait au principe du ressentiment des déclassés virtuels, « les Rousseau des ruisseaux », comme dit Darnton¹⁰. On peut en indiquer une quatrième suggérée par lecture de votre livre. Les étudiants de la Restauration sont porteurs d'une nouvelle forme de capital : le capital culturel institutionnalisé, comme dit Bourdieu. Aussi longtemps que « la naissance » (les titres de noblesse) continue à prévaloir pour l'accès aux positions de pouvoir, on peut interpréter les luttes politiques étudiantes comme autant de tentatives visant à obtenir la revalorisation de l'espèce de capital qu'ils détiennent (leurs titres scolaires) : de ce point de vue il s'agirait de luttes au sein du « champ du pouvoir » entre porteurs de différentes espèces de capital. Dans la mesure où cette revalorisation est à peu près acquise en 1830, ils cessent alors d'être révolutionnaires...

8. Edgar Morin, « Culture adolescente et révolte étudiante », *Annales ESC*, mai-juin 1969, p. 765-776.
9. Roger Chartier, « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVIII^e siècle », *Annales ESC*, 37^eme année, n° 2, mars-avril 1982, p. 389-400.
10. Robert Darnton, « Dans la France pré-révolutionnaire : des philosophes des Lumières aux Rousseau des ruisseaux », in *Bohème littéraire et révolution. Le monde des livres au XVIII^e siècle*, Paris, Hautes Études, Gallimard, Le Seuil, 1983, p. 7-41.

7. David H. Pinkney, *La Révolution de 1830 en France*, Paris, PUF, 1988.

Jean-Claude Caron : En fait, les quatre thèses se recourent. Le thème du déclassement social lié aux générations est récurrent tout au long du XIX^e siècle. Il apparaît à l'occasion de chaque insurrection, dès la Restauration. Balzac y fait d'ailleurs écho dans ses romans : les diplômés sans emploi, les avocats sans cause, les médecins sans malades. Le binôme réussite dans les études/échec professionnel est donc omniprésent. Cela inquiète les gouvernements. Il est en effet porteur non pas de révolution politique – qui est une forme connue – mais de révolution sociale, qui angoisse la fraction dominante de la population. À une époque où le libéralisme s'impose et va se conforter en 1848 dans sa forme républicaine, les termes de socialisme, apparu vers 1830, et de communisme, en 1840, font peur. Cela explique aussi pourquoi chaque révolution se traduit par une « chasse aux places » à laquelle se livrent les jeunes diplômés. La suite de la révolution de 1830 est éclairante de ce point de vue, avec la véritable « curée » qu'elle provoque. On chasse nombre de fonctionnaires quand ils ne partent pas d'eux-mêmes – et on redistribue fonctions et places. Michelet écrit ainsi en 1830 – il a 32 ans – à Quinet, alors en Allemagne : « Reviens vite, c'est maintenant que les places se distribuent ».

Les étudiants sont porteurs d'un capital scolaire et universitaire. Ils en sont fiers et n'hésitent pas à le dire. En même temps, ils sont en colère de le voir non reconnu par la société. Et cela d'autant plus que son acquisition a été chèrement payée – faire des études en 1830 ou en 1850 était beaucoup plus coûteux que cela ne l'est aujourd'hui. Cela alimente régulièrement des débats parlementaires ou journalistiques sur la nécessité de limiter l'accès à l'enseignement supérieur à ceux qui ont, par leurs origines, la capacité d'hériter d'une position sociale, de la reproduire et ne sont donc pas dans l'obligation de la créer. Ce déclassement peut-il s'analyser comme un phénomène de génération ? Karl Mannheim¹¹ et plus récemment Annie Kriegel¹², ou encore Jean-François Sirinelli ou Pierre Nora¹³, ont montré l'intérêt de la catégorie de génération pour les sciences sociales. Mais l'historien reste souvent mal à l'aise face à une catégorie difficilement cadrable ou réductible à une définition unique, ce qui rend son utilisation délicate. Le XIX^e siècle est pourtant scandé par une succession de mouvements révolu-

tionnaires dans lesquels on ne peut pas totalement évacuer l'idée générationnelle. Ne serait-ce que parce que celle-ci est couramment construite et utilisée par les acteurs de ces mouvements, dans la représentation qu'ils donnent d'eux-mêmes, en particulier les politiques lorsqu'ils évoquent leur jeunesse étudiante.

La jeunesse est-elle synonyme de révolte ? Depuis le Moyen-Âge, elle est pensée ainsi par les autorités religieuses et politiques. Parfois, un facteur social s'intercale qui amène plutôt à parler *des jeunesses*. Comme on l'a vu, une partie de la jeunesse peut aussi être conservatrice, voire réactionnaire. Mais, en définitive, c'est bien la distinction sociale qui domine dans le traitement policier et judiciaire des jeunes révoltés. Par exemple, après l'insurrection républicaine de juin 1832 à Paris (celle que Victor Hugo met en scène dans *Les Misérables*), des centaines d'individus ont été arrêtés. Parmi ceux-ci, figuraient des étudiants et même des polytechniciens. Devant l'impossibilité de juger tout le monde, la justice a fait un tri. Dans leur grande majorité, les étudiants ont été libérés au prétexte que leur jeune âge et leur respectabilité sociale apparaissaient comme des circonstances atténuantes, même s'ils avaient été arrêtés à la tête d'un groupe d'insurgés, le sabre ou le fusil à la main. En somme, jeunesse et position sociale sont des éléments à décharge, au motif que l'intéressé va s'assagir. Mais pour les ouvriers, les mêmes éléments sont considérés à charge : pour la justice, il s'agit de sévir le plus tôt possible, afin d'empêcher toute récidive. En fait, entre les juges et les étudiants arrêtés, on est dans l'entre-soi social, avec seulement un intervalle générationnel de 20 ou 30 ans.

S/A : En 1968, il y a inversion de ce point de vue relativement clément à l'égard des étudiants. Ce sont les syndicats, représentant les ouvriers, qui jouent le rôle de garde-fou contre les éventuels dérapages, les étudiants par contre, c'est « la chienlit », les facteurs de désordre. Les archives de la police de 1968 insistent en effet sur le fait que cela se passe bien avec les ouvriers et la CGT, alors que les étudiants sont présentés comme imprévisibles. Et aujourd'hui, nouveau renversement semble-t-il, à la mesure peut-être de l'étiologie ou du retournement des organisations défendant hier

11. Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Nathan, 1990 (1^{ère} édit. allemande : 1928).
12. Annie Kriegel, « Le concept politique de génération : apogée et déclin », *Commentaire*, n°7, automne 1979, p. 390-399.
13. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988. Voir également le n°22 de 1989 de *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, consacré à la notion de génération et l'article « Génération » dû à Pierre Nora dans *Les Lieux de mémoire* (III. Les France. 1. Conflits et partages ; rééd. Gallimard, 1997, t. II, coll. Quarto, p. 2984 et suivantes).

la « classe ouvrière », les classes populaires sont redevenues irrationnelles et dangereuses (surtout quand elles votent)... Dans votre livre L'été rouge¹⁴ qui analyse un cas de révoltes populaires, vous mettez justement en évidence le rôle des stéréotypes dans l'analyse des événements que vont entreprendre magistrats et policiers après-coup lors des procès. Or ici ce sont plutôt des stéréotypes régionaux qui cadrent les interprétations. La manière de penser les révoltes populaires va varier en fonction du lieu – et de son « tempérament » – où elles se sont produites et sans doute faire varier aussi leurs sanctions...

Jean-Claude Caron : Oui, même si ce sont souvent des constructions et même des re-constructions postérieures à l'événement, qui offrent un cadre explicatif commode, permettant de faire l'impasse, là encore, sur le social. Après coup, on cherche à affiner tout cela à travers des stéréotypes de genre, d'âge, de région. On invoque effectivement des stéréotypes culturels – on a le sang chaud dans le Midi. Semblent intervenir dans ce cas le climat, la chaleur, les pratiques religieuses, la nature des jeux collectifs, plus ou moins violents, etc. Mais tout au long de cette période, on peut noter que l'homme du peuple est globalement pensé comme violent. On voit poindre des thèmes comme celui des « classes dangereuses », celui du mauvais exemple que donneraient Paris ou Lyon, avec les grèves qu'on appelait alors les coalitions, les canuts révoltés en 1831 et 1834, etc. On se méfie des grandes villes ouvrières, qui ne sont d'ailleurs pas les mêmes que celles de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

On est donc d'autant plus surpris lorsque la révolte populaire touche une région plutôt rurale ou une ville considérée comme paisible. C'est le cas, par exemple, avec la véritable insurrection qui touche Clermont-Ferrand en 1841, et qui part d'une protestation anti-fiscale, quand le gouvernement décide de revoir la manière de calculer l'impôt sur les portes et les fenêtres. Clermont est une ville réputée tranquille où le mouvement de 1841 a pourtant connu une sorte d'acmé. En deux jours, les insurgés ont chassé le préfet, le procureur, le maire et le commandant de la division militaire, vidant la ville de toute forme d'autorité. L'administration

devant trouver une explication rentrant dans des schèmes acceptables, les stéréotypes remplissent alors leur rôle.

S'agissant du genre, il y a eu longtemps un véritablement aveuglement des historiens. Ils occultaient la place des femmes alors qu'elles ont toujours été très visibles et très présentes dans les révoltes populaires. Les archives en parlent d'ailleurs abondamment. Leur participation s'inscrivait dans une vraie stratégie : elles étaient envoyées devant avec les enfants, car on savait que la troupe ne tirerait ni sur les premières ni sur les seconds. La répartition des rôles est traditionnelle : les femmes insultent les forces de l'ordre, les enfants les caillaient, les hommes restent alors au second plan avec leurs armes ou leurs outils. Si la situation devenait trop tendue, les femmes sortaient de la scène avec les enfants et les hommes y entraient.

La notion d'enfant est d'ailleurs assez floue. Ont-ils 8 ans ? 10 ans ? 15 ans ? À Clermont-Ferrand en 1841, des enfants de 8 à 10 ans ont effectivement été arrêtés et emprisonnés le temps d'être interrogés. Ils ne sont évidemment pas passés en jugement, la loi ne le permettant pas. Mais en général, il s'agit plutôt d'adolescents de 14 ou 15 ans. Dans *Choses vues*, Victor Hugo, parlant des émeutes de 1839, raconte avoir vu des « adolescents » ou des « jeunes drôles » dans les cortèges d'insurgés, avec les ouvriers adultes. Ils n'ont pas encore de fonction sociale nettement attribuée, sont commis ou apprentis. Mais ils figurent souvent dans l'avant-garde des cortèges. Le phénomène est ancien et les gavroches ont existé bien avant Gavroche. Les policiers craignent ces jeunes émeutiers, car, selon leurs rapports, ils ne connaissent pas de limites : quand ils ont un pistolet, ils tirent, alors que les adultes le font moins facilement, étant plus conscients des risques qu'ils prennent.

S/A : Deux questions encore. Vous évoquez pour Paris un métissage entre classes sociales. Vous parlez de « rencontres » sociales à Paris, plutôt de simple juxtaposition. Qu'en était-il en province à une époque où la société était faiblement urbanisée et nationalisée et qu'elle restait clivée entre régions ? Y avait-il rencontre entre groupes sociaux différents et sur quel mode ? Deuxième question : celle des faux-bruits ou des rumeurs qui semblent avoir joué un rôle cen-

14. Jean-Claude Caron, *L'Été rouge. Chronique de la révolte populaire (France, 1841)*, Paris, Aubier, 2003.

tral dans le déclenchement de la révolte « contre l'impôt » que vous analysez. Quels en étaient les fondements ? Comment ces rumeurs se diffusaient-elles et réussissaient-elles à prendre une importance telle qu'elles poussaient à la rébellion ? Vous évoquez le rôle ambigu de l'élite opposante...

Jean-Claude Caron : Pour qu'une rumeur s'impose au delà d'un milieu social, il faut qu'elle soit fondée sur quelque chose de suffisamment partagé pour que sautent les barrières habituelles entre les classes sociales. La fiscalité en constitue le meilleur exemple. Les impôts occupent une place très sensible dans l'imaginaire du XIX^e siècle. L'idée même d'un prélèvement sur ce que l'on gagne, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu, n'était pas partagée. L'impôt sur le revenu ne sera introduit qu'en 1914. Les ressources de l'État venaient donc des impôts indirects qui sont, comme le montre le cas de la gabelle sous l'Ancien Régime, l'objet de haines tenaces de la part de ceux qui y sont assujettis. La tension est donc fréquente lorsque les agents de l'administration fiscale opèrent, plus encore lorsque les règles changent.

En 1841 par exemple, l'État soupçonne les maires, chargés de compter les portes et les fenêtres, d'en oublier lorsqu'ils les dénombrent, pour se faire bien voir de leurs administrés. D'où, par souci d'égalité devant l'impôt, comme le disait déjà le ministre des Finances de l'époque, Humann, l'idée d'envoyer des contrôleurs du fisc pour accompagner les maires. C'est le départ d'une rumeur qui va s'amplifier et dérapier : les contrôleurs ne vont pas se contenter de compter les portes et les fenêtres, ils vont entrer dans les maisons, fouiller les coffres, compter les meubles, les vêtements, le bétail, les volailles, les enfants nés ou à naître, etc., tout cela étant soumis à un barème – évidemment fictif – qui circule à travers le pays. Une chose remarquable, c'est qu'on retrouve, comme une sorte d'invariant, des rumeurs analogues en 1789 et même sous l'Ancien Régime. Ce qui pose pour le chercheur la question de la transmission de ces rumeurs.

Les élites libérales auraient pu, si elles l'avaient voulu, jouer le rôle de contre-feu. Ce sont en effet leurs employés, leurs fermiers ou leurs domestiques qui écoutaient les

rumeurs. Mais, opposées ou non au gouvernement, elles ont laissé faire et ont parfois même entretenu la rumeur, déviant ainsi vers l'État une protestation à laquelle elles s'associaient sans mal : le refus de l'impôt est souvent un dénominateur commun de la protestation anti-étatique. Cela ne s'est pas fait de façon militante, même s'il y avait une petite frange de militants politiques, mais le plus souvent à travers les relations employeurs-employés. Les autorités ont cherché des explications du côté des professions itinérantes, incriminant les colporteurs. On a évoqué aussi le rôle des médecins, des notaires, de toutes les personnes qui ont besoin de circuler pour exercer leur métier. En réalité, les personnes qui protestent à Clermont-Ferrand ou à Toulouse ne sont pas tellement les bourgeois, mais les professions artisanales, les ouvriers de métiers. Les clivages sociaux ne sont pas abolis mais il y a confusion et même fusion *temporaire* d'intérêts. Les distances sociales reviennent évidemment très vite quand les élites estiment qu'elles ont atteint leur but. La rupture de ces alliances temporaires est très rapide et il peut même y avoir un renversement d'alliances : la gestion des fins de crises, politiques comme sociales, s'inscrit alors dans la thématique du retour à l'ordre. ■

Paroles

Lucien, 18 ans en mai 68, une figure de la « bohème populaire »

Lucien est le fils unique d'une famille ouvrière communiste : sa grand-mère, ouvrière d'usine, qui s'est beaucoup occupée de lui, était « *franchement à gauche, presque communiste* », son parrain (le frère de son père), militant communiste, « *a fait la Résistance* » et son père, ouvrier puis employé, était, dit-il, un « *communiste stalinien* ». Son père n'est pas souvent à la maison – « *il était à droite à gauche, assez coureur...* » – sa mère, employée dans la confection, rentre tard le soir et sombre dans l'alcoolisme : ses parents divorcent. La trajectoire scolaire de Lucien, qui se décrit comme un « *enfant solitaire* », est ponctuée de changements d'établissements à répétition, dus, selon lui à son indiscipline, à sa « *violence* » : « *Je faisais une classe par école, je me faisais renvoyer systématiquement de toutes les écoles...* ». En cours de troisième, il est exclu d'un collège technique de jésuites : « *J'y suis resté de septembre à fin novembre et là, j'ai plongé, je me suis fait surprendre avec des problèmes de racket... Enfin, j'appelle ça comme ça maintenant, mais à l'époque, pour moi, c'était pas ça. J'avais pas de ronds, c'était : « file moi 100 francs » et je les rendais jamais et en utilisant des arguments massue...* ». Il est alors placé sous tutelle judiciaire : son père qui « *ne sait plus quoi faire de lui* » et l'éducateur qu'il voit deux fois par semaine, lui trouvent une place d'apprenti qu'il abandonne pour entrer, en 1968, dans un CFPA et préparer un CAP d'aide-comptable : « *J'étais coursier avec des cours pour devenir préparateur en pharmacie, ça me déplaisait pas mais ce qui me déplaisait c'était l'apprentissage parce que je faisais toutes les corvées, pratiquement pas payé, alors très rapidement j'ai commencé à vouloir faire autre chose...* ». L'héritage politique familial, la révolte et « la violence » d'un enfant solitaire qui lisait beaucoup (« *Je prenais un bouquin et je me foutais dans un coin ou je faisais le con dehors* ») permettent de comprendre sa rencontre avec « le mouvement étudiant ». Elle infléchit durablement sa trajectoire, en le détour-

Propos recueillis¹ par
CLAUDE POLIAK

1. Entretien 3/06/1987

nant de la délinquance (« *C'est très important parce que c'est à partir de là que j'ai arrêté de déconner après une jeunesse plus que turbulente* ») et en l'engageant – des anarchistes à « la contre-culture » – dans une « bohème populaire », où il échappe à la dérive de la drogue (« *Comme il y avait le problème d'alcoolisme de ma mère, moi je bois que de l'eau* »). Tout en travaillant dans de nombreuses entreprises et en militant à la CGT, il entreprend de se cultiver, d'abord « en autodidacte » (il reste deux ans sans travailler après un accident de la route), puis en accédant à l'université où il passe un DEA de sociologie.

Mai 68 : « les queues de manifs »

En 68, tu commences ta formation d'aide-comptable ?

La FPA devait commencer en mai 68, c'est pas un gag ! Donc je me suis retrouvé en mai 68 à G. complètement lâché dans la nature. C'était en plein mai 68. Bon, j'ai rencontré des gens, c'est là que j'ai découvert le militantisme, des gens qui m'ont utilisé... Je dis toujours qu'ils m'ont sorti de la délinquance entre guillemets. J'ai vraiment pas été jusqu'au bout du parcours. Je me suis arrêté juste à temps. Ils m'ont utilisé au niveau militantisme et ils m'ont fait comprendre que, bon, ma violence entre guillemets pouvait servir au niveau militant. Alors évidemment, en 68, elle servait ! C'est-à-dire que j'étais complètement ignare au niveau politique, mais j'aimais la bagarre et puis je savais de quel côté il fallait aller ! Mais c'était pas du tout théorisé...

Comment ça s'est fait ces rencontres ?

En fait, le centre de formation où j'étais s'est mis en grève. Alors je me suis mis en grève aussi et comme il n'y avait pas de voiture et tout ça, je me suis mis à chercher un peu où je pouvais aller. Alors, comme ça bougeait surtout autour de la fac, je suis allé vers la fac. C'est comme ça que ça s'est passé, quoi !

Et tu as rencontré des étudiants ?

Certains étudiants. Avec le recul, maintenant, je me demande : « Est-ce

qu'ils étaient vraiment étudiants ? »... J'en sais trop rien ! Mais disons que je cherchais le groupe le plus dur, quoi ! Celui où il y aurait vraiment de la bagarre. Alors je me suis intégré à un des groupes les plus durs, celui qui faisait les services d'ordre, qui restait en queue de manif pour se taper du flic et tout ça !

Tu allais aux manifs, quoi...

Oui, c'est ça, les manifs... Ah, oui, les débats théoriques, les assemblées générales, c'était pas mon truc !

C'était des maoïstes ? des trotskistes ? des anarchistes ?

Non, non, complètement anars !

C'était une découverte ?

Il y a vraiment eu une fracture à partir de 68. Il y a eu une complète fracture parce que je me suis mis à fréquenter ma future femme et puis j'étais dans le milieu du travail et pris en main par des gens – le militantisme classique – qui ont commencé à m'utiliser et puis aussi à me faire prendre conscience d'un certain nombre de choses... Mais toujours dans la marge, quand même !... J'étais utilisé, mais toujours pour les trucs sur le côté, quoi. On ne me faisait jamais vraiment confiance parce que j'étais trop imprévisible...

Tu te rappelles de ces premiers contacts avec les étudiants ?

Les étudiants, je les vivais assez mal ! Enfin les étudiants théorisants, je les

vivais assez mal. Par contre, les activistes, je les vivais très bien ! Dès que ça commençait à parler, je m'en allais, quoi ! Bon, c'était plus parce que je n'y comprenais rien... La plupart du temps, rien du tout !... Moi, j'étais déjà militant CGT et, là aussi, on ne se comprenait pas, parce que manifestement, ils avaient des aspirations que, moi, je partageais, mais on ne se comprenait pas... Moi, mes références n'étaient pas marxistes parce que j'avais pas lu Marx à l'époque et puis je ne voulais pas entendre parler de communisme et tout ça... C'est-à-dire que moi, c'était l'action que je cherchais, mais aussi une action où je ne voulais pas faire n'importe quoi. Alors à la CGT, les gens m'ont beaucoup utilisé... Enfin, je dis « utilisé » maintenant... à l'époque, je n'en étais pas conscient, hein !... Ils m'ont utilisé intelligemment. Bon, j'étais utile quand il fallait la grande gueule ou le fier-à-bras et puis on me foutait sur la touche dès qu'il fallait négocier, quoi ! J'étais plus un activiste de base. J'étais militant, mais je refusais systématiquement de me présenter aux élections, des choses comme ça, quoi...

Du « rock » à la « contre-culture »

On peut revenir sur ta rencontre avec le milieu étudiant ?...

Bon, dès que j'ai commencé à sortir, c'était plus les références *Actuel*, enfin tout le courant plus ou moins californien et tout ça, donc c'était assez mal vu par les militants qui étaient surtout des maoïstes et des trotskistes. À l'époque, mes références, c'était Cali-

fornie, cheveux longs, mais sans avoir jamais touché à la drogue... J'en ai vu circuler, c'est évident, mais moi, je n'y ai jamais touché ! Comme il y avait le problème de l'alcoolisme avec ma mère, moi j'ai jamais bu, je bois que de l'eau. J'avais une trouille terrible de tous ces trucs-là ! Donc, là aussi, j'étais sympathisant sans vraiment participer... J'avais véritablement la trouille...

Et ceux-là, tu les as rencontrés comment ?

Ben, suite à 68. Ça s'est fait autour d'un couple de copains, autour de la musique surtout, le rock, quoi, surtout ça ! Y avait une boutique de disques qui drainait un peu tous les gens. Donc, il suffisait d'aller acheter ses disques et là, on rencontrait des copains et c'était parti ! On allait aux concerts et on voyait des gens qu'on avait vus à la boutique de disques et puis, très vite, un petit réseau se faisait, quoi !

Tu te sentais bien là ?

Oui. Bon, après, j'ai un peu laissé tomber parce que je me suis marié, mais même marié je continuais à les voir assez régulièrement. C'est, entre autres, une des raisons qui font que mon mariage n'a pas duré tellement longtemps ! C'est-à-dire que j'avais un peu transformé la maison en asile pour tous ces gens-là et mon ex-femme n'appréciait pas trop...

Et ce groupe de copains, c'était des étudiants ou plutôt des gens comme toi ?

Oh, il n'y avait pas beaucoup d'étudiants, c'était plutôt des lycéens en fin de parcours, en général avec des échecs en fin de parcours et puis des semi-déviants qui s'étaient mis là-dedans plutôt que dans une autre forme de déviance plus dure. Mais comme j'avais eu pas mal de problèmes avec la violence quand j'étais gosse et que j'en avais vraiment fait une fixation, j'avais une trouille terrible de mes propres réactions, donc avec ces gens-là je me sentais bien parce qu'il n'y avait pas d'agressivité. Après, on s'est plus ou moins perdus de vue et moi, je me suis plus orienté vers le versant politique des choses.

« Contre-culture », autodidaxie et militantisme culturel

À cette époque-là, tu travaillais où ?

Je me suis marié en 1970. J'ai commencé à travailler dans une usine, enfin dans un bureau dans une usine...

Tu travaillais comme comptable ?

Oui, enfin mécanographe, le plus bas niveau de comptable.

Tu avais un CAP ?

Oui, j'avais un CAP, mais comme j'étais assez doué – entre guillemets – pour les études, j'ai recommencé à reprendre des cours du soir. J'ai fait un probatoire d'études comptables supérieures. Ça m'a amené dans la comptabilité à un niveau licence, quoi ! Donc après j'ai changé de boulot. Je suis allé

dans une usine de chaussures et dans une usine d'aliments pour le bétail, parce que je cherchais toujours un travail où je n'aurais pas de chef. Ça, c'était mon gros problème. J'avais trouvé un travail où j'allais chez les agriculteurs faire leur comptabilité, là j'étais vraiment libre !

Et dans ces boîtes, tu avais des contacts avec des ouvriers ? Tu étais à la CGT ?

Ben, c'était assez particulier parce que j'étais dans les bureaux, mais j'avais toujours des problèmes dans les bureaux avec les gens. Au point de vue boulot, ça se passait assez bien, mais j'avais des problèmes de communication – entre guillemets –, c'est-à-dire que j'aimais pas les bureaucrates... Alors, déjà la présentation : quand je me faisais embaucher, ça commençait par le costume, les cheveux courts et, au bout de six mois, c'était le jean et les cheveux qui avaient poussé depuis six mois... Alors ça, déjà, ça ne plaisait pas trop et je n'avais pas de contact dans les bureaux...

Et avec les ouvriers ?

Ah, oui, oui. Je militais avec les ouvriers. Après, comme j'étais dans une boîte américaine, ça a pas tellement plu. [...] En 1975, j'ai été élu délégué du personnel sur une liste agents de maîtrise : j'étais élu que par des ouvriers, ça n'a pas plu à la direction... Pour se débarrasser de moi, ils m'ont donné une promotion, ils m'ont envoyé dans l'Ouest de la France dans un petit bled où là, j'avais un poste fixe dans une

usine à la campagne. Là, ça a été le plus mauvais moment. J'étais complètement isolé. Je suis resté là-bas pendant un an et demi... [...] Ma femme m'a quitté [...]. J'ai craqué, j'ai donné mon compte et j'ai recherché du boulot dans l'intérim. J'ai fait pas mal d'intérim jusqu'en 77. [...] Bon, de 70 à 77, je militais. Enfin, c'était entre le militantisme et la marge – entre guillemets –, une marge installée, parce que j'avais un salaire... Je ne rompais jamais vraiment, mais j'étais jamais vraiment intégré non plus...

Quand tu dis : « je militais », c'était à la CGT ?

Oui, à la CGT dans mon entreprise et puis tous les trucs antimilitaristes, les groupes femmes... enfin, tout ce qui n'était pas parti constitué, quoi ! J'avais beaucoup de contacts avec les antimilitaristes et j'ai fait un passage avec le Secours rouge, soutien aux Blacks Panthers, enfin soutien... je vendais des posters !... Après, j'ai fait un passage très rapide à la Licra, le MRAP, enfin tous les trucs comme ça ! Jamais dans un parti politique dit « installé », je les fuyais comme la peste ! C'était surtout ça et puis bon, la culture – entre guillemets. On avait une MJC : tout ce qui était un peu original, à la marge, se retrouvait à la MJC... C'était vraiment le lieu où tous ces gens-là se retrouvaient. C'est là que j'ai commencé un peu à voir autre chose que ce que j'avais vu avant au niveau culturel. [...] Avant, je lisais beaucoup, mais je lisais n'importe quoi parce que je n'y connaissais rien. Je piquais des bouquins, depuis l'âge

de 12 ans... C'était pas glorieux, mais c'était ma bibliothèque. Moi, c'était la quantité, c'était pas la qualité. C'était aussi bien des *Fleuve Noir*, des romans d'espionnage... C'était de la lecture fuite, ça n'avait pas un but culturel. Ça, c'est venu après, quand j'ai commencé à militer et que des gens m'ont dit : « Si t'aimes tant la lecture, y a des choses plus intéressantes que tes conneries ». Mais au départ, c'était la quantité qui comptait...

La MJC a joué un rôle important pour toi...

Autour de la MJC, ce que j'ai découvert au niveau culturel, c'était autre chose que les romans policiers : bon, le théâtre, tout ce qui était plus ou moins engagé, d'avant-garde, ça m'intéressait. C'était un peu folklorique parce qu'on était des passionnés d'avant-garde, mais sans avoir aucune culture derrière ! Moi, je m'étais plus ou moins spécialisé dans la science-fiction et puis le surréalisme, j'accumulais les bouquins, je lisais tout et n'importe quoi, j'en comprenais que la moitié... En fait ce qui nous plaisait c'était les formes culturelles de la limite, quoi. La culture classique, ça nous faisait fuir ! Ça se faisait donc autour de la MJC et de deux ou trois maisons de disques et c'est comme ça que les réseaux se faisaient...

Comment tu choisissais tes lectures ?

Toujours pareil, c'était tout ce qui tournait autour des limites. [...] C'est l'époque où je lisais énormément de SF,

au début de la mauvaise et ensuite de la bonne parce qu'on avait rencontré un auteur de SF avec qui j'avais discuté et qui m'a orienté. [...] Disons que petit à petit on découvre autre chose...

Et tu l'as rencontré comment ?

Toujours autour de cette boutique de SF. [...] J'y passais tous mes samedis... Ça a permis de faire un réseau... Maintenant, tous les gens que je côtoie, c'est là que je les ai rencontrés. Disons que mon nouveau milieu dans lequel j'évoque, c'est vraiment là que je l'ai rencontré...

À part la SF, qu'est-ce qui te plaisait ?

Le cinéma. Mais là, c'est pareil, le cinéma, j'avais commencé, pareil, par la boulimie, mais comme on avait la MJC, j'ai rapidement évolué vers un cinéma dit d'art et d'essai, intellectuel et tout ça... Y avait des débats où le cinéaste venait expliquer ce qu'il avait voulu faire, c'était assez bizarre parce que j'avais toujours pas la base culturelle nécessaire, mais on évoluait dans Godard, Duras, tout ça à longueur d'année...

Et comment tu vivais ce décalage avec ceux « qui avaient la culture »...

L'agressivité ! C'est-à-dire que j'étais demandeur, mais fallait pas que ce soit... Pour moi, il y avait une culture bourgeoise et y avait la nôtre, quoi !

La vôtre ?

Ben, il y avait une culture qui était engagée, autour de valeurs... Ça se passait aussi bien autour de gens comme Higelin, que le cinéma engagé, la littérature engagée de l'époque et toujours des références à la marginalité. Pendant un moment, c'était Artaud, j'ai lu tout Artaud... En passant par Artaud, il y a eu des contacts avec des groupes d'antipsychiatrie. C'était en 78, y avait des groupes antipsychiatriques, donc j'ai pris contact avec eux. Je me suis retrouvé à militer sans aucune formation dans l'antipsychiatrie... Donc, c'était ce type de culture... Pour schématiser c'était les surréalistes, tout ce qui n'était pas reconnu, même si je me suis rendu compte, mais après, que c'était reconnu ! Moi, je croyais que ça ne l'était pas !... Tout ce qui était très agressif, Burroughs, Andy Warhol, des gens comme ça, le rock, la musique contemporaine, parce qu'on avait des gens qui connaissaient – c'est toujours la même chose – et qui nous entraînaient là-dedans, le *free jazz*... Par contre, la musique classique, c'était un sujet de rigolade... Pour nous, c'était le truc pour les mémés à vison... C'était pareil à peu près pour toutes les formes culturelles...

Et par rapport au monde ouvrier ?

On était dans une marginalité cultivée où le communisme se portait assez mal... L'ouvriérisme, d'un côté, j'en faisais, mais le militant caricatural, cannette de bière, etc., ça n'allait pas ça ! [...] Ce qui me gênait dans la culture populaire type, c'était son absence de culture

– entre guillemets. [...] Sauf qu'on était un certain nombre de copains dans la boîte à essayer de faire changer ces choses-là... Pour moi, la culture, c'était un moyen de sortir du monde ouvrier, mais de les emmener avec moi. Dans mon idée, c'était ça... Si on nous avait supprimé le culturel, on quittait la CGT ! Nous, c'était le militantisme culturel, mais à but révolutionnaire, dans notre esprit !... On se voulait plus révolutionnaires que la CGT ! C'est comme ça que j'ai découvert les anars et puis j'ai participé à la Fédération anarchiste, mais en tant qu'individu... [...] À partir de 77-78, je militais dans la culture pour mon syndicat. Je représentais mon entreprise à la MJC, je militais dans la culture. Au sein de mon syndicat, tout ce qui était discussion sur le travail, je ne m'en occupais pas... Par contre, j'étais tout le temps au CE, à m'occuper de la bibliothèque, de la discothèque, à mettre en place des expositions, à essayer de faire venir les ouvriers... On a fait des pièces de théâtre, de la vidéo..., toujours en tant que syndicaliste. Pour moi, c'était ça mon syndicalisme...

Tu te sentais différent d'eux ?

Pas vraiment, je faisais autre chose, mais mon syndicat appréciait. À l'époque, une MJC sans ouvrier, c'était une MJC vide... Ils avaient leurs militants ouvriers qui s'occupaient de la culture, c'était toujours les mêmes... Pour les syndicats, ils faisaient du culturel, il y en avait qui voulaient bien s'en occuper, c'était bien ! « T'aimes ça, tu t'en occupes ! » Pour le reste, c'était toujours ma

position d'adhésion conditionnelle ! Par exemple, je me baladais en 81 avec le badge Solidarnosc. [...] J'ai démissionné le lendemain du coup d'État en Pologne et deux jours après j'ai repris ma lettre de démission...

Tu n'as pas pensé à aller à la CFDT ?

Non, je les détestais !

Pourquoi ?

Ben, le côté chrétien et puis les intellos, hein ! C'était le syndicat des bureaux, donc ça collait pas... La CFDT, pour moi, c'était un syndicat d'intellos, mais intellos dans le sens : qui sont pas ouvriers...

Initiation à la culture légitime : Paris VIII

En 77, tu as un grave accident : qu'est-ce que tu as fait après ?

Je suis resté quand même deux ans à rien faire, à lire... [...] J'en ai profité pour approfondir un peu ma culture. Et puis j'ai commencé une psychanalyse qui n'a pas duré longtemps. Et c'est la psychanalyse qui m'a amené à m'intéresser aux études universitaires...

Comment tu t'es retrouvé en psychanalyse ?

Ayant fait de l'antipsychiatrie, j'ai rencontré un copain qui militait avec nous qui était psychologue à l'hôpital, de tendance lacanienne, qui m'a fait lire

Lacan auquel j'ai strictement rien compris, qui m'a dit : « Bon, tu vas voir, la psychanalyse, c'est pas ce qu'on dit... ». Alors il m'a mis entre les pattes d'un psychanalyste lacanien ! On a dû faire une dizaine de séances, ça se passait très mal. Mais, plus ça se passait mal, plus il était content. Alors je me suis dit que manifestement il y avait quelque chose qui n'allait pas...

Ça se passait mal : c'est-à-dire ?

Je jouais l'huître, je ne disais rien... Il le prenait très mal... Et quand je parlais, je racontais n'importe quoi, mais c'était voulu. Bon, au bout d'un moment il m'a dit : « C'est pas sérieux ». J'ai dit : « Oui, c'est pas sérieux ». Il m'a dit : « T'as un bon niveau, pourquoi t'essaye pas de rentabiliser ça ? »

Comment tu es arrivé à la fac ?

Ben, en 81, j'ai découvert... Enfin, mon syndicat a découvert la loi Giscard de 79 qui permettait la formation personnelle dans une entreprise. Alors, je me suis dit : « Bon, je vais en profiter ». La stratégie syndicale, c'est que, dès qu'il y a une nouvelle loi, on la fait fonctionner. On a dit : « Celle-là, faut qu'elle fonctionne ». Alors, on a dit : « Qui va être suffisamment fondu pour aller à l'université ? ». Alors, aussitôt, moi j'ai levé la main et j'ai dit : « Moi, moi, j'y vais ! ». Donc je suis allé à Paris VIII... Pour moi, de toutes façons, je n'avais entendu parler que de Vincennes. Donc, je suis allé à Paris VIII, je me suis inscrit en socio et j'ai fait DEUG,

licence, maîtrise et là, je suis en DEA, tout en travaillant.

Quel effet ça t'a fait de retrouver le monde étudiant à la fac ? Comment tu l'as vécu ?

Mal ! Mal... [...] Et puis, j'aimais pas les étudiants, je les aime encore moins maintenant...

Tu m'expliques un peu ?

C'est-à-dire qu'au départ, j'avais complètement magnifié ça, quoi... Pour moi, ça allait être boulot boulot. Pour moi, si je redouble une année ou si je me plante, je n'ai plus de financement. [...] Et puis je m'attendais à voir des gens... euh, beaucoup plus intelligents que moi, quoi ! J'étais allé là-dedans mort de trouille et puis j'ai été déçu... Je me suis rendu compte que, tout compte fait, autour de moi, les gens étaient beaucoup plus forts que les étudiants sur certains sujets, sans avoir jamais foutu les pieds dans une université... Et puis, ce qui m'a choqué c'est de voir que, pour moi, les études c'était, à la limite une détente, quoi... et en plus une réalisation... mais beaucoup sont là pour gagner leur croûte, enfin dans un but de professionnalisation... Et ça, j'ai beaucoup de mal à m'y faire, quoi ! Bon, je les comprends quelque part, mais on n'est pas à la fac pour les mêmes raisons... Je m'en fous, moi, à la limite, de ce que je vais faire avec mes diplômes. C'est pas le problème, j'ai un bon boulot, je gagne correctement ma vie,

avec un boulot qui me plait bien où j'ai pas de chef¹...

Comment tu as choisi ton orientation en entrant à la fac ?

Ben, c'est-à-dire je me suis beaucoup passionné pour la philo...

Tu peux expliquer pourquoi ?

C'est-à-dire que c'est le hasard des lectures, quoi. J'ai découvert la philo – entre guillemets – par Camus et puis le bouddhisme, ce qui est normal vu l'époque et plus c'était dur, plus je me marrais, j'essayais de comprendre mais sans aucun prof, tout seul. [...] Au départ, c'est l'ethnologie qui me branchait. J'avais lu pas mal de trucs d'ethnologie et puis j'avais surtout beaucoup lu Clastres parce que bon, par mes choix idéologiques – entre guillemets –, j'avais beaucoup pratiqué Clastres. Et puis le psychologue dont je parlais tout à l'heure, il faisait aussi une maîtrise de sociologie à l'EHESS et il m'a dit : « Ça, c'est ce qui va t'aller le mieux parce que bon, c'est là-dedans que tu vas trouver le plus de social et où ça va te motiver plus ». Alors j'ai essayé la première année, mais je ne savais pas trop... Je me suis inscrit en socio, je lorgnais en philo et puis j'allais voir un peu partout... J'ai fait un cursus plus que bizarre parce que j'ai toujours fait, à côté, un peu d'économie politique, j'ai suivi le séminaire de psychanalyse à Paris VIII... J'ai toujours suivi d'autres

choses pour pas me laisser enfermer dans la sociologie...

**La solitude du transfuge :
« le mouton noir à cinq pattes
avec des antennes bleues »**

Tu te sens complexé par rapport à ceux qui ont suivi les cours normalement ?

Non, je compense et en compensant, je dépasse... Enfin, c'est pas une échelle de valeur, mais dès que j'ai des manques j'essaye de les combler et je vais toujours plus loin que ce qui serait nécessaire... Il me reste encore un tas de manques, mais je suis dans la bonne moyenne... Par contre, ce qui me choque... [...] Par exemple, moi je suis un passionné de Tolstoï... Je tombe sur les fesses qu'un mec qui est en DEA de sociologie n'ait jamais lu Tolstoï, ça me paraît quelque chose d'incroyable... Ça je le vis très mal, parce qu'au début je suis arrivé avec un complexe, mais ça s'est vite arrêté... Par contre, ce que je vis assez mal, c'est dans mon entourage proche, au niveau boulot, etc., parce que là, il y a franchement la coupure ! Parce que déjà au départ, j'étais le mouton noir et là, c'est le mouton noir à cinq pattes avec des antennes bleues, hein ! [...] Parce que c'est soit l'agressivité de la part des copains syndicalistes qui disent : « Oh, là, là, l'intello ! », soit les gens ferment leur gueule parce qu'ils croient que je vais analyser et tout ça, quoi ! Alors je me suis complètement renfermé sur moi-même et sur la vie de famille et puis deux ou trois copains. Je ne voulais plus voir personne et puis

au bout d'un moment je me suis dit qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas, j'ai essayé de comprendre, mais ça, c'est mal vécu... C'est le mouton noir... Parce que quelque part, ils savent que j'en suis toujours, mais ils se méfient de plus en plus...

Dans ta boîte, tu es toujours...

Oui, oui, je suis toujours délégué syndical...

Mais l'écart s'est creusé ?

Ah, oui, oui. En plus ils sont méfiants et ce qui les rend de plus en plus méfiants c'est que je ne transforme pas ça en argent, ça ils n'acceptent pas... Ils me voient vivre, ils voient que je bosse comme un dingue, et si j'étais passé de 8 000 F à 16 000 F en quatre ans, là j'aurais été l'idole des jeunes, mais comme je suis resté à 8 000... Et, en plus de ça, je n'ai rien fait ni pour grimper dans la hiérarchie syndicale, ni pour grimper dans la hiérarchie de la boîte et à la limite je suis devenu encore plus en opposition avec tout le monde, ça ils le vivent très très mal... Et puis aussi l'incompréhension de l'entourage, quoi... Ma compagne, elle a compris le truc, mais mes parents ou ses parents... La question, c'est : « Ça va t'amener à quoi ? ». Je dis : « À rien »... Alors, ça, c'est très très mal vécu... Moi, je sais que c'est pour me sentir bien que je le fais, mais expliquer ça aux gens, que je bosse 20 h par semaine plus deux allers-retours à Paris, juste pour me sentir bien dans ma peau, ça passe pas, hein !

Si il n'y a pas de contrepartie sonnante et trébuchante, ça passe pas ! [...] Les études, c'est sûr, ça m'a coupé des gens, c'est certain et c'est le plus dur à supporter...

Une position solitaire ?

Oui, complètement, c'est-à-dire qu'on n'est plus nulle part. On n'est plus militant, on n'est plus marginaux cultivés parce que, maintenant qu'on est à l'université, ils sont persuadés qu'on en sait plus qu'eux. Alors même les copains avec qui on discutait, eh ben, ils osent plus discuter et moi il a fallu qu'avec certains je les prenne en face pour leur dire : « Enfin, merde, pourquoi tu discutes plus ? » - « Oh, maintenant tu vois pas, t'es une grosse tête ! ». [...] Cette espèce de trouille qu'ils ont parce qu'on a été à l'université, qu'on va juger ce qu'ils disent, on va les reprendre parce qu'ils parlent mal...

Mais toi, finalement, même solitaire, tu t'en es bien sorti...

Moi, je le dis toujours, notre génération, on s'est fait piéger du début jusqu'à la fin. Ça c'est un truc que j'ai souvent dit à Paris VIII... Moi, j'ai trois copains qui ont été militants et qui se sont foutus en l'air, qui se sont suicidés... Quelque part, les gens ils ont été piégés par des intellectuels, par des meneurs qui les ont emmenés, mais au moment où les gens étaient vraiment partis, eux ils se sont barrés ! Il y a eu de sacrés déchets : bon, la drogue, le suicide... Ils ont une sacrée responsabilité, le terrorisme, ça

1. Lucien est devenu documentaliste.

j'en sais rien, mais moi j'ai vu des gens qui étaient complètement largués... Ils se sont mis complètement à fond dans quelque chose, mais alors tout y passait... leur vie de famille y passait et puis, du jour au lendemain, ça s'est écroulé... En plus, ils ont commencé par rompre avec le milieu familial, ça c'est pas très grave, mais après, au niveau boulot, ils se sont trouvés marginalisés... En plus de ça, ils étaient persuadés d'œuvrer pour le bien de l'humanité et pour tout ce qu'on voudra bien et puis du jour au lendemain, on leur a dit que c'était des conneries... Alors, certains sont restés... Souvent les communistes, heureusement parce qu'ils avaient une structure qui leur permettait de s'en sortir... Ceux-là ont continué en disant : « De toutes façons on a raison ! ». Et puis d'autres se sont retrouvés complètement largués dans la nature et ils ont fait tout et n'importe quoi, ils ont fait toutes les conneries possibles et imaginables. Alors, pour certains, c'était pas grave, ils allaient élever des moutons dans le Larzac en emmenant la chaîne Hifi, ceux-là c'est pas grave, mais pour d'autres ça a été vraiment grave ! Moi, je l'ai vécu et quand j'entends certains débats, moi, ça me révolte parce que moi j'ai eu la chance de passer à côté de ça, parce que je n'ai jamais vraiment adhéré complètement, parce que j'ai toujours gardé quelque chose à côté... ■

La rhétorique réactionnaire

Le modèle social français

Il est devenu banal de discourir de la notion de *modèle social français*¹. Pourtant, cette notion est récente et une étude sociologique et lexicométrique a fait apparaître une rapide « nationalisation » autour de l'année 2005, qui correspond à un pic dans l'usage du mot *modèle* : la référence au *modèle social* était jusque-là principalement réservée à l'Europe, avec le *modèle social européen* cher à Jacques Delors. Les premières références au modèle social français durant la campagne référendaire de 2005 (J.-P. Raffarin, J. Chirac) en sont plutôt positives, mais elles vont susciter en retour la mise en place d'une stratégie discursive efficace, qui va stabiliser durablement un usage particulier du modèle social français.

Le 12 mai 2005, dans un des derniers discours de la campagne référendaire au Palais des Sports, Nicolas Sarkozy évoque *l'échec du modèle social français* dans « bien des domaines » – en premier lieu l'emploi – et la nécessité d'en abandonner au moins une partie au profit d'exemples étrangers plus performants. Il opère alors sa déclinaison personnelle de la pratique du *benchmarking* impulsée dans le cadre de la « stratégie de Lisbonne »². N. Sarkozy juge en effet implicitement de la qualité d'un *modèle social* à un indicateur principal (taux de chômage ou d'emploi), ce qui implique d'adopter les *best practices* qui ont « fait leurs preuves ». Ce raisonnement général fournira le cadrage du discours politico-économique dominant sur le *modèle social* : la contre-performance du *modèle français* se lit à travers les indicateurs liés au taux de chômage (taux d'emploi, durée du chômage, etc.) et nécessite des changements globaux (plus tard qualifiés de « rupture »).

« [...] Je le dis parce que je le pense : le meilleur modèle social, c'est celui qui donne du travail à chacun. Ce n'est donc plus le

FRÉDÉRIC
LEBARON

1. Ce texte est partiellement issu d'un travail réalisé au Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (Curapp) pour la CGT dans le cadre des travaux de l'IRES, sous la direction de l'auteur. Cf. Frédéric Lebaron, Carole Waldvogel, Josette Lefèvre, Florence Gallemand, « Les usages socio-politiques de la notion de modèle social », Convention de recherche CGT-Verne Ader, Rapport final, janvier 2008.

2. I. Bruno, *À vos marques, prêts... cherchez !*, Bellecombe-en-Bauges, éd. du Croquant, 2008.

nôtre ! Un emploi pour tous, voilà une grande ambition sociale. L'Europe, c'est la plus formidable occasion de réveiller la France, de la faire bouger, de lui donner une nouvelle énergie » (N. Sarkozy, 12 mai 2005, Palais des Sports).

Le discours de Nicolas Sarkozy le 12 mai 2005 peut être considéré comme « inaugural » dans la mesure où son auteur, déjà porteur d'un capital politique considérable qui en fait le « candidat naturel » de la droite à l'élection présidentielle, a aussi construit sa stratégie sur l'affichage de sa distance avec Jacques Chirac et ses proches. Ce discours reste vague quant aux modèles sociaux concurrents offerts à la France : le modèle anglo-saxon n'est jamais clairement caractérisé comme l'un des modèles souhaitables (en fait, en pratique le modèle de référence) ; le modèle danois n'est pas évoqué et ne le sera, pour l'essentiel, qu'à travers un de ses traits principaux, la combinaison de flexibilité sur le marché du travail et de sécurité pour les salariés (cf. débat sur la *flexisécurité*). Le schéma argumentatif qui sous-tend cette prise de position est relativement simple, puisqu'il repose sur ce qui est présenté comme un constat (C1) et sur deux propositions « théoriques » implicites (T1 et T2).

[C1] La France n'obtient pas les meilleures performances en matière sociale comparée à d'autres pays.

Deux propositions théoriques implicites s'intercalent avant la conclusion :

[T1] Les performances en matière sociale se mesurent (d'abord) au niveau du chômage et de l'emploi.

[T2] Les performances sociales d'un pays sont dépendantes du modèle social (donc des « méthodes ») de ce pays.

Cela conduit à une conséquence normative simple.

[N1] Il faut emprunter à l'étranger les méthodes qui permettent d'obtenir de meilleures performances et abandonner (au moins partiellement) celles qui caractérisent le modèle social français, donc le modèle social français en tant que tel.

Il serait donc temps d'abandonner le modèle social français sous sa forme actuelle, inefficace, et d'emprunter à d'autres « modèles » des « méthodes » plus efficaces en matière d'emploi. Ces « méthodes » ne sont pas évoquées, pas plus d'ailleurs que les caractéristiques propres du « modèle français » qui le rendraient « inefficace » et qu'il serait nécessaire d'abandonner. On notera à nouveau

le caractère extrêmement vague de la caractérisation d'un *modèle social* : implicitement, il s'agit en particulier pour Sarkozy d'un ensemble de « méthodes » de lutte contre le chômage. Dans ce cadre, *modèle social français* n'est pas loin de signifier « taux de chômage élevé », et son changement « réforme (néo-libérale) du marché du travail ». Les prises de position de N. Sarkozy fin 2006 sur la nécessité d'un « contrat unique » plus sécurisant et plus flexible, d'une réforme des institutions de gestion du chômage, de la libéralisation du marché du travail confirmeront le lien étroit qui s'établit entre le discours générique sur le modèle social et de ces propositions de réforme issues du rapport Camdessus³ et des travaux d'économistes comme Pierre Cahuc⁴. Le 21 mai 2005, dans une interview au *Télégramme de Brest*, Nicolas Sarkozy revient assez longuement sur ce thème, en associant le *modèle social français* à ses *contre-performances* (essentiellement un taux de chômage élevé) et, cette fois, à une caractéristique essentielle, implicitement constituée comme un frein : la « protection des statuts ». La stratégie argumentative s'est toutefois complexifiée puisque certaines « choses » doivent être « conservées » dans le *modèle social français* : la « garantie de l'accès aux services publics, la garantie d'être remboursé des dépenses de santé ou l'indemnisation du chômage ».

« [...] On ne peut pas vouloir être européen et mettre en place les 35 heures, si les autres ne les font pas. **Je dis oui à l'Europe et à la Constitution pour que la France adopte un modèle social capable de fournir un emploi à tout le monde. Notre modèle actuel ne protège pas l'emploi. Il protège les statuts. Il y a bien entendu des choses qu'il faut conserver dans le modèle social français, comme la garantie de l'accès aux services publics, la garantie d'être remboursé des dépenses de santé ou l'indemnisation du chômage.** Mais, je l'affirme, ce n'est pas un acquis social que d'être au RMI. Avec le RMI, on survit ; on ne vit pas. Le véritable acquis social c'est le droit donné à chacun de faire vivre sa famille du fruit de son travail. J'ajoute que lorsqu'on a un minimum social apporté par la solidarité nationale, on doit en échange exercer une activité au profit de la collectivité⁵. »

Le succès du « non » au référendum, le 29 mai 2005, marque évidemment un tournant important dans le débat public français. Ses premières conséquences sont politi-

3. Camdessus Michel, *Le sursaut – Vers une nouvelle croissance pour la France*, Paris, La Documentation française, 2004, 204 pages.

4. Économiste à l'Insee (Crest). Il pense notamment, selon *Le Monde* du 5 mai 2007, « qu'il faudrait, enfin, aborder de front les questions de l'évolution du Smic, de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et des 35 heures, au lieu de les contourner ».

5. *Télégramme de Brest*, 21 mai 2005.

ques : c'est l'arrivée au poste de premier ministre de Dominique de Villepin, qui va mettre la notion de *modèle social français* au centre du discours de politique économique et sociale. C'est en endossant positivement la notion de *modèle social* (en particulier à travers l'invocation de ses *fondements*) contestée par Nicolas Sarkozy que Jacques Chirac et Dominique de Villepin vont consacrer la notion en tentant de marginaliser la position (implicitement qualifiée de « dogmatique » par opposition à « pragmatique ») de Nicolas Sarkozy, accusé de vouloir revenir sur les *fondements* de ce *modèle*. La plupart des acteurs qui vont ensuite prendre position sur le sujet dans un premier temps se situeront dans le cadre implicite délimité par cette lutte symbolique interne à la droite post-gaulliste, les deux positions dominantes pouvant être qualifiées provisoirement de « pragmatique » (adapter un modèle social dont les grands principes restent valides) et de « radicale » (rompre avec un modèle social qui ne fonctionne plus et s'inspirer d'exemples étrangers). Redevenu ministre de l'Intérieur – ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire tout en restant président de l'UMP –, ce qui accroît encore son capital politique, Nicolas Sarkozy riposte à la stratégie chiraquienne dès le 9 juin à l'occasion d'une convention de l'UMP sur l'immigration. Deux « modèles » sont mis en parallèle : le *modèle républicain d'intégration* et le *modèle social*, tous deux « en panne » et nécessitant une sérieuse remise en cause.

« [...] **Le seul modèle social qui vaille, c'est le modèle qui récompense l'effort, qui donne un emploi à chacun et qui promet un avenir à tous. C'est celui de l'UMP.**

Dans le cadre de cette politique, nous devons avoir une action spécifique en faveur de l'égalité des chances. J'ai parlé de la discrimination positive ; j'ai parlé du préfet musulman ; j'ai parlé du financement des mosquées. Tous ces tabous, je les ai soulevés, car ma conviction est qu'il faut aussi, sur ces sujets, faire bouger les lignes.

Le *modèle* républicain d'intégration est fondé sur le principe de l'égalité des individus, sans considération de leur origine, de leur religion, ou de leurs convictions. Il n'y a rien à redire à cela. C'est une idée universelle, celle de la philosophie des Lumières.

Mais nous devons reconnaître que discourir sur l'égalité formelle ne suffit pas à assurer l'égalité réelle. Quand le taux de chômage des jeunes issus de l'immigration est deux fois supérieur à celui des Français de naissance, quand le major d'un doctorat est le dernier de sa promotion à trouver un emploi, cela veut dire que le modèle républicain d'intégration est autant en panne que le modèle social. Et c'est cette panne qui crée le communautarisme dont nous ne voulons pas » (Nicolas Sarkozy, 9 juin 2005, Convention de l'UMP sur l'immigration).

Dès le début du mois de septembre 2005, après deux mois où le débat sur le *modèle social français* connaît un premier prolongement intellectuel-médiatique, Nicolas Sarkozy est à l'offensive à l'occasion de l'université d'été des Jeunes Populaires à La Baule (le dimanche 4 septembre 2005). L'invocation répétée de la France marque une évolution du discours, dans le sens d'une thématique de la régénération nationale, de l'invention d'un *nouveau modèle social*.

« Il nous faut inventer un nouveau *modèle français*, dont l'ambition première sera de rendre la réussite accessible pour chaque Français, d'où qu'il vienne, pour peu qu'il s'en donne les moyens et qu'il la mérite.

Attention ! Il ne s'agit pas pour moi de promettre, tels les démagogues, la réussite à tout le monde. Il s'agit de la garantir à tous ceux qui, par leur travail, leurs efforts, leurs mérites, l'auront gagnée en récompense.

La réussite et la promotion sociale ne sont pas un dû, que chacun peut réclamer en faisant la queue au guichet, c'est mieux que cela : c'est un droit, un droit que l'on mérite à la sueur de son front. Voilà le message républicain.

Elle est là, la clef du nouveau *modèle français* que j'appelle de mes vœux. Un *modèle*, ce nouveau *modèle français*, où le nivellement, l'égalitarisme, le saupoudrage n'auront plus leur place. Un *modèle* où le travail sera la base de tout, en étant récompensé, encouragé, favorisé. Un *modèle* où l'on n'éprouvera plus aucun complexe à rémunérer davantage celui qui travaille le plus et, en même temps, à aider davantage celui qui cumule le plus de handicaps. Un *modèle* où la promotion sociale sera redevenue

un objectif accessible à tous. Un *modèle* enfin où chaque famille de France se dira que ses enfants peuvent regarder l'avenir avec confiance car ils auront l'opportunité de s'y faire une place. Au final, il ne s'agit rien de moins que de rendre l'espérance aux Français et à la France. [...]

La France ne peut plus affirmer avoir le meilleur *modèle social* alors que nous comptons encore tant de chômeurs, tant de pauvres et tant d'exclus. La France doit redevenir accueillante à ceux qui veulent réussir, innover, proposer, inventer, créer. »

Le « nouveau modèle français : un travail pour chacun, du pouvoir d'achat pour tous » va devenir l'intitulé de la convention thématique « Économie » de l'UMP le 7 septembre 2005. La notion de *modèle français* est alors d'abord un instrument de mobilisation politique autour du président de l'UMP et de son parti. Elle constituera, après quelques mois de reprise, circulation et cristallisation, et surtout après le succès politique que l'on sait, la *doxa* du débat politico-économique français. ■

Chronique de la gauche de la gauche

Recompositions à gauche de la gauche

Deux événements sont au centre des débats de la gauche de la gauche en ce mois de novembre : la rupture à la gauche du parti socialiste avec le départ de Jean-Luc Mélenchon et de Marc Dolez et la création annoncée d'un nouveau parti politique ; les élections européennes de juin 2009. Cette conjonction n'est pas un hasard. Dans la mémoire militante, les échéances européennes renvoient en effet à la période heureuse de l'unité et du succès au référendum de 2005. D'où une série de prises de position et d'initiatives, qui vont très au-delà des réflexions sur les formes du regroupement à gauche de la gauche, qui ont très largement occupé les esprits depuis la déconvenue de l'élection présidentielle.

LOUIS WEBER

De façon un peu paradoxale, ce sont les votes internes au parti socialiste en vue de son congrès de Reims, bien plus que les débats pourtant intenses au sein de la gauche de la gauche, qui ont donné un coup d'accélérateur aux réflexions (un peu) et aux tentatives de regroupement (beaucoup) à gauche du parti socialiste. Le départ du Parti socialiste de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez pour créer un nouveau parti¹, le Parti de gauche, à la suite de la victoire (relative) de la motion de Ségolène Royal lors des votes préparatoires au congrès, a joué comme un élément déclencheur. Ce geste politique, rendu public le 7 novembre 2008, a provoqué immédiatement une avalanche de réactions dans les diverses composantes de la « gauche de gauche » : partis, collectifs, etc.

Pourquoi cette rupture, à ce moment-là, avant même le congrès et les élections pour la direction du PS ? Pour Jean-

1. Communiqué de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. Un nouveau parti pour la gauche ! Ça suffit comme ça ! Voir : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/?p=637>

Luc Mélenchon, « la gauche du parti (socialiste) a mené une belle campagne. Elle a fait 19%. Mais dans les congrès précédents, elle faisait plus de 40%. C'est une division par deux. [...] Dès lors la gauche du parti est dans l'incapacité de peser sur l'orientation du parti. En particulier sur la question centrale des alliances »² Ce qui fait directement référence aux tentatives d'accords avec le centre qui, avec plus ou moins de bonne foi selon les déclarations des uns et des autres, ont constitué une des lignes de fracture interne majeures dans les débats du congrès de Reims et dans sa préparation.

Une deuxième cause d'accélération des processus au sein de la gauche de la gauche est la préparation des élections européennes de 2009. Ici, en tout cas pour Jean-Luc Mélenchon, c'est « le parti communiste qui a donné le signal avec la position qu'a prise son Conseil national »³. Ce dernier a adopté une résolution le 24 octobre 2008 qui précise notamment que « le Parti communiste français prend l'initiative de lancer un appel aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité, qui partagent de tels objectifs et se reconnaissent dans cette démarche. Il s'adressera dans la plus grande transparence aux interlocuteurs concernés : travaillons ensemble à favoriser auprès de nos concitoyennes et de nos concitoyens l'expression des convergences les plus larges autour de ces exigences de changements ! Travaillons ensemble à créer la dynamique politique de gauche qu'appelle aujourd'hui la situation faite à notre peuple et aux peuples en général ! Ces convergences devraient se refléter tant dans des propositions communes audacieuses, dans des initiatives publiques, que dans la composition des listes - jusque et y compris dans le choix des têtes de listes. »⁴

Une rupture attendue

Cela n'aurait pas grand sens évidemment d'affirmer que ce départ était prévisible (ou qu'il ne l'était pas !). Ce qui est sûr, c'est que Jean-Luc Mélenchon était devenu un partenaire obligé dans toutes les initiatives de la gauche de

la gauche, plus particulièrement depuis la campagne du référendum de 2005. Ce qui le distinguait des autres dirigeants du parti socialiste, y compris de ceux avec qui il faisait alliance dans les débats internes. Cette proximité était plus nette avec le parti communiste, avec qui il partage la croyance en la pertinence de « la forme politique «parti» ». « Le PCF tend la main à Mélenchon et Dolez », annonçait d'ailleurs le Journal du Dimanche sur son site dès le 8 novembre. Mais l'écho est aussi très fort chez les membres des collectifs unitaires pouvant, à travers leur propre itinéraire politique, partager avec Jean-Luc Mélenchon « l'idéal jaurésien de république sociale »⁵ et vouloir avec lui « un parti résolument républicain, défendant sans concession la souveraineté du peuple, la laïcité des institutions ». Le MARS-Gauche Républicaine annonçait dès le 12 novembre avoir décidé de « s'associer à la fondation du nouveau parti de gauche »⁶, notamment parce que « nous partageons beaucoup des convictions républicaines de ces deux responsables politiques ».

Sans partager nécessairement ce point de vue, la minorité Unir de la LCR notait dès le 7 novembre 2008 que « Dolez et Mélenchon ouvrent ainsi la voie à une possible redistribution des cartes sur le champ politique. [...] Du côté des forces de transformation, il serait d'une tragique irresponsabilité de laisser passer cette occasion de bousculer les routines et les engluements, de révolutionner la physionomie de la gauche pour les prochaines années, d'y changer les rapports de force, d'y battre les tenants du social-libéralisme. [...] Nous avons, pour ce qui nous concerne, notre feuille de route : ouvrir grand la porte qui vient de s'entrebâiller ! »⁷

Dans cet ensemble, le NPA occupe une place à part. *Rouge* ne manque pas de relever dans les déclarations de Jean-Luc Mélenchon que le Parti de gauche sera « un parti gouvernemental capable, avec d'autres, d'entraîner la société au service d'un projet majoritaire ». Ce qui est évidemment agiter d'emblée le chiffon rouge de « la possibilité de gouverner demain avec ceux que Mélenchon vient de quitter ». *Rouge* reprend aussi la critique habituelle de la LCR à propos de *Die Linke* en Allemagne, avec le soupçon que ce parti se contente en fait de vouloir « la cogestion des

2. Interview de Jean-Luc Mélenchon, L'Humanité, 12 novembre 2008.

3. *Ibid.*

4. Le texte de la résolution est sur le site du PCF : <http://www.pcf.fr/spip.php?article3186>.

5. Pour une analyse plus complète des références idéologiques de Jean-Luc Mélenchon et de son mouvement Pour une République sociale, voir : L. Weber, « Variations sur la «force nouvelle» », Revue Savoir/Agir, n°2, décembre 2007.

6. <http://www.mars-gr.fr/spip.php?article100>

7. Christian Piquet, « Dolez et Mélenchon rompent à gauche », *Unir*, 7 novembre 2008. Voir : <http://www.unir.asso.fr/2008/11/07/congres-socialiste-dolez-et-melenchon-rompent-a-gauche/>

grandes institutions de la bourgeoisie ». Le journal ne croit donc pas que le nouveau parti partage avec le NPA l'idée de « transformation révolutionnaire de la société ». Ce qui fait de « solides divergences » qui ne devraient pas empêcher *a priori* « une alliance aux élections européennes ». Le NPA est en effet prêt à ouvrir « des discussions, sur la base d'un *plan d'urgence*, dans le but de constituer des listes de rassemblement anticapitalistes aux élections européennes, en France »⁸. Le vocabulaire a ici un sens, être anticapitaliste ne se confond pas aux yeux du NPA avec être antilibéral⁹. Au-delà des mots, on renvoie toujours à « l'indépendance absolue avec toutes les forces qui mettent en œuvre les politiques gouvernementales et européennes de destruction des acquis et des droits sociaux ». Ce qui dans les faits laisse peu d'espace à des listes communes et peut donc être interprété comme les prémices d'une future décision de faire liste à part¹⁰.

Les élections européennes, occasion de faire exister la gauche de gauche ?

Toutes ces forces ont en commun le fait qu'elles considèrent les élections européennes de juin 2009 comme un moment d'affirmation et, pour les plus optimistes, de consolidation d'une force de gauche voulant rompre avec le capitalisme. La perspective de ce scrutin a sans doute constitué, pour les initiateurs du Parti de gauche, un facteur de rupture avec le parti socialiste, avec lequel les désaccords sur l'Europe promettaient d'être de plus en plus profonds après le succès même relatif de la motion de Ségolène Royal. Il est tout aussi probable que l'élection, au bout du compte, de Martine Aubry ne changera pas grand chose à ce pronostic.

Il faut tenir compte aussi du fait qu'il y a, par nature en quelque sorte, un lien entre élections européennes et situation politique dans les autres pays membres. Gagner des sièges au parlement européen, c'est aussi pouvoir espérer, avec l'apparition de partis à gauche de la social-démocratie, comme *Die Linke* en Allemagne, un groupe parlementaire suffisamment fort pour peser sur la complicité traditionnelle entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrate

au Parlement européen. Ce qui en retour peut conduire à des constructions politiques durables au niveau européen. Malgré ses réticences historiques pour les montages supranationaux, le PCF a fini par franchir le pas avec la fondation du Parti de la gauche européenne en 2004¹¹. Mais le Parti socialiste européen est nettement plus ancien, de même au demeurant que le Parti populaire européen¹².

Le parti communiste a donc des relations privilégiées avec *Die Linke*, membre comme lui du Parti de la gauche européenne. L'intérêt de Pour la République sociale (PRS), l'association animée par Jean-Luc Mélenchon, pour l'expérience allemande est tout aussi ancien. Cette expérience n'est pourtant transposable qu'au prix d'une sérieuse adaptation. *Die Linke* est en effet le résultat de la fusion de deux partis : le Parti de gauche (*Linkspartei*), dernière forme de l'ancien parti socialiste unifié (en fait, communiste) d'Allemagne de l'Est, resté influent dans cette partie du pays et le WASG (alternative pour le travail et la justice sociale), fondé par divers militants politiques et syndicaux et surtout influent à l'ouest du pays. Même le rôle d'Oskar Lafontaine, qui sert beaucoup de référence à Jean-Luc Mélenchon, a été différent : il a quitté le parti social-démocrate pour adhérer à la WASG bien après la création de ce parti.

En France, plusieurs partis se situent à gauche du parti socialiste. Ce qui, accessoirement, peut expliquer le choix du nom du nouveau parti (Parti de gauche et non La gauche, comme en Allemagne, où ce label n'est revendiqué par aucune autre force politique). C'est pourquoi seul « l'état d'esprit » allemand serait transposable. « En France, il n'est pas envisageable aujourd'hui d'exiger des organisations qu'elles se dissolvent. Par exemple, la principale force organisée de l'autre gauche est et reste le parti communiste. On ne peut pas lui demander de se saborder. De même pour le NPA en construction. Il faut donc passer par une formule de « front de gauche »¹³.

La stratégie d'ouverture des listes du PCF, qui est le seul à avoir des députés européens actuellement, n'est pas nouvelle. En 1999, la liste conduite par le secrétaire général d'alors, Robert Hue, était largement ouverte à des non communistes. En 2004, les relations à gauche de la gauche avaient changé, notamment depuis l'expérience (plutôt

8. Frédéric Borras, « Le baptême du Parti de gauche », *Rouge*, n°2275, 21 novembre 2008.

9. Voir à ce sujet l'interview d'Alain Krivine dans *Savoir/Agir*, n°4, septembre 2008.

10. Cela a été le cas en 1999 et en 2004. La LCR a présenté une liste commune avec LO, qui obtenu 5 élus en 1999 mais aucun en 2004. Il faut cependant noter que les 5 élus de 1999 ont adhéré au groupe parlementaire présidé par Francis Wurtz, élu du PCF.

11. Avec, signe de ces réticences, un vote à bulletin secret qui a vu 25% des adhérents se prononcer contre cette création.

12. C'est le traité de Maastricht de 1992 qui prévoit la création de partis politiques européens. Le PSE est fondé la même année mais il prend la suite de regroupements de même nature existant depuis... 1957. Le Parti populaire européen a été fondé en 1976 sur une base fédéraliste. C'est la raison pour laquelle le RPR français n'y adhéra qu'en 1999.

13. Interview de Jean-Luc Mélenchon, *L'Humanité*, 12 novembre 2008.

14. Pour une histoire militante de cette période, on pourra consulter le site, très gauche de gauche : <http://www.la-gauche-cactus.fr/>. Le site (en plusieurs langues) <http://bellaciao.org/fr/> remplit une fonction analogue. Par ailleurs le site <http://cncu.fr/> des collectifs unitaires (ex-collectifs antilibéraux) est une source d'information très utile pour l'ensemble des informations relatives à la gauche de la gauche.
15. « La campagne électorale doit surmonter le risque d'atomisation suscité par le mode de scrutin, en se déroulant dans les faits, non circonscription par circonscription, mais, tous candidats et candidates réunis, à l'échelle du pays tout entier. » *Résolution du Conseil national du 24 octobre 2008*, op.cit.
16. Francis Wurtz, *Rapport au Conseil national du 19 novembre 2008*.
17. Jusqu'en 1999, il y avait une circonscription nationale unique, ce qui donnait un quotient électoral d'environ 1,3% et par exemple 6 élus à la liste du PCF en 1999 pour moins de 7% des suffrages (et 5 élus à la liste LCR-LO avec 5,18%). Depuis 2004, il y a 7 circonscriptions en métropole et une dans les DOM-TOM. Le nombre de sièges va de 6 (Massif central/Centre) à 14 en Île de France. Cela augmente considérablement le prix du ticket d'entrée, ce qui est d'ailleurs l'effet

réussie) des élections régionales de 2004 avec deux têtes de liste, Marie-George Buffet, communiste, et Claire Villiers pour Alternative citoyenne, un regroupement de militants principalement associatifs qui, par sa composition, préfigurerait d'une certaine façon les collectifs qui allaient se développer avec le référendum de 2005¹⁴. La direction nationale du parti communiste aurait voulu constituer les listes pour les européennes de façon semblable, y compris en laissant des têtes de listes à ses partenaires. Mais les fédérations départementales concernées, à qui la direction avait confié le soin de conduire la campagne dans les circonscriptions, ne l'ont pas entendu de cette oreille, sauf en Île de France, et ont constitué généralement des listes conduites par des membres du PCF. D'où des conflits et un désenchantement dont on retrouvera les traces au cours des débats sur la candidature à l'élection présidentielle de 2007.

Cette année, la résolution du Conseil national reprend la même approche de « rassemblement » qu'en 2004 mais en serrant les boulons par une campagne nationale.¹⁵ ! Ce que Francis Wurtz, actuel député européen, explicite de la façon suivante : « Je voudrais particulièrement insister, à cet égard, sur un fait crucial : le moment n'est pas venu de chercher des candidatures communistes dans les circonscriptions ! Alors qu'à ce stade nous ne savons absolument pas qu'elles seront la largeur et la diversité du rassemblement, des démarches précipitées seraient sources de malentendu à éviter à tout prix. »¹⁶

Les raisons politiques de chercher à rassembler la gauche de la gauche sur des listes « ouvertes » se doublent à vrai dire de raisons beaucoup plus prosaïques, liées au changement du mode de scrutin en 2004¹⁷. Il faut en effet 6 à 7% des voix pour espérer un siège dans les circonscriptions les plus peuplées et au moins 10% dans les autres. Ce qui veut dire que, ce mode de scrutin aidant, il n'y a guère que les têtes de ces listes qui ont des chances d'être élues, à condition par ailleurs qu'elles soient soutenues par un ensemble plus large que leur propre parti. Sauf à admettre, ce qui serait en un sens renouer avec une des illusions de la récente élection présidentielle, que les rapports de force évolueront suffisamment pour qu'un « score à deux chiffres » soit accessible à ces listes.

Et maintenant ?

Au-delà des réactions des groupes divers se réclamant de la gauche de gauche, la création du Parti de gauche interroge. Est-ce seulement un parti de plus, voire, comme l'écrit un internaute¹⁸, une pierre dans le jardin du NPA, lui-même en cours de construction ? Faut-il y voir au contraire une base possible pour le « cadre permanent pour faire front », que les signataires de l'appel de Politis¹⁹ voudraient voir émerger ? Ou de la « fédération de forces et de citoyens qui commencerait à préfigurer un regroupement d'une gauche de transformation sociale et écologique », première étape vers « une force politique nouvelle », comme le proposent les Communistes unitaires, les Collectifs unitaires, les Alter Ekolo, Écologie solidaire et les Alternatifs ?

Ce qui mobilise plus particulièrement les divers collectifs et celles et ceux qui n'adhèrent à aucun de ces partis, c'est l'espoir de renouer avec la période 2004-2005, celle de la bataille du référendum sur projet de traité constitutionnel européen. Elle est devenue en très peu d'années une référence quasi mythique. Il n'est donc pas si étonnant que la nouvelle échéance européenne, les élections de juin 2009, remette en mouvement toute la mécanique des « constructions unitaires », d'autant que les mécanos sont restés à peu près les mêmes. Ces élections sont une sorte de catalyseur, bien plus que les autres élections intervenues depuis. Cette mise en mouvement à gauche présente cependant, par sa nature même, le risque de voir la question du « quoi faire ? » reléguée derrière celle du « comment faire ? ». Ce qui renouerait aussi avec ce qui manquait le plus cruellement au processus de 2005 : un projet, au-delà du non au référendum.

Les communistes unitaires voient avec ces élections l'occasion d'enclencher « une dynamique du type de celle de 2005, sous la forme d'un front des forces et des citoyens-s qui voudront y participer, qui pourrait constituer l'événement politique majeur de l'année 2009 ». Mais des groupes dont les élections ne constituent pas en principe la référence principale partagent ce point de vue. On peut lire ainsi dans la déclaration de principe adoptée le 11 octobre 2008 lors de la réunion nationale des signataires de l'appel

recherché (de l'ordre de 10% en moyenne, 7% là où il y a le plus de sièges). Le PCF a donc dû se contenter de... 2 sièges en 2004, dans les circonscriptions où le nombre d'élus était de 12 et 14 (Nord-Ouest et Île de France), les listes LCR-LO n'en obtenant aucun.

18. Plusieurs listes de diffusion « de l'Altergauche », des « Collectifs unitaires », etc. existent à côté de celles des formations politiques citées dans cet article. La création du Parti de gauche y a été largement commentée, de façon souvent moins positive, les intervenants n'étant pas les mêmes, que les réactions notées ici.
19. Voir : <http://www.politis.fr/L-alternative-a-gauche-organisons,3708.html>.

lancé à l'initiative de Politis, : « [...] À huit mois des élections européennes, l'assemblée des signataires considère qu'il serait incompréhensible que les forces antilibérales, celles-là mêmes qui ont mené en commun la bataille victorieuse du référendum du 29 mai 2005, ne s'expriment pas en commun à l'occasion de cette échéance ». Pour le M'PEP²⁰, « des listes unitaires de la gauche de gauche aux élections européennes seraient une immense source d'espoir. Elles pourraient créer la surprise. »

C'est d'ailleurs quasi exclusivement sur ce terrain que la première rencontre entre le PCF et le Parti de gauche a eu lieu. Certes, il s'agissait d'inaugurer une « relation profonde de partenariat ». Ce qui, pour qui en douterait, est explicité plus loin : « Partenariat car le Parti de gauche comme le PCF constituent deux partis distincts, qui reconnaissent et respectent leurs identités spécifiques ». Mais l'essentiel est dans l'annonce de la convergence sur l'appréciation les élections européennes et la volonté de « s'engager ensemble dans la construction d'un front de gauche pour une autre Europe démocratique et sociale, contre la ratification du Traité de Lisbonne et les traités européens actuels »²¹ Le front n'est pas un tête à tête et s'adresse à « tous ceux qui veulent s'impliquer dans cette élection et qui partagent ses orientations ». Ce qui fait craindre qu'on ne retrouve ici une attitude qui était coutumière au PCF au temps, après tout pas si lointain, où il était en mesure de rassembler autour de lui plutôt que de se rassembler avec d'autres. La nuance a son importance quand on lit plus loin que le front est ouvert à « tous les *partis* qui se sont engagés dans la bataille du non de gauche contre le projet de Traité constitutionnel européen » et qu'est souhaitée « notamment la participation du NPA, du MRC, des Alternatifs ».

Ce qui laisse augurer des relations difficiles, au moment de la question de la constitution des listes par exemple, avec les groupes et appels qui considèrent que l'avenir de la gauche de la gauche est dans des regroupements qui, sans ignorer les partis, recherchent des formes d'organisation nouvelles. ■

20. Le M'PEP, Mouvement politique d'éducation populaire, a été fondé en mai 2008. Voir son site : <http://www.m-pep.org/>.

21. Rencontre Parti de gauche/Parti communiste du 18 novembre, *Une rencontre dynamisante et stimulante*.

Actualité

Du fichier EDVIGE aux sociétés de contrôle

Le 29 octobre 2008, le Conseil d'État saisi en référé a rejeté, en arguant d'un défaut d'urgence, la demande de suspension réclamée par plusieurs associations et syndicats du décret du 27 juin « portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé Edvige ». Il ne s'était toutefois pas prononcé sur les recours au fond. Le 20 novembre, cet examen est rendu caduc : le décret est officiellement retiré. Le fichier devient nul et non avenue et les données collectées doivent en principe être détruites. C'est que deux mois plus tôt, l'acronyme de « exploitation documentaire et valorisation de l'information générale » faisait place à EDVIRSP, où l'information n'est plus « générale », mais « relative à la sécurité publique ». À l'heure où ces lignes sont écrites, on attend toujours le décret homologuant cet avatar censément débarrassé de plusieurs aspects alarmants, mais rebaptisé Edvige 2.0 par le collectif « Non à Edvige »¹ tant il continue de légitimer d'inquiétantes pratiques. Naguère encore, la novlangue bureaucratique-sécuritaire prenait le soin de déguiser la sophistication de la collecte de données personnelles en truffant les textes officiels du mot « liberté(s) ». Aujourd'hui, puisque sécurité et liberté sont présentées comme synonymes et que l'on « n'arrête pas le progrès », c'est à peine s'il est besoin d'euphémiser l'avènement d'une « société de contrôle ».

Inutile de revenir en détail sur le contenu du texte par lequel le scandale est arrivé, choquant même des esprits portés à la modération. Outre les nombreux commentaires qu'il a suscités, il a déjà été décortiqué et mis en perspective,

GRÉGORY SALLE
Institut fédératif de recherche sur les économies et les sociétés industrielles (IFRÉSI), CNRS, Lille.

1. <http://nonaedvige.ras.eu.org>.

notamment par la gauche judiciaire. Edvige ne se contente pas d'être le « trente-sixième fichier de police »². Aux termes du texte, il marque une extension et un approfondissement du fichage des personnes (physiques et morales) sur tous les plans : ses motifs de justification, les catégories de population concernées, le type de données recueillies, la longueur des délais de conservation, l'âge minimal fixé (13 ans), l'absence des moyens de contrôle et de correction, l'ampleur des possibilités de liaisons avec des bases de données connexes (y compris étrangères et privées). Une telle base de données légalise l'intrusion policière dans l'ordre du politique comme dans l'ordre de l'intime. Elle entretient la confusion entre militantisme et déviance, voire délinquance. Elle se nourrit de catégories floues ouvrant un vaste champ d'application, visant non seulement les personnes mais aussi leur « environnement » et leurs relations, certes « directes et non fortuites » – autant dire potentiellement toute la population. Elle mêle un peu plus l'ordinaire et l'exception sous l'emprise de la présomption dans ce qui est « susceptible de porter atteinte à l'ordre public ». Un gros fichier donc, tellement gros qu'on a pu y voir un trompe-l'œil.

Muleta et banderille

Cette idée a par exemple été énoncée sans ambages par Michel Onfray : « Je suis assez étonné de l'indigence politique des brailleurs qui sont descendus dans la rue et ont pétitionné contre le projet Edvige visant à ficher les citoyens en répertoriant leurs identités, leurs coordonnées, leurs états de santé, leurs préférences sexuelles, leurs engagements politiques ou syndicaux, leurs sensibilités intellectuelles. Dans cette affaire, soit on feint d'ignorer, soit on est un abruti. [...] L'informatique fait régner sa loi bien plus sûrement qu'Edvige qui fonctionne comme un chiffon rouge : tant qu'on s'excite sur ce genre de *muleta* secouée par le pouvoir, on laisse faire un flicage généralisé bien plus grand, plus dangereux, parce qu'il est, lui, silencieux et invisible. Edvige cache [...] une société de contrôle bien plus efficace que ces leurres lancés par le ministère de l'Intérieur... »³.

En écrivant ce billet d'humeur, son auteur feignait sans doute lui-même l'étonnement et l'ignorance du degré de

conscience politique des opposants à la première mouture du fichier. Le sarcasme avait l'intérêt de planter une banderille dans la conscience militante, en l'incitant à ne pas prendre la partie pour le tout et à oublier l'histoire. Mais la raillerie laissait un sentiment mitigé. Le ricanement hautain de celui « à qui on ne la fait pas » tant il est habile à discerner l'illusion de surface et la réalité des profondeurs, ajouté au postulat contestable d'une mobilisation myope et exclusive, donnaient au texte un ton agaçant. Sur le fond, tenir Edvige pour un « chiffon rouge » ou un « leurre », donc soutenir que ce fichier endosse essentiellement une fonction de diversion (sinon préméditée, du moins improvisée après les premières manifestations d'hostilité) paraît séduisant et simpliste. Le reléguer au simple rang de symptôme ou d'écume insignifiante de la déferlante sécuritaire ne semble guère plus judicieux. Nul ne doute que la mobilisation contre Edvige puisse être instrumentalisée. Et on sait la faculté du gouvernement à ne faire un pas en arrière qu'après avoir fait deux pas en avant, de sorte qu'il a l'air de faire des concessions quand il s'assure une petite victoire. Mais si ce fichier n'est ni le premier, ni le seul, ni forcément le pire, il n'en incarne pas moins une composante concrète à part entière de la fameuse « société de contrôle ». D'où la nécessité de prendre en compte ses spécificités matérielles et fonctionnelles, ainsi que son rôle dans la redistribution des rapports de forces et la redéfinition de l'espace des possibles.

La controverse autour d'Edvige permet de saisir la spécificité de cet outil tout en parant à une concentration absolue. En retraçant la généalogie du fichage : ses origines, ses logiques, ses dynamiques, ses usages. En replaçant son évolution dans l'avènement général d'un ordre sécuritaire, au sein d'un ensemble auquel participent aussi la vidéosurveillance, la biométrie ou les systèmes d'écoute des communications civiles, dont l'archétype est Échelon⁴). En mettant en lumière ce que le fichier Edvige est susceptible d'éclipser, dans l'histoire comme dans l'actualité, par son pouvoir d'attraction ambivalent – sans pour autant supposer que sa vocation s'épuise dans cette fonction de distraction. Enfin, en évitant de confondre l'intention et la mise en œuvre, négligeant les obstacles (bureaucratiques, financiers, techniques...) qui maintiennent un hiatus entre

2. E. Sire-Marin, « Le fichier Edvige ou Fais attention à tes oreilles, elles ont des murs », *Copernic Flash*, septembre 2008, www.fondation-copernic.org. Une analyse pondérée conduit le juriste Frédéric Rolin à évoquer « un pas de plus vers la soft-dictature » (<http://frederic-rolin.blogspot.com>, 9 septembre 2008).

3. « Edvige est un pseudonyme », *Siné Hebdo*, n° 2, 17 septembre 2008, p. 2.

4. Voir les contributions de Éric Heilmann et Pierre Piazza dans L. Mucchielli (dir.), *La frénésie sécuritaire*, Paris, La Découverte, 2008, et D. Campbell, *Surveillance électronique planétaire*, Paris, Allia, 2001.

les deux – avec cependant un piège : conclure à l'inefficacité ou à l'échec des techniques de surveillance à l'aune de leurs seules prétentions affichées, en négligeant les effets de pouvoir emportés par un dispositif⁵. Somme toute donc, compenser un peu de paranoïa dickienne (suivant le credo que « le pire est toujours vrai »⁶) par ce qu'il faut de réalisme sociologique. Tout ceci sans parler de mouvements de résistance ou de subversion, par des mobilisations civiles ou du piratage numérique⁷.

L'affrontement autour d'Edvige a ainsi été l'occasion de rappeler l'affaire Safari (système automatisé de fichiers administratifs et du répertoire des individus), du nom opportun du « projet technocratique, concocté dans le plus grand secret depuis le ministère de l'Intérieur et ébruité par la presse et des parlementaires, qui a déclenché entre 1972 et 1974 la prise de conscience citoyenne sur les « pièges liberticides » de l'informatique » et fut à l'origine de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés)⁸. La presse s'est faite l'écho d'agents du renseignement se gaussant des cris d'orfraie naïvement poussés devant un fichier ne faisant qu'homologuer des pratiques qui, décret ou pas, s'effectuaient déjà dans la discrétion. D'aucuns ont averti que pendant qu'Edvige focalise l'attention, d'autres dispositifs tout aussi pernicious et intrusifs prospèrent dans une indifférence relative. C'est en particulier le cas de sa jumelle cachée Cristina⁹, qui entend recenser les mêmes informations mais dont les actes réglementaires n'ont eux pas été publiés, sous couvert d'un secret-défense justifié par la lutte antiterroriste. Il serait d'ailleurs instructif de pouvoir lire l'avis préalable rendu par le Conseil d'État sur ces projets ; avis confidentiels dont seul le gouvernement peut autoriser la publication. D'autres ont alerté sur les dérives liées au STIC (Système de traitement des infractions constatées), qui recense des individus ayant simplement été mis en cause dans une affaire policière (et est notamment bourré d'erreurs) ou simplement sur les dangers liés au quasi monopole du moteur de recherche Google. Président de la CNIL et sénateur de droite, Alex Türk s'est dit « mille fois plus préoccupé » par le traçage des personnes et plus largement par l'inconscience des dangers de la civilisation numérique que par Edvige¹⁰.

L'avènement des sociétés de contrôle

L'enjeu du fichage se comprend à la fois dans sa spécificité (bio)politique et comme pièce du puzzle des « sociétés de contrôle », dont Gilles Deleuze a donné une célèbre esquisse de caractérisation¹¹. Dans son sillage et celui de Foucault, Olivier Razac a récemment proposé de « disséquer » cette société de contrôle en partant de la matérialité même des dispositifs qui la composent¹². Outre qu'il s'efforce de creuser une intuition conceptuelle facilement appauvrie en slogan, son travail a l'intérêt de poser moins le problème en termes d'atteintes aux libertés, selon un discours louable mais convenu, qu'en termes de recomposition des rapports de domination. Analyser les nouvelles servitudes volontaires à partir de la sophistication de technologies de contrôle suppose simultanément de repérer les discours de justification et les affects de valorisation qui leur correspondent. L'auteur noue ainsi la prolifération de tels dispositifs à la production concomitante d'une subjectivité sécuritaire sous-tendue par des types de désir : de sécurité bien sûr, mais aussi d'efficacité (voire de commodité), d'économie et d'intensification existentielle. Car si « le pouvoir de contrôle fonctionne plus au plaisir qu'à la peine »¹³, la fascination pour le progrès est d'autant plus aisée que le dispositif concerné comporte une dimension ludique. Par ailleurs, l'idée que le contrôle est continu quand la discipline était discontinue semble rendre vaine la figure de la fuite ou de l'exode, tant les dispositifs de contrôle fonctionnent à la mémoire, à la traçabilité et à la prospective, tout en enserrant fermement les intérêts concrets des individus.

Le fichage des populations n'est évidemment pas nouveau dans son principe. Et il n'est nullement l'apanage des régimes dits « totalitaires » : qu'on pense seulement au « Carnet B » institué sous la III^e République. Les historiens en ont établi la généalogie et les temps forts dès le XIX^e siècle en lien avec diverses techniques d'identification ou d'objectivation du passé, telles que les empreintes digitales et le casier judiciaire. Son caractère préventif lui-même n'est pas un acquis récent, puisque par définition l'anticipation est au principe de la surveillance. Outre le raffinement technique, l'évolution récente se caractérise par une ampleur inédite et un

5. Comme le remarque un lecteur du *Monde diplomatique* à la suite d'un article pointant l'échec de la vidéosurveillance dans la lutte contre la délinquance au Royaume-Uni (N. Le Blanc, « Sous l'œil myope des caméras », *Le Monde diplomatique*, n° 654, septembre 2008), si les résultats policiers ne sont pas à la hauteur des objectifs officiels, il n'en reste pas moins que la présence de caméras en milieu urbain, clairvoyantes ou non, tend en soi à façonner nos comportements.
6. Voir S. Burt, « L'envers du décor », *La Revue internationale des livres et des idées*, n° 7, septembre-octobre 2008.
7. Voir la *International Campaign Against Mass Surveillance* (<http://www.i-cams.org>) et J-M Manach, « Les bidouilleurs de la société de l'information », *Le Monde diplomatique*, n° 654, septembre 2008.
8. A. Mattelart, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte, 2007, p. 148.
9. Pour « Centralisation du renseignement intérieur pour la sécurité du territoire et les intérêts nationaux », base créée à partir de fichiers de la DST et des RG.
10. « Il y a bien plus dangereux que le fichier Edvige », *Télérama*, n° 3062, 20 septembre 2008.

11. « Post-Scriptum sur les sociétés de contrôle », *Pourparlers*, Paris, Minuit, 1990, p. 240-247.
12. O. Razac, *Avec Foucault, après Foucault. Disséquer la société de contrôle*, Paris, L'Harmattan, 2008.
13. *Ibid.*, p. 113.
14. « Proteste gegen «Stasi 2.0» », www.spiegel.de, 11 octobre 2008 ; « Schluss mit dem Ausspähen ! », www.taz.de, 8 octobre 2008.

affichage plus décomplexé. Le fichage ne se borne plus à viser les étrangers, la plèbe marginale ou séditeuse et les figures militantes ; elle s'étend tendanciellement à l'ensemble de la population. Cette extension au-delà de minorités ciblées est d'ailleurs la condition de mobilisations massives. Si en France, quelques centaines de citoyens seulement ont manifesté le 16 octobre dernier (fête de la Sainte Edwige oblige), ils étaient quelques jours plus tôt plusieurs dizaines de milliers défilant à Berlin en faveur d'un accroissement de la protection des données personnelles¹⁴. Plus d'une centaine d'associations, dont la confédération syndicale (qui compte environ 6,5 millions d'adhérents), ont appelé à une journée d'action internationale.

En Allemagne, la question du fichage généralisé des citoyens au service d'un contrôle social intrusif agite régulièrement l'actualité, selon les termes d'un débat qui remonte à l'après-1968¹⁵. La vigilance critique à l'égard de ces dispositifs a dans son collimateur les *Datenmissbrauch* (les atteintes aux libertés, qu'elles soient policières ou publicitaires, résultant des abus liés à la collecte des données privées) et plus généralement le spectre d'un *Sicherheitsstaat* et d'un *Überwachungsstaat*, soit un État sécuritaire doublé d'un État de surveillance généralisée¹⁶. Les dérives liées au fichage sont propices aux analogies avec les pratiques de la Stasi, naguère dénoncées par les élites politiques ouest-allemandes comme l'antinomie d'un État de droit digne de ce nom : la cible est aujourd'hui la « Stasi 2.0 », plus perfectionnée. La mobilisation est régulièrement ravivée par des scandales¹⁷, dans le contexte de la politique sécuritaire personnifiée par le très conservateur ministre de l'Intérieur (CDU) Wolfgang Schäuble et menée sous couvert de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. En avril 2007, l'hebdomadaire modéré *Die Zeit* avait dressé la « liste de l'effroi »¹⁸ composée des mesures préconisées par Schäuble, parmi lesquelles l'extension des possibilités offertes à la police d'effectuer des écoutes téléphoniques, la systématisation du recueil et de l'usage des empreintes digitales et le développement de données biométriques – sans parler de l'autorisation de recourir à l'armée pour régler des troubles intérieurs... Concernant le fichage, justifié par la modernisation du processus pénal, deux mesures ont sou-

levé un tollé : l'une visant à instaurer une « fouille électronique » clandestine (via des « chevaux de Troie ») destinée à vérifier préventivement la conformité des ordinateurs des citoyens, l'autre à obliger les entreprises concernées à stocker pendant six mois les informations des usagers. Cette dernière mesure donne lieu à la plus grosse plainte déposée à la Cour constitutionnelle de l'histoire nationale¹⁹. Depuis une décennie, les « rapports sur les droits fondamentaux », édités sous l'égide de neuf organisations établies, attirent l'attention sur les dangers de l'instauration d'une société de surveillance. Le rapport de 2008 fait part de l'« hystérie sécuritaire » qui sature les discours mais aussi les pratiques étatiques²⁰. En Suède, une loi « avant-gardiste » sur la surveillance électronique a été rebaptisée « Lex Orwell »²¹.

La référence orwellienne est néanmoins trop précieuse pour être galvaudée en poncif. Mobilisatrice, elle peut aussi pâtir d'un usage paresseux, comme véhiculer le mythe de l'infaillibilité des dispositifs sécuritaires au service d'un pouvoir central omnipotent. Un danger de l'extension et de la complexification de ces dispositifs tient au contraire à leur fragilité et à leur volatilité. De même, la représentation sombre de l'ordre sécuritaire ne saurait faire oublier l'une de ses stratégies : s'affirmer sous le signe de la bienveillance et de la protection contre les aléas fâcheux. Il y a dix ans, Fabien Jobard soulignait un trait du savoir et du savoir-faire sécuritaires : « Il élargit l'espace de légitimation non pas d'un régime arbitraire, non pas d'un régime répressif, mais d'un régime de sollicitude infinie, où peu à peu la moindre injure à la tranquillité est l'objet de l'intervention de la puissance publique »²². L'opposition commode entre l'État de droit (à préserver) et l'État sécuritaire (à congédier) manque alors l'essentiel : la composition d'une figure étatique qui sera d'autant plus « de droit » et garante des libertés qu'elle prétendra garantir la sécurité, c'est-à-dire maîtriser nos mauvais penchants, désamorcer leurs virtualités décrétées indésirables, et plus encore garantir notre bonheur. D'où la remémoration d'un autre père de la dystopie, Evgueni Zamiatine, qui dans *Nous autres* (1929), a dépeint le cauchemar d'une société absolument transparente chargée de la promesse d'un « bonheur mathématique exact ». ■

15. D. Linhardt, « La «question informationnelle». Éléments pour une sociologie politique des fichiers de police et de population en Allemagne et en France (années 1970 et 1980) », *Déviante et Société*, 29 (3), 2005, p. 259-272.

16. Voir par exemple « Vom Rechtsstaat zur Sicherheitsgesellschaft », *Vorgänge*, n° 178, 2007.

17. Ainsi l'été dernier, avec la révélation d'un trafic commercial de données privées (« Le gouvernement allemand organise un sommet de crise sur la protection des données », *Le Monde*, 27 août 2008).

18. www.zeit.de/online, 16 avril 2007. Sur tous ces points, voir les entrées consacrées aux enjeux de surveillance et de sécurité sur le blog « Les dessous de l'Allemagne » (<http://allemagne-et-plus.a18t.net/>).

19. Voir www.vorratsdatenspeicherung.de, ainsi que le dossier de la *Tageszeitung* dédié à la surveillance : www.taz.de/1/archiv/dossiers/dossier-ueberwachung.

20. www.grundrechte-report.de

21. « Les Suédois sont mobilisés contre «Lex Orwell», la loi sur la surveillance électronique », *Le Monde*, 31 juillet 2008.

22. F. Jobard, « Que sait la police ? », *Vacarme*, n° 7, 1999, p. 25 (www.vacarme.org/article99.html).

Europe

Des arrêts de la Cour de justice des communautés européennes contre l'Europe sociale

La Cour de justice des communautés européennes (CJCE)¹, gardienne des traités, s'est arrogé le droit de faire le droit et non plus seulement de le dire. C'est du moins ce qui se dégage des arrêts prononcés dans le domaine social par la Cour de Luxembourg entre décembre 2007 et avril 2008. Ce n'est pas banal. L'encre a coulé et la polémique s'est accrue au point de rendre hystériques des commentateurs qui ne voient dans la construction européenne réellement existante que du bonheur.

Que l'Union européenne soit dotée d'un système judiciaire n'a rien de critiquable, même si on peut déplorer, par exemple, que ne soit pas instituée d'instance d'appel des décisions de la Cour de justice. Celle-ci, créée en 1951 en même temps que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), est devenue Cour unique pour la Communauté économique européenne en 1958. Dans le domaine social, la Cour a pu imposer des principes comme celui de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un même travail (arrêt Dufrenne, 1976). Mais, d'une façon générale, le droit positif (celui contenu dans les traités) et la jurisprudence établie par la Cour de Luxembourg sont « hiérarchisés ». Le droit de la concurrence est premier. Les autres droits ne sont reconnus que lorsqu'ils ne le contredisent pas. Cette hiérarchie du droit européen est au fondement des arrêts évoqués dans cet article.

Toutefois il faut noter que ces arrêts renforcent la jurisprudence établie par la Cour de Luxembourg, sans en modifier fondamentalement le cours et le sens. Mais, parce que les décisions antérieures étaient socialement acceptables ou

MARC MANGENOT
Fondation Copernic

1. La Cour de justice des Communautés européennes, dite Cour de Luxembourg, constitue l'**institution juridictionnelle communautaire**. Elle est composée de trois juridictions: la Cour de justice, le Tribunal de première instance et le Tribunal de la fonction publique, dont la mission essentielle consiste à examiner la légalité des actes communautaires et à assurer une **interprétation et une application uniformes du droit communautaire**. (source : le site Europa de l'Union européenne).

acceptées, ou jugées plus « équilibrées » au regard du droit de la concurrence et de la liberté d'établissement, elles n'étaient pas contestées. La construction européenne elle-même ne l'a guère été, dans la forme et sur le fond, sauf lorsque des traités étaient soumis à référendum (1992, 2005, 2008). Un exemple pour illustrer cette absence de réaction : En 1999 (arrêt Centros), la Cour avait estimé, sans que cela soulève beaucoup de protestations, qu'un ressortissant d'un État membre pouvait implanter une activité économique dans l'État membre qu'il jugeait le moins contraignant et, qu'ensuite, il disposait de toute liberté pour créer des succursales dans un autre État membre sur la base du droit de l'État d'implantation de la société mère. L'arrêt rendu faisait explicitement référence à la liberté d'établissement garantie par le traité instituant la Communauté européenne (article 49).

Marché intérieur et droits sociaux : des arrêts contestés

D'aucuns pensent que la question est simplement de savoir quel équilibre trouver entre la liberté économique (le marché intérieur) et les droits sociaux et syndicaux. Cette façon de poser la question ne laisse pas de rendre perplexe, après la vague de quatre arrêts rendus par la CJCE (arrêts Laval, Viking, Rüffert et le dernier concernant la transposition par le Luxembourg de la directive de 1996 sur le détachement des travailleurs).

L'affaire qui a opposé les syndicats suédois du bâtiment à l'entreprise lettone Laval est exemplaire à plus d'un titre. Elle doit cependant être resituée dans son contexte national. L'entreprise Laval refusait de signer un accord collectif visant à appliquer la convention collective suédoise du bâtiment. Elle estimait que les salariés lettons, détachés pour la construction d'une école à Waxholm, étaient déjà protégés par une convention collective lettone. Les syndicats suédois estimaient de leur côté que la convention collective suédoise du bâtiment devait s'appliquer à tous les salariés. Ils voulaient par là prévenir tout risque de *dumping* social. Ils défendaient l'égalité de traitement de tous les salariés travaillant sur le sol suédois et s'appuyaient sur le système social suédois, fondé principalement non sur des lois mais sur des accords collectifs, ici la

convention collective du bâtiment. Ce type de convention a force de loi, en Suède, pour une branche d'activité. La Cour de Luxembourg a manifesté sur ce point un franc désaccord, arguant notamment du fait que la convention collective prévoyait des dispositions plus favorables que les minima définis par la loi. La décision de la Cour met ici en cause le principe de la hiérarchie des normes, qui veut qu'une convention passée entre partenaires sociaux ne peut être moins favorable aux salariés qu'un texte légal national. Si elle est conclue, c'est justement pour définir des droits supérieurs aux minima sociaux. Sinon elle est inutile ou se contente de reproduire les textes législatifs en vigueur. La question est maintenant de savoir si le tribunal du travail suédois, qui doit rejurer l'affaire, se prononcera totalement dans le même sens que la CJCE.

Dans l'affaire *Viking Line*, la Cour européenne (arrêt du 11 décembre 2007) a jugé que l'action des syndicats constituait un obstacle à la liberté d'établissement. Tout est parti de la décision de la firme finlandaise *Viking Line* d'immatriculer en Estonie un navire assurant la liaison entre Helsinki et Tallinn, afin d'employer du personnel estonien à un niveau de salaire inférieur. Les syndicats se sont opposés à ce transfert et à la baisse des rémunérations qui en découlait. Les subtilités argumentaires de la Cour européenne valent la peine d'être notées : selon la Cour, les syndicats sont fondés à mener des actions collectives pour dissuader une entreprise de délocaliser, à la condition cependant que ces actions ne segmentent pas le marché du travail selon les frontières nationales, ou qu'ils n'empêchent pas une entreprise délocalisée de fournir des services dans un autre État membre. Ou encore : pour un syndicat la menace de grève pour obtenir une convention collective ne doit pas constituer une restriction à la liberté d'établissement ! Liberté totale pour le capital, par conséquent et restrictions sévères pour le droit du travail et pour les syndicats. De fait et de droit, la Cour décrète que la simple menace de grève, dans le but d'obtenir une convention collective ou son application, constitue une entrave à la liberté d'établissement, principe premier.

L'affaire Rüffert est plus complexe. Selon un administrateur judiciaire (M. Rüffert) agissant pour une entreprise allemande (*Objekt und Bauregie*), l'entreprise polonaise sous-traitante a versé à 53 ouvriers travaillant sur le chantier de l'établis-

sement pénitentiaire de Göttingen moins de 47% du salaire minimum fixé par la convention collective du bâtiment et des travaux publics de Basse-Saxe. En conséquence, le *Land* de Basse-Saxe réclame une pénalité à l'entreprise *Objekt und Bauregie*. Celle-ci refuse. L'affaire est portée devant la Cour de Luxembourg. La Cour estime les dispositions imposées par le *Land* de Basse-Saxe incompatibles avec la directive 96/71 relative au détachement des travailleurs². Or, la loi du *Land* de Basse-Saxe stipule que les contrats de travaux publics ne sont attribués qu'aux entreprises s'engageant à verser à leurs salariés la rémunération minimale prévue par la convention collective. Selon la Cour, la loi du *Land* de Basse-Saxe ne fixe pas de salaire minimum, mais renvoie à la convention collective applicable. Or, cette convention collective n'a pas fait l'objet d'une déclaration d'application générale. C'est sur cette « faille » juridique que la Cour s'appuie pour arrêter sa décision. Ce jugement encourage les entreprises qui répondent à des appels d'offres à intégrer dans leurs propositions les conditions minimales de travail de l'État d'accueil et non celles qui sont définies dans les conventions collectives, nécessairement plus avantageuses pour les salariés.

Dans l'affaire opposant la Commission au Grand-Duché de Luxembourg, l'argumentation de la Commission va loin, et la Cour donne raison à la Commission sur tous les points, dans la droite ligne des trois arrêts précédemment cités. La Commission, appuyée par le Conseil des ministres du Travail de l'Union européenne, estime que le Luxembourg a transposé la directive 96/71, déjà citée, en accordant une protection trop large aux salariés, en se référant trop strictement au principe d'égalité entre travailleurs luxembourgeois et travailleurs détachés au Luxembourg. En résumé, le Parlement luxembourgeois n'aurait pas dû adopter une loi imposant aux entreprises implantées dans le Grand-Duché l'application de conventions collectives, celles-ci devant être considérées comme relevant de l'ordre public national. En donnant raison à la Commission, la Cour considère en fait que les États ne sont pas libres d'exiger le respect des dispositions contraignantes de leur droit du travail. Pour cela, la Cour reprend, sous une autre forme, les arguments qu'elle a fait valoir dans les arrêts précédents, à savoir que les conventions collectives nationales (ici : luxembourgeoises) ne relèvent pas du champ d'application de la directive et ne peuvent être, en conséquence,

considérées comme partie intégrante du droit (communautaire) sur le travail et l'emploi. C'est clairement un alignement du droit du travail par le bas, une nouvelle légitimation du *dumping* social. C'est aussi une interprétation constante et restrictive de la Cour en matière d'ordre public.

Une égalité formelle et pernicieuse en droit européen

Mais il faut aller plus loin que la question de la hiérarchie du droit : la libre circulation (des marchandises, des capitaux, des personnes) introduit une fausse égalité. Les marchandises, les capitaux et les personnes ne sont en effet pas des « objets juridiques » pouvant être traités identiquement. C'est pourtant ce qu'affirme en creux Jean Quatremer dans *Libération* du 3 avril 2008. Commentant l'arrêt Ruffert, il estime que la Cour est fondée à imposer la libre prestation de services et qu'un État membre, s'il peut décider d'un socle de droits sociaux minimaux, n'a aucune légitimité à dresser « des obstacles supplémentaires qui reviendraient à annuler l'avantage comparatif des entreprises étrangères ». Ce serait, poursuit-il, accepter le « retour aux droits de douane sur les marchandises entre États membres ». Des salaires bas et une sécurité sociale de faible niveau seraient ainsi des avantages comparatifs légitimes dans le cadre de la libre concurrence ! Les personnes seraient traitées comme les marchandises ou les services qui, aujourd'hui, ne sont plus soumis aux droits de douane au sein de l'Union européenne. Si l'arrêt Laval, par exemple, mettait sur un pied d'égalité les droits sociaux et la liberté d'établissement des services, ce serait déjà un problème. Mais il accorde en fait la primauté à la liberté d'établissement sur les droits sociaux. Avec les autres arrêts de la période récente, la Cour place très bas le curseur de la protection sociale minimale, qui devient la protection maximale admise.

L'interprétation et l'application du droit communautaire sont ainsi conformes à l'esprit (du moins tel qu'il s'est affirmé depuis cinquante ans, en dépit de ce qu'ont pu penser à l'origine les partisans d'une Europe de la paix et du « progrès social ») et à la lettre des traités. L'analyse des quatre arrêts cités conduit à se demander si la Cour de justice européenne n'a pas été plus loin que le droit, si elle n'a pas produit du droit

2. Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, voir : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31996L-0071:FR:HTML>

positif, et non pas simplement de la jurisprudence. En un sens, la directive Bolkestein, devenue finalement la directive Services révisée, et adoptée en décembre 2006, constitue un appui aux thèses de la Cour. De la même façon, on peut considérer que la Cour anticipe le traité de Lisbonne en cours de ratification, qui reprend l'essentiel du projet de traité constitutionnel rejeté en 2005, et fait par conséquent le droit au lieu de se contenter de le dire, estimant sans doute qu'elle ne fait qu'anticiper sur le traité

Autant dire que la bataille du droit est une affaire importante au sein de l'Union européenne. C'est une question politique qui relève du champ de la démocratie. Cette question s'étend aux services publics et ne concerne pas seulement le droit du travail. L'égalité ne saurait être vue uniquement à travers le prisme du droit, même si l'égalité en droit est absolument fondamentale. Elle passe aussi par l'existence de services publics, établis à différents niveaux (du local à l'europpéen en passant par le national). Ceux-ci contribuent à rendre effectif l'accès égal aux services sociaux et aux biens communs. Cela n'est possible qu'à condition que, dans le cadre de pratiques démocratiques effectives, ils fassent l'objet d'adaptations pour améliorer leur qualité et leur disponibilité. Cela s'oppose à la primauté du droit de la concurrence, comme le fait l'adoption et l'application de droits sociaux harmonisés, le plus rapidement possible, par le haut. C'est la seule façon, pas simple cependant, pour lutter contre toutes les formes de discrimination et de *dumping* (social, écologique, fiscal, budgétaire).

D'emblée, se pose une question qui hante le monde social-libéral. En effet, dès lors que la concurrence est admise à la fois comme moteur et régulateur de l'activité économique, à quel niveau convient-il de fixer les minima sociaux et écologiques, en dessous desquels une entreprise nationale ou étrangère ne doit pas descendre ? Le seul fait de fixer des minima est déjà en soi une entorse au principe de la libre concurrence. Mais c'est une arme tellement utilisée dans la concurrence qu'il est difficile d'y renoncer. Si, par exemple, un État décide de diminuer les cotisations sociales (la part solidaire pour la maladie, la vieillesse, la maternité, les accidents, etc.), il le fait au nom de la concurrence pour favoriser les entreprises du pays ou encore pour tenter de défendre l'emploi au détriment du pouvoir d'achat (car c'est aujourd'hui lié au bas niveau des salaires)

et de la sécurité sociale collective. Les juges européens savent tout cela : il y a le droit qui donne la primauté à la concurrence et les pratiques réelles des États. De ce point de vue, ils ne font qu'appliquer le droit et étendre des pratiques qui sont celles des États membres (et non membres). La bataille politique pour les droits n'en est que plus ardue. Car d'une certaine façon, la Cour limite fortement la possibilité pour les syndicats de négocier des accords. Ce qui revient à remettre en cause le dialogue social dont on se targue par ailleurs. Cette limite s'applique aussi aux États qui auraient l'outrecuidance de se référer à des accords entre partenaires pour légiférer.

La politique devrait reprendre la main, sans que la Commission puisse s'y opposer par principe, bien qu'elle détienne le monopole de l'initiative législative. À défaut d'un sursaut, la jurisprudence très extensive de la Cour de Luxembourg continuera de s'imposer. Le principe de subsidiarité, d'une façon générale, n'est pas appliqué. Pour sa part, la Cour le foule aux pieds en intervenant dans des domaines qui relèvent – théoriquement et juridiquement – des droits nationaux. Évidemment, l'application de la subsidiarité peut être une arme à double tranchant, notamment en matière de droit social. Dans le cadre des traités actuels et de la jurisprudence établie par la Cour, elle est donc d'un usage délicat, dès lors que les règles de la libre concurrence et de la liberté de circulation des capitaux sont d'application obligatoire et les principes de droits sociaux laissés à la libre appréciation des États membres, dès lors surtout que la Cour limite les droits des États (ou des collectivités territoriales) et l'application du droit du travail national dans les États. Ce déséquilibre constitue une véritable prise en tenailles : dans la concurrence que se livrent « légalement » les capitaux, toutes les pratiques de *dumping* social sont de fait encouragées. Les mesures actuellement adoptées pour soutenir ou renflouer le secteur bancaire, montrent qu'il est possible de renverser les tendances lourdes (à tous égards) de l'actuelle construction de l'Union européenne, quel que soit l'état du droit existant. Ces mesures, bien insuffisantes car ne touchant en rien l'essentiel, contredisent cependant de fait l'esprit et la lettre des traités existant ou en cours de ratification.

L'argument de la non-discrimination à l'égard des travailleurs détachés se présente comme un sophisme. Tous les

hommes et toutes les femmes qui revendiquent un emploi sont égaux face au marché du travail. Les minima sociaux et salariaux autorisent l'accès de tous et toutes au marché du travail au sein de l'Union européenne. En conséquence, les avantages supérieurs existant dans un pays membre feraient obstacle à la libre embauche et ne pourraient être appliqués à des non-nationaux. C'est le rejet dans la boîte des objectifs impossibles à atteindre de l'harmonisation progressive et par le haut des droits sociaux au sein de l'Union européenne. Le récent élargissement, avec l'intégration de pays où les droits sociaux sont très inférieurs, constituera de fait l'extension d'une vaste zone de libre-échange.

Que la concurrence ne soit jamais libre et qu'elle soit toujours faussée, ce que tous les politiques intelligents savent pertinemment, ne change rien. La Cour estime que la concurrence est faussée, selon sa lecture des traités, dès lors que la réglementation du travail et du marché du travail lui fait obstacle. La rhétorique qu'elle utilise ne doit pas tromper. Les syndicats sont certes reconnus aptes à présenter des revendications et à organiser des contestations, y compris la grève. Mais, n'est-ce pas limiter outrancièrement leurs pouvoirs et leur rôle que de les soumettre au droit absolu de la concurrence et de la liberté d'installation des services ? La liberté de négociation dans les entreprises n'est-elle pas ainsi remise en cause ? En somme, ni le droit de grève, ni l'existence de conventions ne feraient problème, mais leur caractère disproportionné par rapport aux règles et aux « nécessités » du marché.

Au-delà des débats et des questions que pose directement cette série rapprochée d'arrêts de la Cour de Justice, on peut légitimement s'interroger sur la rôle de la Cour. Ce qui, *a priori*, fait jurisprudence ressortit en partie du domaine législatif, car la Cour dépasse l'esprit et la lettre de traités déjà fort discutables. En s'attaquant à la réglementation du marché du travail, en suivant quasi systématiquement les positions ou les demandes de la Commission et du Conseil des ministres, elle participe aussi du pouvoir exécutif. ■

Politiques d'ailleurs

L'affaire Chaudhry : le mouvement des robes noires pakistanaises de 2007-2008

En suspendant le président de la Cour suprême pakistanaise, Iftikhar Muhammad Chaudhry, le 9 mars 2007, le général Pervez Musharraf pensait s'être débarrassé d'un magistrat devenu gênant par son activisme judiciaire. Le juge Chaudhry a refusé pourtant de démissionner et, avec le soutien du barreau et d'une partie de la magistrature, engagé une épreuve de force avec le chef de l'État (et de l'armée). C'est le début d'une crise politico-judiciaire qui va précipiter l'effondrement du régime Musharraf, en août 2008.

LAURENT GAYER
CNRS-Centre
universitaire
de recherches
administratives et
politiques de Picardie-
Curapp, Amiens

Dès le début de la crise, le juge Chaudhry se voit attribuer le titre de « *hero* » – en anglais dans le texte – par les avocats qui ont pris fait et cause pour lui. Mais si cet « héroïsme » du juge s'affiche sans nuance sur les bannières de ses supporters, les récits de lutte des avocats qui se sont mobilisés à ses côtés présentent une image beaucoup plus complexe du personnage, qui mérite que l'on s'y arrête parce qu'elle met en lumière les enjeux de cette révolte des robes noires pakistanaises, venue rappeler que l'État de droit n'a pas dit son dernier mot dans un pays qui a pourtant passé près de la moitié de son existence sous la férule des militaires.

La résilience de l'État de droit pakistanais

Quatre dictatures militaires (celle d'Ayub Khan de 1958 à 1969, celle de Yayha Khan de 1969 à 1971, celle de Muhammad Zia-ul Haq de 1977 à 1988 et celle de Pervez Musharraf de 1999 à 2008) n'ont pas suffi à étouffer l'État de droit pakistanais. Cette résilience s'explique moins par

l'insubordination chronique des robes noires (qui dans leur majorité ont plutôt soutenu ces régimes militaires) que par les stratégies de justification des putschistes. Tous ces régimes sécuritaires furent des autoritarismes légalistes, peu regardants sur la norme constitutionnelle et pourtant attentifs à préserver les apparences de la légalité, au besoin en la redéfinissant comme « révolutionnaire » avec l'aide de magistrats inspirés par les travaux du juriste américain d'origine autrichienne Hans Kelsen.

Appareil de légitimation politique pour les putschistes, la Justice pakistanaise fait aussi tourner l'économie, qui en retour sait lui témoigner sa gratitude. Ce n'est pas un hasard si les bastions des professions juridiques sont aussi ceux du monde des affaires (Lahore, capitale de la province du Pendjab, au Nord-Est du pays, et Karachi, capitale de la province du Sind, au Sud). Car le droit des affaires est lucratif dans un pays où l'engorgement du système judiciaire (1,5 million de dossiers sont actuellement en attente de jugement devant les tribunaux civils du pays) encourage les plaignants à graisser la patte des juges par l'intermédiaire de leurs avocats, qui prélèvent au passage leur dîme sur ces pots de vin. Dans le cas contraire, les plaignants doivent se préparer à attendre dix à vingt ans avant de voir leur affaire examinée...

Ces connivences des juristes pakistanais avec les militaires et le monde des affaires contribuent à l'ambivalence de leurs représentations dans la société. D'un côté, la figure de l'avocat (*vakil*) jouit d'un réel prestige : historique d'abord, puisque toute la population garde à l'esprit que le fondateur du Pakistan, Muhammad Ali Jinnah, ainsi qu'une partie de son équipe, étaient eux-mêmes des avocats ; social, ensuite, puisque juges et avocats sont perçus comme des notables influents. Dans le même temps, la corruption supposée (et souvent avérée) des professions juridiques en fait un objet d'hostilité et de dérision (les juges sont surnommés les « borgnes » [*kane*], parce qu'ils savent fermer l'œil quand leur intérêt l'exige).

Ces professions juridiques ont longtemps trouvé leur compte dans le contrat tacite qu'elles ont passé avec les militaires, parce qu'il servait leur intérêt institutionnel autant que les intérêts particuliers des magistrats et des avocats

les plus dociles. C'est ce qu'illustre de manière exemplaire la carrière professionnelle du juge Chaudhry, qui n'a gravi les échelons du système judiciaire qu'en faisant le dos rond devant les militaires. Cette cooptation de la Justice par les militaires a pourtant trouvé ses limites sous le régime du général Musharraf. Ce régime a en effet coïncidé avec l'ascension professionnelle d'une nouvelle génération d'avocats, plus politisés que leurs prédécesseurs et déterminés à défendre l'indépendance du judiciaire. Ce sont ces avocats militants – nombre d'entre eux ont passé plusieurs années en prison dans leur jeunesse pour avoir défié le régime du général Zia – qui à la fin des années 1990 accèdent à la tête des puissantes organisations professionnelles régulant les professions juridiques pakistanaises (*Pakistan Bar Council, Supreme Court Bar Council, Lahore High Court Bar Council*, etc.). Ces positions institutionnelles vont permettre à ces avocats militants de mobiliser l'ensemble de la profession contre le général Musharraf, en agitant la menace de sanctions (blâme, voire retrait de licence) devant les récalcitrants. Un premier mouvement de résistance est organisé, en 2002-2003, contre les amendements constitutionnels proposés par le général Musharraf. Mais cette mobilisation tourne court après que certains partis d'opposition (islamistes et religieux, en particulier) eurent rallié le camp présidentiel. La suspension du juge Chaudhry va cependant offrir à ces avocats une occasion d'en découdre à nouveau avec les militaires.

Un héros peut en cacher un autre : les récits en trompe-l'œil des défenseurs du juge Chaudhry

Si les robes noires pakistanaises font massivement bloc autour du juge Chaudhry au lendemain de sa suspension par le général Musharraf, la littérature émergeant actuellement du mouvement des avocats de 2007-2008 offre une image en demi-teinte, et parfois en trompe-l'œil, du « héros » du jour. Rédigés dans un ourdou approximatif, ces ouvrages n'ont pas d'ambition universitaire. Il s'agit avant tout de témoignages de participants au mouvement, soucieux d'en retracer les étapes et d'archiver les discours marquants de ses personnalités éminentes. Cette littérature

militante, diffusée dans les gares et les aéroports ou sur les stands des marchés aux livres (*urdu bazaars*) des grandes villes pakistanaises, s'adresse à un public d'avocats, et plus généralement aux lecteurs de la classe moyenne, titulaires de diplômes universitaires mais plus familiers de l'ourdou que de l'anglais. Et si le juge Chaudhry figure systématiquement en couverture de ces ouvrages, il n'y apparaît que comme un catalyseur de la mobilisation des avocats. À tel point que le « héros » Chaudhry fait parfois figure de victime, face à un régime « tyrannique » libérant « le *djinn* de la protestation » (*ehtejaj-ka jin*)¹.

Dans un livre bon marché², l'avocat Chaudhry Jamil Sindhu se borne à retranscrire les faits et gestes du magistrat à l'issue de sa suspension par le général Musharraf. Aucune mention n'est ici faite des origines sociales ou des états de service du juge antérieurement à sa nomination au poste de *Chief Justice*, en 2005. Privé de biographie, le magistrat semble surgir par magie du « jour noir » (*yom-e sayah*) du 9 mars 2007 (jour de la suspension du magistrat), ou plus précisément par la grâce de ces avocats auxquels l'auteur attribue « le concept [*tasavur*] et les principes [*busul*] sur lesquels sont fondés le Pakistan »³. Si d'autres auteurs se montrent plus déserts sur le parcours social et professionnel de Chaudhry (voir *infra*), cette conviction que la « confrérie des avocats » (*vokla ki biraderi*) a donné naissance au Pakistan (en particulier à travers le *leadership* de Muhammad Ali Jinnah, personnalité pourtant tout aussi ambiguë que le juge Chaudhry⁴), et qu'il lui revient aujourd'hui de le « sauver », est très répandue dans les rangs des participants au mouvement. Interrogé sur ce point, un avocat à la Haute Cour de Lahore répond par ces vers, dont il a fait usage dans un discours de soutien au magistrat déchu : « *Nous sommes les porte-flambeaux / Le temps des messagers de Dieu est révolu / Notre temps est venu* »⁵. Cette fiction historique relayée par un projet aux accents messianiques (à l'instar du projet de création du Pakistan conçu, propagé et mis en oeuvre par Jinnah dans les années 1940) vient héroïser collectivement la profession des avocats aux dépens du magistrat dont elle a pris la défense. Mais si les avocats qui se sont mobilisés autour du juge se montrent si évasifs, dans leurs témoignages écrits ou oraux sur le juge

Chaudhry, c'est aussi en raison de son passé controversé, qui met en doute ou tout au moins relativise son exemplarité.

« Nous savions bien que ce n'était pas un ange » : les défenseurs du juge Chaudhry en prise avec son passé controversé

Jusqu'à sa nomination à la tête de la Cour suprême en 2005, le juge Chaudhry s'est illustré par sa docilité à l'égard de l'institution militaire. L'activisme judiciaire dont il fait preuve à partir de 2006, notamment en engageant 21 000 procédures d'auto-saisine (*suo moto*) de la Cour, qui vont mettre de nombreux hauts fonctionnaires et officiers de police dans l'embarras, lui vaut un certain crédit parmi les avocats réfractaires (et explique sa suspension par le général Musharraf). Dans le même temps, le magistrat indispose pourtant les professions juridiques par son autoritarisme, son goût jugé immodéré du protocole, son implication dans les querelles personnelles de ses collègues et ses « combines ». Le juge Chaudhry a ainsi interféré sur le procès opposant un magistrat de la Haute Cour de Peshawar, Jehanzeb Rahim, à sa mère dans une querelle foncière⁶, il a fait bénéficier son fils aîné de faveurs professionnelles et a profité abusivement de coupons d'essence alors qu'il circulait systématiquement en voiture de fonction⁷. Ce sont d'ailleurs ces « combines », bien connues de ses collègues, qui fournissent au gouvernement une justification à la suspension du juge.

Dans l'une des rares biographies disponibles du juge Chaudhry, l'avocat Sohail Varaich dresse un portrait acerbe du magistrat, de sa naissance dans une famille de la classe moyenne originaire du Pendjab (la province dominante du pays, par son poids démographique mais aussi parce qu'elle est le principal vivier de recrutement de l'armée) installée au Baloutchistan (province frontalière de l'Iran, connue pour ses turbulences politiques), à sa suspension par le général Musharraf. À travers ce récit, le magistrat apparaît comme une personnalité autoritaire et sans scrupules, et comme un allié objectif du pouvoir militaire. C'est notamment ce qui transparaît dans ce compte-rendu de la rencontre du magis-

1. Chaudhry Jamil Ahmed Sindhu, *Chief Justice ki Ghair Fa'ali Par Vokla ki Jed-o-Jehed*, (ourdou) (La lutte des avocats contre la suspension du Chief Justice), Lahore, Usama Chamber, 2007, p. 14.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 13.

4. De confession chiite mais très sécularisé et anglicisé (au point de mal maîtriser l'ourdou), Jinnah parvint pourtant à s'imposer comme le leader incontesté d'un mouvement nationaliste à tonalité religieuse. Il est officiellement célébré comme le « grand leader » (*Quaid-e Azam*).

5. Ces vers sont empruntés au poète et compositeur Saifuddin Saif ; entretien avec Ahmed Awaiz, Lahore, juillet 2007.

6. Suhail Varaich, *Adliya ke Oruj o Zaval ki Kahani* (ourdou) (Histoire de l'ascension et du déclin du judiciaire), Lahore, Sagar Publishers, 2007, p. 15.

7. *Ibid.*, p. 16.

trat avec les responsables des services de renseignement de l'armée, à la veille de sa suspension :

« La rencontre s'était déroulée dans une atmosphère extrêmement cordiale. Le juge Chaudhry avait servi à ses invités un thé d'un grand raffinement. On raconte que le chef de l'une des agences secrètes lui conseilla alors de démissionner de son plein gré, en soulignant l'animosité de ses confrères magistrats à son égard, ainsi que les tensions perturbant sa relation avec le gouvernement. Le juge restant silencieux [la traduction littérale serait : « ne sortant pas son mouchoir »], on lui proposa un poste d'ambassadeur en Europe. Au fil de la conversation, il fut convenu qu'un poste d'ambassadeur en Espagne serait la meilleure option »⁸.

Si ce récit est peut-être apocryphe, il n'en est pas moins révélateur des représentations du juge Chaudhry au sein des professions juridiques qui ont pris sa défense. Le thé « d'un grand raffinement » (*pur takaluf chai*) évoqué par l'auteur a ainsi vocation à souligner les connivences sociales et idéologiques du juge avec le pouvoir militaire, qui en ont longtemps fait la bête noire des avocats et des magistrats pakistanais attachés à l'indépendance du judiciaire. Et l'emphase mise sur ces collusions, à travers une allusion au menu de la rencontre, vient épaissir le mystère Chaudhry : celle d'un personnage ambitieux qui, au sommet d'une brillante carrière, choisit soudainement de tout risquer en empruntant un chemin de traverse.

L'héroïsation du juge Chaudhry à laquelle vont travailler ses défenseurs n'a donc pour eux rien de naturel. Et c'est avec un cynisme certain et assumé, justifié par les impératifs de la lutte anti-Musharraf et plus généralement par un agenda anti-militariste, que ses avocats militants vont projeter Chaudhry comme un « héros ». Comme le soulignait l'un de ces avocats, Munir Malik, en juin 2007, « *tout le monde sait que ce n'est pas un ange...* ». Et si le juge Chaudhry se laisse si difficilement raconter par ses défenseurs, c'est parce que ces derniers refusent de se raconter des histoires. Au point que dans leurs récits, Chaudhry finit par apparaître comme un parfait anti-héros, heureusement manipulé

par ses défenseurs plus vertueux. Cet usage stratégeste du « héros » par ses « défenseurs », qui rappelle que les « patriotes » ne sont jamais à l'abri des manipulations de leurs dépendants⁹, trouve son point culminant dans ce jugement prospectif de Munir Malik : « [Au terme de l'affaire Chaudhry] la Cour suprême devra être nettoyée. Chaudhry lui-même sera sans doute contraint de partir. Il lui sera en effet très difficile de se maintenir au poste de Chief Justice après s'être trouvé impliqué dans une telle bataille politico-judiciaire »¹⁰. Point de ralliement pour des avocats militants animés par un projet de refondation sociale, le « héros » Chaudhry apparaît donc à travers leurs discours comme un simple argument de mobilisation, qui en cas de succès devra être sacrifié sur l'autel de l'institution judiciaire.

Conclusion

« *S'il n'y a pas de héros, c'est qu'il n'y a pas de lutte* », suggère Michel Foucault dans son exégèse de la pensée réactionnaire véhiculée par des films tels que *Lacombe Lucien*¹¹. Et parce que le héros n'existe pas sans récit, sa biographie est un enjeu central des guerres morales qui se jouent dans le champ de l'héroïcité. De manière plus spécifique, l'affaire Chaudhry vient souligner la force persistante du droit face au droit du plus fort, dans un pays pourtant confronté à près de vingt-cinq ans de dictatures militaires. Certes, le juge Chaudhry n'a toujours pas été rétabli dans ses fonctions : restauré en juillet 2007, il a de nouveau été suspendu en novembre, après que le général Musharraf eut proclamé l'état d'urgence. Mais la révolte des robes noires pakistanaises a porté un coup symbolique au régime Musharraf qui, en se cumulant au regain de mobilisation des partis d'opposition (sortis vainqueurs des élections de février 2008), a finalement eu raison de lui. ■

9. E.P. Thompson, « The Patricians and the Plebs », in *Customs in Common*, New York, The New Press, 1991, p. 16-96.
10. Entretien avec Munir Malik, président de l'Association du barreau de la Cour suprême, Islamabad, juillet 2007.
11. « Anti-rétro : entretien avec Michel Foucault », *Cahiers du cinéma*, n°251-252, juillet-août 1974, p. 8.

8. *Ibid.*, p. 17.

Politiques d'ailleurs

Rumeurs birmanes

Gaw-la-ha-la. Ce terme d'origine pâli signifie en birman « rumeur ». Dans la mythologie hindo-bouddhique, le terme se réfère à cette divinité qui, une centaine d'années avant la nouvelle ère Samvattakappa, parcourant l'une après l'autre les régions inférieures et supérieures du cycle des renaissances, proclamait à qui voulait l'entendre la fin prochaine de toute chose¹. Resituée dans le contexte bouddhique et birman actuel, la rumeur participe d'un désordre social issu des tensions entre un pouvoir dictatorial et le peuple et, au-delà, d'une rupture d'équilibre dans le rapport nécessairement harmonieux entre un ordre cosmique et un ordre social consubstantiels l'un de l'autre.

C'est sur l'instabilité de cette interaction que la rumeur trouve son faire-valoir, et les foudres du ciel sont interprétées ici-bas comme autant de signes d'un dysfonctionnement dont s'empare la rumeur. Lorsque, par exemple, le pays eut fait le compte de ses morts et disparus à la suite du passage du cyclone Nargis, les uns soulignèrent la simultanéité du référendum pour le moins controversé et du cyclone dévastateur, le second venant en quelque sorte sanctionner le premier ; les autres ont pour leur part estimé que non seulement le cyclone était un signe comme quoi le changement de capitale de Rangoon à Naypyidaw avait épargné la junte, mais que, dans une même opprobre du pouvoir céleste et du pouvoir terrestre, il frappa la région du delta où des groupes d'opposants trouveraient refuge. Bien plus qu'un signe, la colère des éléments a dans ces circonstances quasi valeur de « preuve » dont s'empare la rumeur pour désigner des « coupables ».

FRANÇOIS ROBINNE
Anthropologue,
directeur de l'Institut
de recherche sur l'Asie
du sud-est (Irsea),
Marseille

1. Judson, 1966 [1852],
*Judson's Burmese-
English Dictionary*,
Rangoon, Baptist Board
of Publications : p.200 et
note 39 p.1069.

Le référent mythique du terme ne suffit pas pour autant à faire de la rumeur un langage sacré, et elle est tout le contraire d'un langage ésotérique réservé à quelques initiés ; si la rumeur est en Birmanie un langage supérieur dans son rapport instable de la junte au peuple, du pouvoir au contre-pouvoir, de la propagande à l'information, elle est d'abord un langage hors la loi. Non pas qu'elle se situe à proprement parler en dehors de la loi et tomberait de ce fait sous le coup de la loi, quoique, en Birmanie, le seul fait d'émettre une opinion peut conduire en prison *manu militari*. Les semaines précédant le référendum qui s'est déroulé en mai 2008, seuls les tenants du oui à la Constitution pouvaient ouvertement exprimer leur opinion, les opposants risquant quant à eux trois à vingt ans de prison ; la menace ne relevait pas d'un texte de loi, mais d'une petite annonce paraissant dans les quotidiens de propagande que l'on commente dans les *tea-shops*, foyers s'il en est de propagation de la rumeur². La rumeur est un langage hors la loi au sens où le message qu'elle véhicule a quasiment force de loi dans un État de non-droit.

Pendant près de vingt ans, de 1990 à 2008, le temps pour la nouvelle dictature birmane de se pourvoir d'une nouvelle Constitution, la Birmanie fut en effet un état de non-droit. L'adoption de la nouvelle Constitution en mai 2008 changea peu à l'affaire ; État de droit ou non, le régime dictatorial fait qu'il n'y a pas dans la pratique de lois qui s'appliqueraient uniformément à tous dans tout le pays. Depuis le coup d'état de 1962 qui avait placé le général Ne Win commandant en chef, les *commanders* des divisions de l'armée sont tout puissants sur le plan régional et bien au-delà, au point que les ministres sont réputés être moins influents qu'eux. Pour ajouter à la confusion, le nombre de ces *commanders*, 12 au total, ne correspond pas au nombre des États ethniques de la périphérie et des Divisions à dominante birmane du centre, 14 au total³. Ces chefs régionaux ont tout pouvoir dans la région administrative qu'ils contrôlent et ils n'ont de compte à rendre qu'à l'oligarchie dirigeante, une poignée de généraux regroupés à Nay Pyi Daw, la capitale champignon qui s'est développée au milieu de nulle part. Un non lieu centralisé pourrait-on, où la rumeur trouve naturellement son siège, comme elle trouve naturellement asile dans ces espaces de dispersion que sont les *tea-shops*.

Faute de journaux un tant soit peu indépendants dans cet univers de censure et de propagande, la rumeur s'impose comme le seul bon vieux média⁴ capable de véhiculer ce qui s'avère souvent *a posteriori* être des informations, avec néanmoins toujours ce doute persistant qu'il s'agit de contre-informations. C'est le cas des changements de *commanders* ou des changements ministériels qui, en général, deviennent fait accompli, souvent au prétexte un peu surréaliste de corruption dans ce pays récemment « élu » troisième pays au monde le plus corrompu, après l'Irak et un pays d'Afrique. D'autres rumeurs sont vouées à disparaître comme elle sont nées, sans qu'on ne sache jamais le comment du pourquoi. On dit que l'accident d'hélicoptère à l'origine de la mort de plusieurs chefs militaires eut pour cause de mauvaises conditions climatiques ; on dit aussi que le ton était monté à l'intérieur de l'appareil au point de faire parler la poudre, et que des trous de balles auraient été vus dans la carlingue. Va-t-en savoir. De toute façon un événement national ou international emporte la mémoire collective dans les tréfonds de l'oubli. Ces émeutes entre bonzes et musulmans – qui tombent à point pour la junte fragilisée –, ces mosquées détruites et ces bonzes massacrés : sont-ce bien des vrais bonzes s'interroge en sourdine le pays entre deux tasses de thé ? Et ces bonzes qui défilent pacifiquement, le bol à l'aumône à l'envers en signe de protestation comme ils le firent autrefois contre le pouvoir colonial : sont-ce bien des vrais bonzes accuse fortement la junte ? La rumeur comme stratégie de diversion, le fait est coutumier en Birmanie. Dernièrement encore, cette bombe qui voici quelques jours fit plusieurs morts parmi les civils : le fait de groupuscules ethniques comme l'affirme systématiquement l'armée en de telles circonstances ? Ou le fait de la junte elle-même pour imposer son rôle de garante de la sécurité nationale, songe-t-on indifférent, en remuant le fond de sa tasse ?

Une chose est certaine, la rumeur infuse le doute. Le récent référendum sur la Constitution a véhiculé un certain nombre de rumeurs à vous faire douter de tout, sauf peut-être de son doute. L'émergence de la nouvelle Constitution après laquelle courut si longtemps la junte en quête de légitimité fut présentée comme l'une des priorités nationales ;

2. Keiko Tosa, 2005, « The chicken and the Scorpion. Rumor, Counternarratives, and the Political Uses of Buddhism », in Monique Skidmore (éd.): *Burma at the Turn of the Twenty-First Century*, pp.156-157.

3. Précision de Renaud Egreteau lors d'une discussion informelle.

4. Jean-Noël Kapferer, *Rumeurs. Le plus vieux média du monde*. Paris, Seuil, 1987.

elle fut ainsi des années durant incluse au nombre des quatre objectifs politiques, qui eux-mêmes sont indissociables des quatre objectifs économiques, des quatre objectifs sociaux et des quatre désirs du peuple⁵. Tout un programme, diffusé là encore sous la forme de petites annonces en tête des quotidiens officiels, ou en page de garde de tout ouvrage passé au crible de la censure, ou sur d'immenses panneaux affichant le texte en réserve blanche sur fond rouge. Les négociations en vue de se doter d'un texte constitutionnel s'échelonnèrent sur quelque quinze ans, elles furent régulièrement interrompues, et, au final, personne ou presque en connaissait le contenu exact. Mais personne ne s'est jamais fait d'illusion sur l'ouverture démocratique de ce texte constitutionnel qui pérennise dans les faits la supériorité de l'armée en prévision des élections annoncées pour 2010. La junte fit donc planer la menace selon laquelle ces élections seraient repoussées *sine die* si le non au texte constitutionnel l'emportait. Quelques semaines après le référendum, les tenants du oui continuaient parfois de porter le tee-shirt officiel. Une provocation qui porte d'ailleurs plus à sourire qu'autre chose, tout comme nul n'est surpris d'apprendre que le provocateur a obtenu une promotion ; ah qu'il avait fier allure ce chauffeur de bus du bout de la rue, une grande gueule qui n'a jamais fait mystère de ses opinions dans le quartier : « Il est passé chef », murmure-t-on, un rien moqueur, en répondant vaguement à son salut tout en s'appliquant à verser le thé dans la soucoupe pour qu'il refroidisse. « Mon mari a été promu chef » vient souffler sa femme à l'impromptu entre deux gorgées.

Bien sûr, il y eut un appel diffusé par la radio gouvernementale pour inviter au dépouillement des bulletins, à la suite de quoi la rumeur courut selon laquelle ceux ayant osé se présenter au bureau de vote reçurent peu après à leur domicile la visite de policiers en civil « venus pour aider », *kunyi-pe-ya-ba-ze* comme ils disent. D'aucuns prirent alors le parti de fuir vers la frontière, mais là encore le témoignage que les premiers intéressés rapportent s'apparentent plus à la rumeur dans son imprécision et ses contradictions. Le texte constitutionnel est adopté sans surprise avec 92,48% de oui ; sans illusion non plus. Une vague de témoignages contradictoires laisse dans l'expectative.

Impossible de savoir, quelques semaines après, comment et dans quelles conditions s'est exactement déroulé le vote. Or nous sommes – ou devrions être – dans le rappel des faits, mais non, rien n'y fait, la rumeur est la plus forte et oriente les discours, y compris sur le mode opératoire du vote. Les uns disent, aussitôt contredits par les autres, que le vote était anonyme. Qui croire : celui qui prétend que les bulletins étaient numérotés, afin d'en permettre l'identification en se référant au même numéro du registre mentionnant les coordonnées du votant ? Celui pour qui les bulletins étaient vierges et pliés dans une enveloppe ? Celui qui affirme que deux sbires de chaque côté de l'urne veillaient à la conformité du vote, dans l'acception officielle donnée à « conformité » ? Ou encore ceux qui n'ont vu qu'un préposé garant de la régularité de l'opération. La rumeur produit l'incertitude et diffuse cette part de vérité où vrai et faux sont consubstantiels.

Qui croire, cette mère de famille qui affirme qu'elle a voté non par peur de représailles ou celle qui dit avoir voté oui malgré les menaces ? Le bruit court que les habitants de deux villages – deux ici, un là-bas, plus ailleurs, mais sans que l'on puisse vraiment préciser lesquels, en tous les cas pas très loin – auraient d'une commune bravade tous décidés de voter non. Le bruit court que ces villageois sans exception auraient été arrêtés, molestés, voire tués. On dit – mais cette fois-ci ce n'est plus un bruit qui court puisque « c'est mon fils qui le dit » – que les professeurs et les proviseurs de collèges auraient mis en garde les élèves : attention s'il devait s'avérer que le quartier a voté majoritairement contre le référendum, alors ils en subiraient tous les représailles, au premier rang desquels les maîtres et les parents. Or quand l'on sait le message de respect pour les aînés, les parents et les maîtres délivré par le bouddhisme, on conçoit la portée de ces avertissements – pour ne pas dire menaces – auprès des élèves, des enfants et des cadets.

Plus récemment encore, quelques jours avant le premier anniversaire du soulèvement des bonzes, le gouvernement libéra quelque 9 000 prisonniers. Des personnes âgées – au nombre desquelles le plus ancien prisonnier politique enfermé depuis les événements de 1988 – ainsi que des malades et des handicapés furent effectivement libérés. La

5. Citons seulement les « Quatre désirs du peuple », sans autre commentaire : « 1) S'opposer à ceux qui s'appuient sur des éléments extérieurs, des laquais, professant des opinions négatives, 2) S'opposer à ceux qui tentent de mettre en péril la stabilité de l'État et les progrès de la nation; 3) S'opposer aux pays étrangers qui s'ingèrent dans les affaires intérieures de l'État; 4) Écraser, comme ennemi commun, tous les éléments destructeurs, internes et externes. »

rumeur pour les uns, la contre-information pour les autres, courut selon laquelle il s'agissait d'autant de places laissées vacantes dans les prisons pour la jeune génération d'opposants.

À la radio – radio d'État et radios libres diffusées de l'étranger confondues – la rumeur fait l'actualité. Il faut les voir, chaque soir à la même heure, tous ces Birmans qui se battent contre le brouillage à chaque fois qu'ils ouvrent leur poste, prenant des positions improbables pour tenter de capter la bonne longueur d'ondes en faisant valser l'aiguille, tournoyer l'appareil et dresser l'antenne dans tous les sens. Les maigres informations – mais en sont-elles vraiment ? – relatives à un soutien étranger, ou du moins ces petites phrases où la situation en Birmanie a été évoquée, sont commentées encore et encore le soir sur les ondes pour tenter de transformer une petite phrase formulée par un dirigeant occidental ou un responsable de l'ONU en un événement d'importance internationale : cette fois c'est sûr le monde s'intéresse à la Birmanie et il va maintenant bien falloir que les choses changent. Et ces oreilles – sauf exception – ne sont pas tant des oreilles d'opposants activistes que des oreilles de tout un chacun à l'écoute d'une nouvelle rumeur, qui en appelle une autre, qui remplace l'autre, qui dit tout et son contraire. Mais tous sans exception attendent et espèrent un improbable changement. On attend la mort du généralissime Than Shwe comme celle de son prédécesseur Ne Win et finalement, d'un dictateur à l'autre, la dictature suit son cours. Mais cette fois, c'est sûr, le débarquement allié est proche murmurent les ondes birmanes quand le monde se lamente sur le gâchis irakien ; cette fois, c'est sûr, l'aide internationale va enfin se faire ouvrir les portes, dit-on en Occident, quand le bateau français tourne en rond sur les eaux internationales et que les petites annonces des quotidiens diffusent un numéro de téléphone pour en appeler très officiellement à la délation. Les prises de positions officielles et fermes des puissants indignés portés par l'indignation des peuples le temps d'un journal télévisé, le « ne réagissez pas trop brutalement » formulé à l'adresse des militaires après les manifestations pacifiques des bonzes, sont cette fois-ci bien plus dévastateurs que la rumeur. C'est un blanc seing.

Et dans le même temps où les radios de l'opposition diffusent des informations comme quoi le monde entier s'insurge de la situation, mettant la junte au banc des accusés, apportant dans le pays une vague d'espoir à laquelle tout le monde s'agrippe un peu mollement, chacun finalement n'a de cesse de rester concentré, sans y penser, comme on tourne machinalement une cuillère dans sa tasse de thé, sur les difficultés du moment : le repas du soir, les coupures d'eau et d'électricité, l'inflation extravagante du riz, de l'huile et de l'essence, les médicaments à se procurer, la brutalité du cyclone Nargis à laquelle répond celle de la junte qui surenchérit. Et tout ceci, ce souci du quotidien, n'est plus de l'ordre de la rumeur qui finalement n'est pas si mauvaise à entendre car au moins elle prête à rire, elle. Ah le fameux sourire birman qui peut basculer sans coup férir de la gentillesse à la délation, comme la rumeur renvoie au monde virtuel de l'information et de la contre-information. Et toujours – car le temps travaille pour la junte – un événement balaie l'autre sur la scène internationale. Et la une des médias occidentaux passe de l'un à l'autre tandis qu'en Birmanie les journaux de la propagande diffusent en boucle les mêmes quatre objectifs économiques, les mêmes quatre objectifs politiques sociaux, les mêmes quatre objectifs politiques, et avec eux les quatre désirs du peuple qui restent inchangés et sur lesquels butine à l'envie la rumeur. Les mots pour les dire, ce désir du peuple et ces objectifs, sont ceux de la haine et de la xénophobie, et la rumeur tourne autour de cette impossibilité de « se libérer de la peur » pour reprendre le titre du livre de l'opposante Daw Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, chaque année réduite au silence dans sa résidence surveillée⁶. Hmm, à propos, la grève de la faim qu'elle aurait entreprise dernièrement, intox ou vérité ?

Bon. C'est pas tout ça. Si on reprenait une petite tasse de thé... ■

6. Aung San Suu Kyi, 1991, *Freedom from Fear and Other Writings*. London et New York, Penguins Books. Traduction française la même année : Paris, éd. Antoinette Fouque, préface de François Mitterrand.

Culture

Marine Sonnet, *Atelier 62*, Le temps qu'il fait, 2008

« **Q**uand d'un passé ancien rien ne subsiste, après la mort des êtres, après la destruction des choses », ne perdurent pas seulement, comme disait Proust, odeurs et saveurs, mais aussi les archives, si pauvres soient-elles¹, et la langue parlée du passé qui porte en elle une vision du monde, une conception de la vie, un *ethos*. « L'édifice du souvenir » du père de Martine Sonnet et, à travers lui, de *L'Atelier 62* (celui des forgerons de Renault Billancourt où il a travaillé de 1950 à 1976), mais aussi de tous ces ouvriers « déracinés », arrachés à leur terre ou à leur atelier, pour venir se faire embaucher dans la grande industrie, repose, en effet, ici sur de rares archives familiales (quelques photos, le papier à en-tête de l'ex-artisan, quelques prospectus, une nécrologie), mais surtout, comme dans l'œuvre d'Annie Ernaux, sur la résurgence d'expressions de la langue parlée des classes populaires² et sur le dépouillement méthodique des archives de l'Atelier 62 (*L'Écho des Métallos Renault*, édité par la Section Renault du PCF) et des enquêtes de sociologues, d'ethnologues ou d'historiens sur « la forteresse ouvrière »³. De sorte que Martine Sonnet inaugure un genre littéraire où la mémoire individuelle s'encastre dans la mémoire collective, où les souvenirs qu'a conservés une des quatre filles d'Amand Sonnet se mêlent et parfois se confrontent aux archives et aux travaux des chercheurs qu'étudie l'historienne, où l'histoire d'Amand Sonnet fait ressurgir celle d'un monde (celui des forgerons de Renault et celui des « paysans ouvriérisés ») autant que l'histoire de ce monde éclaire le souvenir d'un père (« un homme discret, courageux, serviable et généreux »).

GÉRARD MAUGER

1. Cf. Les papiers d'Amand, <http://www.martinesonnet.fr/site/Papiers>
2. « Expressions hors d'usage, réentendues par hasard, brusquement précieuses comme des objets perdus et retrouvés, dont on se demande comment elles se sont conservées », écrit Annie Ernaux, *Les Années*, Paris, Gallimard, 2008, p. 16.
3. Cf. Bibliographie et sources, p. 231-233.

Paysans ouvriérisés⁴

Charron et forgeron rural, Amand Sonnet a dû renoncer à son atelier rural pour aller s'embaucher à la Régie en 1950. Artisan rural « ouvriérisé », il rejoint les cohortes de « déracinés » : « tous se ressemblent, même déracinés de bien plus loin »⁵, note Martine Sonnet (p. 30). Entre deux mondes, « sortis de la campagne mais pas encore vraiment de la ville : nulle part complètement légitimes » (p. 93), l'hystérésis des *habitus* de ces hommes transplantés témoigne, longtemps après, de leur passé. Longtemps, ils restent dépositaires de façons de faire importées du monde rural : le cidre « livré régulièrement en barrique par le transporteur Papillon et mis en bouteille à la cave » (p. 93), « la goutte » « qui sera revendue [...] à un qui veut goûter du vrai calva, c'est autre chose » (p. 94), la recherche de pissenlits « à la cité tant qu'il reste des terrains sans construction, encore à moitié à l'état de nature » (p. 93), la prédilection pour le salon de l'agriculture « où il va saluer les marchands de bêtes de connaissance » (p. 160), la nostalgie du chasseur qu'il était (« il a gardé tout ce qu'il faut pour cela, fusil et cartouches, tenue, gibecières », p. 103), les retours chaque été dans « la maison du bord de route », les lapins et les canards « pris en pension » le temps des vacances (p. 43), « le couteau personnel toujours dans la poche et toujours manger avec, partout, même au restaurant » (p. 97). Mais, s'il ne perdra jamais l'habitude du couteau, la plupart des autres s'effacent puis « se perdent » au fil du temps : « lent renoncement aux survivances de la vie d'avant. Le vin Préfontaine remplace le cidre sur la table. Les parents ne se lèvent plus aussi tôt le dimanche matin : la messe finira même par passer à l'as » (p. 96).

L'hystérésis de l'*habitus* rural explique sans doute aussi les réticences ambiguës à l'insertion dans la sociabilité ouvrière : « les gars de la Régie, on n'en entendait pas beaucoup parler » (p. 115). L'étanchéité du cloisonnement maintenu par le forgeron entre l'atelier 62 et sa famille les tient à distance : « quand le forgeron rentre du travail, [...] il se déshabille et se change encore une fois. Passé par les vestiaires et les douches à l'usine, les habits sales du travail laissés là-bas, [...] il dresse un sas de plus entre ses vies. Une façon

de nous protéger de Billancourt, de nous tenir à distance » (p. 36). Peut-être aussi une façon de tenir en lui le présent ouvrier à distance du passé rural ? « Jamais entraînée là [à Billancourt] dans nos promenades dominicales. Ne lui serait pas venue l'idée d'y aller en plus un dimanche. Ou pas envie de montrer ça » (p. 226). Peut-être aussi à distance du monde ouvrier parce que, faute d'avoir « décroché son permis », il se désintéresse totalement des voitures ? « Le Normand se coupe un peu des autres, comme ça à Billancourt, à force de n'avoir jamais rien à en dire des voitures » (p. 161). De même, les parents ne vont pas, sauf exceptions, aux excursions de « Loisirs et Culture » : « La mère : « je préfère rester dans ma maison, c'est là que je me plais ». Le père qui les voit bien assez toute la semaine les autres de Billancourt et se promène mieux tout seul » (p. 129). Mais, si le père se tient à distance de la sociabilité ouvrière, il regrette que ses filles « ne se mélangent pas » : « Reproches paternels récurrents : on resterait « toujours à part vous autres », on ne se mélangerait pas, on n'en profiterait pas assez, on ne s'amuserait pas comme tout le monde. Il pense aux fêtes foraines par exemple, où pas moyen de nous faire mettre les pieds » (p. 129). Faut-il voir dans ces reproches le souci intériorisé du « principe de conformité »⁶, sinon pour lui (« exempté », en quelque sorte, par ses origines rurales) du moins pour ses filles qui ont « de l'allure » (p. 128), la crainte qu'elles s'exposent à des accusations de « fierté »⁷ ? « L'idée qu'il se fait de comment ça se passe chez les autres, où c'est plus drôle, et la difficulté de lui répondre que, chacun ses goûts, pas obligés d'être pareils » (p. 129). Ou bien la déception de voir que ses filles « ne profitent pas » de ses efforts, que leurs goûts les éloignent de l'idée qu'il se fait du « bon temps » ? « Il a l'air un peu dépité de ça, notre père, qu'on n'y aille pas, s'amuser ni danser avec les autres. Il est venu pour nous faire profiter de tout, il sue aux forges toute la semaine et nous le dimanche on ne bouge pas trop » (p. 129).

Si les parents ont cessé d'aller à la messe, tradition héritée par le père (« de ce côté-là, le régime c'était école libre et vêpres ; notre mère à l'école publique, elle, et des parents moins regardants », p. 188), on peut supposer que cette laïcisation tardive (effet de « l'urbanisation » et/ou

4. Sur le cas (peu étudié) des ouvriers ruraux, cf. Nicolas Renahy, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, Éditions la Découverte, 2005 et Julian Mischi, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur la politisation des classes populaires », communication à la Journée des sociologues Inra, Dijon, 20/6/2008 (à paraître).

5. Cf. Abdelmalek Sayad, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Université, 1991 et *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.

6. Cf. Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

7. Cf. Florence Weber, *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Inra et EHESS, 1989.

de « l'ouvriérisation ») n'est pas étrangère à l'apolitisme parental : « Chœurs de l'Armée rouge, tarif préférentiel, les parents y vont [...]. Retour du spectacle avec un disque, et tout le monde content. [...] Sortie pas idéologique pour deux sous : guerre froide, ni chaud ni froid, les parents. Reviendront pareillement comblés d'*Holiday on Ice* » (p. 130). En fait, l'absence d'intérêt politique ou syndical – « le père n'était pas syndiqué, comme le plus souvent les gens qui étaient venus de la campagne » (p. 173) – est plutôt la conséquence d'une ouvriérisation récente et d'une faible insertion dans la sociabilité ouvrière qui en est le corollaire que d'une mentalité rurale et/ou d'une influence catholique⁸. À l'inverse, l'inclusion dans la sociabilité ouvrière semble être au principe de l'engagement politique ouvrier. Ainsi *L'Écho des Métallos Renault* relate qu'« au 62, une cellule du Parti, qui avait autrefois existé, s'était reconstituée en 1962, la cellule Bourdenet, grâce à une dizaine de communistes qui étaient passés cette année-là de leur base locale à celle de l'usine. Après la cellule des forges encartait chaque année une quinzaine de nouveaux adhérents » (p. 193).

Toutefois, le désintérêt pour la politique n'exclut pas une forme de « conscience de classe » implicite, une vision du monde qui s'apparente au clivage entre « Eux » et « Nous » décrit par Richard Hoggart⁹. Étant entendu que la frontière entre les deux mondes est proche : elle sépare les classes populaires (ouvriers, artisans, paysans) des commerçants (comme l'épicier ambulant, cousin éloigné, un « homme important », p. 195). Frontière labile tracée non pas tant par la position sociale que par la façon de l'occuper : avec ostentation et/ou un mépris affiché (« comme la bouchère qui rend la monnaie bec pincé ou la boulangère et ses grands airs ; leurs bijoux en or à celles-là, aux deux mains, bagues et bracelets, bien lourds, qu'on les voie et les entende quand elles agrippent nos billets. Toujours l'air de sortir de chez le coiffeur et que nous à savoir dire merci. Ou les pharmaciens, un peu hautains et protégés par leurs blouses blanches », p. 198) ou, à l'inverse, avec la bonhomie, la « fraternité », de ceux « pas fiers, qui plaisantent avec tout le monde » (p. 198). Au-delà, « le monde des autres » (par exemple, celui « des gens qui ne mangent pas comme

nous dans le train » avec « leurs valises en bien meilleur état que les nôtres, sans tendeurs autour et à l'intérieur que de la première qualité, du sur-mesure commandé [...] chez les faiseurs les plus réputés », p. 150) ne peut être qu'« imaginé » et leur rencontre fortuite (impressionnés par leur hexis corporelle, on ne peut que « les laisser passer », si on vient à les croiser dans le couloir du train, p. 150). Étant entendu aussi que la frontière entre « Eux » et « Nous » n'exclut pas les classements internes à l'univers des classes populaires. D'autant plus que si le relogement en cité permet d'avoir accès à « un appartement avec tout le confort » (p. 72) (« au début, les gens sont simplement contents », p. 30), « la transparence sonore obligée à la cité » (p. 30) expose chaque famille au jugement des autres : « on entend tout », « tout le monde en profite ». Classements inspirés par un « souci de dignité » associé à celui de « ne pas se faire remarquer » et à la conscience de ses « manques »¹⁰, c'est-à-dire à l'intériorisation du « principe de conformité » : aux familles, « comme il faut », discrètes, comme celle d'Amand Sonnet (« Jamais un mot plus haut que l'autre », « une sorte d'orgueil nous retient », p. 27) s'opposent les « familles à Riquiqui » (p. 28) ; au respect de « la culture » et de « l'intelligence » (celle du père – c'est toujours lui qui compte à la belote, « jamais personne pour additionner plus vite », « aurait pu étudier », p. 19 – qui « prend de temps en temps [des livres] à la bibliothèque du Comité d'établissement de la Régie », p. 177, et lit *Le Monde* que rapporte sa troisième fille à la maison, p. 116) s'opposent les « simplets » et/ou les « pots de colle » qui « se donnent en spectacle » (« dans le car [pour la mer], toujours un ou deux passagers «un peu simplets», ou «pots de colle» : repérer ceux dont on évitera le voisinage au pique-nique sur la plage, ou à table au restaurant, parce qu'ils se feront forcément remarquer », p. 187). Reste que ces classements internes aux classes populaires ne tracent pas encore de frontière : en 1957, « les deux mondes, pavillonnaires et cités, se frottent » (p. 86-87). À partir de la deuxième moitié des années 1970, la montée du chômage de masse et de la précarité creusera le clivage entre « les deux mondes » : « *established* » (« ouvriers pavillonnaires »), d'un côté, et « *outsiders* » (« ouvriers de cité »), de l'autre¹¹.

8. Cf. Julian Mischi, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, n° 63, 2003, p. 91-119 et Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, 2003, p. 121-143.

9. Richard Hoggart, *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

10. L'enquête montre que la conscience des « manques », du « déficit » de capital économique et de capital culturel, (« légitimisme ») n'exclut pas l'existence de formes d'« altérité culturelle » (« relativisme ») : dans le cas présent, la valorisation populaire de la force physique comme dimension fondamentale de la virilité (sur cette controverse, cf. Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Hautes Études, Gallimard, Le Seuil, 1989).

11. Sur la distinction entre « *established* » et « *outsiders* », cf. Norbert Elias et John Scotson, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1997 et Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat et Yasmine Siblot, *La France des « petits moyens »*. *Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, Éditions La Découverte, 2008.

Corps valeureux et malmenés

Les classes populaires ne se définissent pas seulement par leur « déficit » de capital économique et de capital culturel, mais aussi par la valorisation de la force physique, force de travail que les lois de la reproduction et du marché du travail réduisent à la force musculaire et, le cas échéant, force de combat qui dépend à la fois de la force et du courage physiques de ses membres et de leur nombre¹². La force physique du forgeron (« bras puissants, épaules solides, dos carré », p. 17, « deux bras de forgeron qui en valent quatre », p. 206, « la force qu'il a, les poids qu'il soulève », p. 36, « du père on dit [...] «force de la nature» ou «homme fort» et chez les marchands d'habits «grand patron» quand il s'achète une veste », p. 36) est solidaire des « valeurs de virilité ». Le courage, la résistance (« la seule chose qui, de fait, pouvait se mesurer, c'était la patience et la résistance des hommes : de 6h 30 à 14h 30 ou de 14h 30 à 23h 30, 5 ou 6 jours par semaine, de 50 à 48 semaines sur 52 », p. 109), associés à une forme d'insensibilité et/ou d'invulnérabilité (le forgeron est « habillé en homme qui n'a jamais froid », p. 11, « toujours à ouvrir en grand les portes et les fenêtres parce qu'il étouffe, par tous les temps et nous on gèle », p. 53) et de stoïcisme¹³ (« le père [...] n'en rajoute jamais, homme trop pudique pour dire la chaleur, la sueur, le bruit et l'abrutissement qui va avec », p. 35). S'il dresse un sas entre l'atelier et la famille, c'est peut-être aussi parce qu'il n'est pas « homme à se plaindre » : « trop fier pour dire l'asservissement » (p. 20). Et pourtant, ces hommes forts, courageux, résistants, apparemment invulnérables, stoïques, sont aussi « abîmés » : « on voit bien sur lui comme c'est un travail qui abîme » (p. 35). Corps malmenés : « ce qui est sûr, c'est que les forgerons embauchés en bonne santé ne le restent pas longtemps, et pourtant on choisissait les plus costauds parmi ceux qui se présentaient » (p. 40). La fatigue physique (« disaient tous tomber de sommeil le soir – s'endormir à la mi-temps des matchs à la télé, ne pas lire non plus, pas capables », p. 42) et psychique (« l'usure générale, la fatigue les nerfs, les ulcères. Étaient à bout », p. 42), « les mains gercées » (p. 35), « les yeux brûlés devant les fours » (« pas efficaces leurs lunettes ou pas portées parce que pas com-

modes », p. 41), la surdité précoce (« il entend un peu haut », p. 35, « la surdité des forgerons, c'était toujours plus d'une oreille que de l'autre. Celle du côté où ils frappaient », p. 163). Boire aussi, pour supporter la chaleur, bien sûr : « Ils buvaient beaucoup. Évidemment. Pour tenir, fallait bien. Dans une atmosphère pareille, les litres et les litres, cinq ou six par jour, qu'ils devaient absorber, pour arriver à pisser encore un peu. Quand on pense à tout ce qui partait en sueur. Se seraient bousillés les reins en plus, autrement. Mais, du coup, les foies et les estomacs des forgerons, en sale état » (p. 179). Mais aussi pratique polysémique, variable au fil du temps et des circonstances¹⁴ : « le jour où ils buvaient le plus aux forges, et pas du soda, c'était le 1er décembre, pour la Saint-Éloi, leur fête. [...] La maîtrise aussi était de la fête, bien obligée, tous mélangés ce jour-là, au coude à coude à table, et c'était un défi de les faire boire, les chefs, autant qu'eux. Les voir rouler sous la table – tenaient moins bien que les gars sous leurs ordres. Se mesurer. Prendre le dessus un jour par an » (p. 181). Et puis la fréquence des accidents : corps mutilés. « Écrasées. Écrabouillées. Broyées. C'étaient les mains qui prenaient, surtout, quand ils avaient des accidents aux forges » (p. 150) : « du coup, les gars récapitulaient : il y avait eu 776 accidents aux forges l'année passée, ça continuait et la direction faisait toujours la sourde oreille » (p. 153-154).

Familialisme et ethos ouvrier

Il y a, explique Olivier Schwartz¹⁵, un « familialisme ouvrier » qui relève moins d'un conservatisme de principe que d'une forme de protection : la famille est d'abord un lieu « à soi » (espace de réparation des forces et de sécurité) et un cadre d'accès à des identités légitimes, une scène où il est possible de reconquérir un minimum de reconnaissance partout ailleurs refusée. Le mariage, les fonctions maritale et parentale représentent « le seul programme biographique » positif dont disposent les jeunes des classes populaires : ainsi l'enfant donne-t-il accès à une identité doublement positive, sexuelle (homme et femme) et sociale (père et mère). Dans la famille d'Amand Sonnet, les « programmes biographiques » restent fortement sexués. L'homme gagne

12. Pierre Bourdieu, *La Distinction, op. cit.*
13. Ce stoïcisme populaire a souvent pour corollaire une forme d'optimisme. « La pluie pour la mère, toujours, «c'est juste un nuage qui passe», même quand elle dure du matin au soir. [...] L'optimisme maternel que je ne comprends pas. Elle, certaine que «ça va se lever». N'admet pas » (p. 136-137).

14. Michel Pialoux, « Alcool et politique dans l'atelier. Une usine de carrosserie dans la décennie 1980 », *Genèses*, n° 7, mars 1992, p. 94-128.
15. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

l'argent : « la paye tombe, sens propre et sens figuré, le 7 et le 22 du mois : juste arrivé, la canadienne encore sur le dos, le père lâche, toujours du même grand geste, le petit paquet de billets épinglés, juste au milieu de la grande table ovale de la salle à manger, sans rien dire » (p. 53). La femme le gère : « «la patronne» s'en débrouille de la paye et même de défaire l'épingle » (p. 53). L'homme est à l'extérieur : « lui, c'est un homme du dehors que les arrangements domestiques n'intéressent pas le moins du monde. «Comme vous ferez, ça sera bien». Indifférent. [...] Pas un homme d'intérieur, ça non » (p. 53), « moi le dedans ne m'intéresse pas » dit-il (p. 63), « le dimanche, le père marche encore pour se délasser. Façon à lui d'effacer l'usine » (p. 77). La mère, « casanière » (p. 70), est à l'intérieur, « au foyer » : « le «salaire unique» en plus des allocations familiales, sauf pour les rares mères qui travaillent. [...] Aux mères qui restent à la maison, le payeur [des allocations familiales] laisse à peu près ce qu'elles gagneraient à l'usine, alors » (p. 55). Alors, elles élèvent les enfants et « tiennent leur intérieur » : « dès que j'aurai un peu grandi, notre mère s'en ira faire quelques heures de ménage. [...] Jamais chez des particuliers. [...] Une ultime barrière du quant-à-soi. Elle gagne avec de quoi desserrer les fins de quinzaine, une vie sociale à elle, des connaissances » (p. 61-62). La division sexuelle du travail traverse aussi le bricolage destiné à la fabrication d'objets « fonctionnels » : extérieur/intérieur, solide/fragile, bois/tissus, etc. Dès qu'ils ont emménagé à Clamart, « l'ancien artisan a installé un établi, massif à sa façon, et ses outils dans le garage collectif » (p. 96) : en sortent « des objets usuels fabriqués à sa mode avec ce qui lui tombe sous la main » (p. 37), « un banc massif, solide et presque immuable, comme tout ce qui sort de ses mains » (p. 43). La mère qui a appris à coudre entre école et mariage, habille la famille : « faire du neuf avec du vieux », retaper un bleu « qui vaut encore le coup » avec des pièces d'un bleu « vraiment à bout » (p. 11), « du vrai neuf aussi pour les grands jours » (p. 69). C'est elle aussi qui s'occupe de l'intérieur : « régulièrement agenouillée, paille de fer et bidon de cire liquide à la main [...] Le problème du parquet c'est aussi que le père n'est pas un homme à qui demander de marcher sur des patins. Impensable » (p. 62-63), « plus tard, choisir des papiers peints, on s'embour-

geoise » (p. 63). Inspiré par « la nécessité », le bricolage n'exclut pas tout souci esthétique¹⁶ : côté filles, « pour décorer, accrochés au mur, encadrés, les canevas [...] demi-point de croix et coton DMC » (p. 63), côté forgeron, le fer forgé « sommet de l'échelle des valeurs esthétiques » (p. 37).

Autour de la famille conjugale gravite la famille élargie : « entre-soi » étendu dont on entretient les liens. « Les cousins et cousines qui se marient l'été sont presque tous montés travailler à Paris, ce qui renforce leurs liens avec nous ». Comme tous les travailleurs immigrés, « ils arrivent avec notre adresse rassurante écrite très précisément sur un papier plié en quatre. Et comment faire pour y aller. Un peu réconfortés de savoir que chez nous c'est porte et table ouvertes à toute heure » (p. 169) : « nos parents sont toujours là en cas de besoin, et qui savent ce que c'est la vie dans la capitale quand on arrive de la campagne » (p. 170), « on propose toujours à d'autres, cousins, cousines, voisins, voisines, de se joindre à nous pour l'excursion » (p. 186). La solidarité s'étend, en effet, au voisinage : la mère « toujours prête à rendre service » (p. 28) et lui « qui ne sait pas dire non quand on lui demande un coup de main » (p. 206).

Si la nécessité (économique) impose aux classes populaires une forme d'ascétisme (les dépenses du père : du tabac bleu ou gris, du papier à cigarette, le dimanche un cigare, parfois un billet de loterie et des achats inutiles à des camelots, p. 53-54), elle implique aussi une forme d'indifférence à l'argent (encore artisan, Amand Sonnet, « si peu homme d'argent », est incapable d'endosser le rôle de créancier : « il n'aime pas ça, aller quémander », p. 18, « les choses qui s'achètent et leur prix, il s'en fiche », p. 54). Elle a pour corollaire la générosité à l'égard de la famille (« qu'on ne manque de rien surtout », p. 207) indéfiniment extensible : « le père lui, quand il est là, pratique une hospitalité sans faille, ne ferme la porte à personne, et le verre de cidre comme le cœur sur la main » (p. 104).

La lutte de classes au jour le jour

Déclassés en début de carrière, les ouvriers de la Régie le sont aussi en fin de carrière. Lorsqu'il est entré chez Renault, Amand Sonnet a d'abord été « sous-classé le temps de faire

16. Sur ce sujet, cf. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers*, op. cit.

ses preuves » (p. 23). Ce n'est que cinq ans plus tard qu'il sera classé « forgeron » P1 dans la grille Parodi-Croizat. Un des ateliers les plus durs, les forges sont aussi « un des plus huppés¹⁷ en matière de qualification » (p. 32). Déclassés en début de carrière, les forgerons finissent aussi leur carrière « déclassés dans des travaux moins pénibles mais moins payés et comme leur retraite était calculée sur les dix dernières années d'activités, ils y perdaient. Ou ne pouvaient plus du tout arquer et partaient en retraite anticipée et y perdaient encore, ou se retrouvaient en logue maladie. Ou étaient morts bien avant » (p. 41). « Au mieux, ils finissaient déclassés balayeurs avec une retraite de balayeurs. Et ce déclassement en fin de carrière, pour eux, hommes forts qui incarnaient à eux seuls tout le corps ouvrier, c'était presque pire que de mourir à la tâche » (p. 58).

Martine Sonnet montre aussi ce que signifie la lutte des classes au jour le jour : la confrontation à la logique du capital, c'est-à-dire, pratiquement, aux « eaux glacées du calcul égoïste », à l'indifférence, aux comptes mesquins, aux économies sordides, aux « tartuferies », aux contrôles vexatoires, à l'avidité, à l'indécence de ceux qui s'autorisent à « blâmer les victimes », etc. Indifférence : confrontée à la nécrologie des forgerons (p. 47-51), la Régie « ne se reconnaît aucune responsabilité » (p. 47), « autant parler à un mur » (p. 48). Indifférence face aux accidentés du travail : « à chaque fois, refrain, accident «qui aurait pu être évité» ou «qui n'aurait pas dû se produire» » (p. 153). Mesquinerie qu'illustrent le marchandage sordide des primes, le mégotage sur les feuilles de paye (p. 65-67), sur le remplacement des galoches par des brodequins (p. 81-83), sur l'installation de ventilateurs (p. 109-112), « les économies sur le savon pour se laver les mains » (p. 132), etc. Tartuferie : face à la revendication d'une retraite complémentaire dès l'âge de 55 ans, « la direction qui avait réponse à tout considérait que puisqu'ils étaient payés plus cher le temps passé aux forges, c'était à eux de prévoir, qu'ils n'avaient qu'à mettre à ce moment-là de l'argent de côté pour quand ils seraient déclassés et retraités. C'était simple à résoudre comme problème » (p. 58). Surveillance : « ce à quoi prétendaient encore les forgerons, c'était qu'on leur fiche la paix dans les vestiaires » (p. 124). Avidité (mal dissimulée par

l'argument de la concurrence : « chez Peugeot, les forgerons produisent au moins 25 % de plus que ceux de Renault », p. 144) : chronométrages, « cadences infernales », « inhumaines » (p. 141), « grâce aux techniques qui évoluaient, les opérations nécessaires à la fabrication allaient de plus en plus vite et en 1961 la Régie se félicitait du temps gagné aux forges » (p. 192), mais « le progrès ne diminuait pas la peine des forgerons, bien au contraire, il les usait encore plus vite. [...] Le nombre de pièces à produire qui doublait sans chronomètreur, juste le chef d'atelier qui usait et abusait de sa montre pour parvenir aux fins de la direction : supprimer un travailleur, n'en laisser qu'un quand il en fallait deux » (p. 142). Indécence : pour les accidents du travail, l'enquête « essayait par tous les moyens de transformer les victimes en responsables. Le gars avait trop bu, ou négligé un équipement de sécurité, ou conduit n'importe comment quand c'était un cariste – l'un n'empêchant pas l'autre » (p. 156) ; pour les décès prématurés, « il fallait chercher du côté des «habitudes» alimentaires déplorables. Suivez mon regard, ils levaient trop le coude, c'était de leur faute » (p. 49).

En face, la mobilisation syndicale, la grève, la force du nombre. Pour les salaires, les primes, le bruit, l'insalubrité, les cadences, la retraite à 55 ans, « aux forges on avait le débrayage assez facile. On débrayait une demi-heure, une heure ou deux heures, on allait voir le chef de département, lui dire entre quatre yeux ce qu'on trouvait à redire, et souvent comme ça on accélérât un peu les réponses à des questions de délégués que la direction n'avait pas trop bien entendues » (p. 171). Mais les forgerons, comme les autres, étaient « loin d'être tous syndiqués, et même si les chiffres exacts sont introuvables, il n'y en avait au mieux, peut-être qu'un sur cinq pour prendre sa carte au syndicat. Pour eux, la CGT » (p. 173). À partir de fin 1966, la lutte « pour le maintien des forges à Billancourt et la défense de l'emploi, contre la décentralisation » (p. 173) les mobilise tous : « tous d'accord là-dessus. Affaire grave. Sur des sujets pareils, les gars unanimes, syndiqués ou pas » (p. 173). « Leurs inquiétudes alors à ceux des forges de Billancourt, que des mots commençant par «dé» : décentralisation, «un mot qui déclenche la colère», démantèlement, dénationalisation. Ils défilaient sous une nouvelle banderole : NON À

17. L'expression – plus familière des salons bourgeois que des ateliers ouvriers – est citée par Martine Sonnet.

LA DÉCENTRALISATION. Eux, ils voulaient : maintenir, moderniser » (p. 209).

On connaît la suite¹⁸ : « il n’y a plus rien à voir à Billancourt » (p. 229)... Mais, il y a à lire le livre de Martine Sonnet. C’était au temps des « trente glorieuses » : « glorieuses » ?... ■

18. Pour un bilan critique des travaux récents sur les classes populaires en France, cf. Gérard Mauger et Louis Pinto, *Lire les sciences sociales, Volume 5, 2004-2008*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l’Homme, 2008, p. 1-183.

Bulletin d’abonnement et de commande

À retourner à

Éditions du Croquant

Broissieux

73340 Bellecombe-en-Bauges

info@editionsducroquant.org

Prix au numéro : 15 € (franco de port)

L’abonnement (pour la France) pour 4 numéros est de 50 € (franco de port)

L’abonnement (pour les autres pays) pour 4 numéros est de 60 € (franco de port)

N° 6

M. M^{me} M^{lle}

Prénom

Nom

Adresse

Code postal Ville.....

Pays.....

Téléphone

Mail.....

Abonnement

Je m’abonne à savoir/agir pour 4 numéros à partir du n°

France 50 €

Autres pays 60 €

Commande par numéro

Je commande le(s) numéro(s)

Je verse la somme par chèque de.....

à l’ordre des Éditions du Croquant

Je souhaite recevoir une facture

Date et signature

